

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/48529]

19 DECEMBRE 2023. — Loi concernant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. La présente loi prévoit la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union européenne.

§ 2. Un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure est assuré sous la forme suivante :

1° un impôt national complémentaire conformément aux dispositions du titre II, chapitre 6 ;

2° un impôt complémentaire en vertu de la RIR conformément aux dispositions du titre II, chapitre 7 ;

3° un impôt complémentaire en vertu de la RBII conformément aux dispositions du titre II, chapitre 8.

Sont assujetties à l'impôt minimum, les entités constitutives au sens de l'article 3, 2°, qui sont établies en Belgique.

TITRE II. — Introduction d'un impôt minimum des groupes d'entreprises multinationales et des groupes nationaux de grande envergure

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° "entité": toute construction juridique qui établit des états financiers distincts ou toute personne morale ;

2° "entité constitutive" :

a) toute entité qui fait partie d'un groupe d'entreprises multinationales ou d'un groupe national de grande envergure ; ou

b) tout établissement stable d'une entité principale qui fait partie d'un groupe d'EMN visé au a) ;

3° "groupe" :

a) un ensemble d'entités liées entre elles du fait de la structure de détention ou de contrôle telle qu'elle est définie par la norme de comptabilité financière admissible pour l'établissement des états financiers consolidés par l'entité mère ultime, ce qui inclut toute entité qui aurait pu être exclue des états financiers consolidés de l'entité mère ultime uniquement en raison de sa petite taille, de son importance relative ou parce qu'elle est destinée à être vendue ; ou

b) une entité qui dispose d'un ou de plusieurs établissements stables, pour autant qu'elle ne fasse pas partie d'un autre groupe visé au a) ;

4° "groupe d'entreprises multinationales", ou, en abrégé, "groupe d'EMN": tout groupe comprenant au moins une entité ou un établissement stable qui n'est pas établi dans la juridiction de l'entité mère ultime ;

5° "groupe national de grande envergure": tout groupe dont toutes les entités constitutives sont établies dans le même État membre de l'Union européenne ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2023/48529]

19 DECEMBER 2023. — Wet houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Deze wet voorziet in de omzetting van Richtlijn (EU) 2022/2523 van de Raad van 15 december 2022 tot waarborging van een mondiaal minimumniveau van belastingheffing voor groepen van multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen in de Europese Unie.

§ 2. Een minimumbelasting ten aanzien van groepen van multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen wordt verzekerd in de vorm van:

1° een binnenlandse bijheffing overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk 6;

2° een IIR-bijheffing overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk 7;

3° een UTPR-bijheffing overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk 8.

Aan de minimumbelasting zijn de groepsentiteiten in de zin van artikel 3, 2°, onderworpen die in België gevestigd zijn.

TITEL II. — Invoering van een minimumbelasting van multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen

HOOFDSTUK 1. — Definities

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° "entiteit": een rechtsfiguur die een afzonderlijke financiële rekening opstelt of een rechtspersoon;

2° "groepsentiteit":

a) een entiteit die deel uitmaakt van een groep van multinationale ondernemingen of van een omvangrijke binnenlandse groep; of

b) een vaste inrichting van een hoofdentiteit die deel uitmaakt van een MNO-groep als bedoeld in de bepaling onder a);

3° "groep":

a) een geheel van entiteiten die met elkaar verbonden zijn door eigendom of zeggenschap zoals omschreven in de aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging voor de opstelling van een geconsolideerde jaarrekening door de uiteindelijke moederentiteit, inclusief iedere entiteit die mogelijkterwijls van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit is uitgesloten op de enkele grond van haar kleine omvang, van haar materieel belang of van het feit dat zij voor de verkoop wordt aangehouden; of

b) een entiteit die een of meer vaste inrichtingen heeft, op voorwaarde dat zij geen deel uitmaakt van een andere groep zoals omschreven in de bepaling onder a);

4° "groep van multinationale ondernemingen", of, verkort, "MNO-groep": een groep die ten minste één entiteit of vaste inrichting omvat die niet in de jurisdictie van de uiteindelijke moederentiteit is gevestigd;

5° "omvangrijke binnenlandse groep": een groep waarvan alle groepsentiteiten in dezelfde lidstaat van de Europese Unie zijn gevestigd;

6° “états financiers consolidés” :

a) les états financiers établis par une entité conformément à une norme de comptabilité financière admissible, dans lesquels les actifs, passifs, produits, charges et flux de trésorerie de cette entité et de toute entité dans laquelle elle détient une participation de contrôle sont présentés comme s’il s’agissait d’une seule et même unité économique ;

b) pour les groupes définis au 3°, b), les états financiers établis par une entité conformément à une norme de comptabilité financière admissible ;

c) les états financiers de l’entité mère ultime qui ne sont pas établis conformément à une norme de comptabilité financière admissible et qui ont ensuite été ajustés pour éviter toute distorsion importante de la concurrence ; et

d) lorsque l’entité mère ultime n’établit pas d’états financiers tels qu’ils sont décrits au point a), b) ou c), les états financiers qui auraient été établis si l’entité mère ultime avait été tenue de le faire conformément à :

i) une norme de comptabilité financière admissible ; ou

ii) une autre norme de comptabilité financière, et à condition que ces états financiers aient été ajustés pour éviter toute distorsion importante de la concurrence ;

7° “année fiscale”: la période comptable pour laquelle l’entité mère ultime d’un groupe d’EMN ou d’un groupe national de grande envergure établit ses états financiers consolidés ou, si l’entité mère ultime ne le fait pas, la période correspondant à l’année civile ;

8° “entité constitutive déclarante”: une entité qui dépose une déclaration d’information pour l’impôt complémentaire conformément à l’article 50 ou 53 ;

9° “entité publique”: une entité qui remplit tous les critères suivants :

a) elle fait partie d’un pouvoir public ou est intégralement détenue par celui-ci, y compris toute subdivision politique ou autorité locale de celui-ci ;

b) elle n’exerce aucune activité commerciale ou professionnelle et a pour objet principal de :

i) remplir une fonction d’administration publique ; ou

ii) gérer ou investir les actifs de ce pouvoir public ou de cette juridiction en réalisant et en conservant des investissements, en assurant la gestion des actifs et en réalisant des activités d’investissement connexes portant sur les actifs du pouvoir public ou de la juridiction ;

c) elle rend compte de ses résultats globaux à un pouvoir public et lui fournit des rapports d’information annuels ; et

d) ses actifs reviennent à ce pouvoir public au moment de la dissolution de l’entité et, dans la mesure où elle distribue des bénéfices nets, ces derniers sont distribués uniquement à ce pouvoir public, aucune fraction de ses bénéfices nets ne pouvant échoir à une personne privée ;

10° “organisation internationale”: toute organisation intergouvernementale, y compris une organisation supranationale, ou toute agence ou tout organisme détenu intégralement par celle-ci, qui remplit tous les critères suivants :

a) elle se compose principalement de gouvernements ;

b) elle a conclu un accord de siège ou un accord substantiellement similaire avec la juridiction dans laquelle elle est établie, par exemple un arrangement autorisant les bureaux ou établissements de l’organisation établis dans ladite juridiction à bénéficier de privilèges et immunités ; et

c) la loi ou ses statuts empêchent que ses revenus puissent échoir à des personnes physiques ;

11° “organisation à but non lucratif”: une entité qui remplit tous les critères suivants :

a) elle est constituée et exploitée dans sa juridiction de résidence :

i) exclusivement à des fins religieuses, caritatives, scientifiques, artistiques, culturelles, sportives, éducatives ou à d’autres fins similaires ; ou

ii) en tant que fédération professionnelle, organisation patronale, chambre de commerce, organisation syndicale, organisation agricole ou horticole, organisation civique ou organisme dont l’objet exclusif est de promouvoir l’action sociale ;

6° “geconsolideerde jaarrekening”:

a) de jaarrekening, opgesteld door een entiteit overeenkomstig een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging, waarin de activa, passiva, baten, lasten en kasstromen van die entiteit en alle entiteiten waarin zij een zeggenschapsbelang heeft, zijn weergegeven als die van één enkele economische entiteit;

b) voor groepen als omschreven in 3°, b), de jaarrekening opgesteld door een entiteit overeenkomstig een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging;

c) de jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit die niet is opgesteld overeenkomstig een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging en die vervolgens is aangepast om materiële concurrentievervalsingen te voorkomen; en

d) wanneer de uiteindelijke moederentiteit geen jaarrekening zoals omschreven in punt a), b) of c), opstelt, de jaarrekening die zou zijn opgesteld als de uiteindelijke moederentiteit verplicht was geweest om een dergelijke jaarrekening op te stellen overeenkomstig:

i) een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging; of

ii) een andere standaard voor financiële verslaglegging en op voorwaarde dat de desbetreffende jaarrekening is aangepast om materiële concurrentievervalsingen te voorkomen;

7° “verslagjaar”: de verslagleggingsperiode waarover de uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep haar geconsolideerde jaarrekening opstelt of, indien de uiteindelijke moederentiteit geen geconsolideerde jaarrekening opstelt, het kalenderjaar;

8° “indienende groepsentiteit”: een entiteit die een aangifte met informatie betreffende de bijheffing indient overeenkomstig artikel 50 of 53;

9° “overheidsentiteit”: een entiteit die aan alle volgende criteria voldoet:

a) zij maakt deel uit van of wordt geheel gehouden door een overheid, daaronder begrepen een regionaal lichaam of een lokaal bestuur;

b) zij drijft geen handel en oefent geen bedrijf uit en heeft als voornaamste doel:

i) het vervullen van een overheidsfunctie; of

ii) het beheren of beleggen van de activa van die overheid of jurisdictie door het plaatsen en aanhouden van beleggingen, alsook door vermogensbeheer en daarmee verband houdende beleggingsactiviteiten betreffende die activa;

c) zij legt aan een overheid verantwoording af over de algemene prestaties en brengt jaarlijks aan die overheid verslag uit; en

d) bij ontbinding berusten haar activa bij een overheid en voor zover zij netto-inkomsten uitkeert, worden die uitsluitend aan die overheid uitgekeerd zonder dat een deel ervan ten goede komt aan een privaatspersoon;

10° “internationale organisatie”: elke intergouvernementele organisatie, met inbegrip van een supranationale organisatie, of een volledig gehouden agentschap of instantie daarvan, die aan alle volgende criteria voldoet:

a) ze bestaat voornamelijk uit overheden;

b) ze heeft met de jurisdictie waarin zij is gevestigd daadwerkelijk een overeenkomst inzake de vestiging van het hoofdkantoor of een in wezen soortgelijke overeenkomst gesloten, bijvoorbeeld een regeling die de kantoren of instellingen van de organisatie in die jurisdictie voorrechten en immunititeiten verleent; en

c) het recht of de statuten verhinderen dat de inkomsten ervan ten goede komen aan private personen;

11° “non-profitorganisatie”: een entiteit die aan alle volgende criteria voldoet:

a) zij is opgericht in de jurisdictie waarvan zij ingezetene is en wordt aldaar gedreven:

i) voor louter religieuze, charitatieve, wetenschappelijke, artistieke, culturele, sportieve, educatieve of andere soortgelijke doeleinden; of

ii) als een professionele organisatie, bedrijfsvereniging, kamer van koophandel, arbeidsorganisatie, land- of tuinbouworganisatie, burgerorganisatie of als een organisatie uitsluitend ter bevordering van het sociale welzijn;

b) une partie substantielle des revenus provenant des activités visées au a) est exonérée de l'impôt sur les revenus dans sa juridiction de résidence ;

c) elle n'a aucun actionnaire ni aucun membre disposant d'un droit de propriété ou de jouissance sur ses revenus ou ses actifs ;

d) les revenus ou les actifs de l'entité ne peuvent pas être distribués à des personnes physiques ou à des organismes à but lucratif ou utilisés à leur bénéfice, à moins que cette utilisation n'intervienne :

i) en relation avec les activités caritatives de l'entité ;

ii) à titre de rémunération raisonnable pour services rendus ou pour l'utilisation de biens ou de capitaux ; ou

iii) à titre de paiement, à leur juste valeur marchande, pour les biens acquis par l'entité ; et

e) lors de la cessation d'activités, de la liquidation ou de la dissolution de l'entité, tous ses actifs doivent être distribués ou revenir à une organisation à but non lucratif ou au gouvernement (y compris toute entité publique) de la juridiction de résidence de l'entité ou à toute subdivision politique de celui-ci ;

f) elle ne poursuit pas l'exercice d'une activité commerciale ou professionnelle qui n'est pas directement liée aux finalités pour lesquelles elle a été établie ;

12° "entité transparente intermédiaire": une entité, dans la mesure où elle est fiscalement transparente en ce qui concerne ses revenus, dépenses, bénéfices et pertes dans la juridiction où elle a été constituée, à moins qu'elle ne soit résidente fiscale et assujettie aux impôts concernés au titre de ses revenus ou bénéfices dans une autre juridiction.

Une entité transparente intermédiaire est réputée être :

a) une entité fiscalement transparente en ce qui concerne ses recettes, dépenses, bénéfices et pertes, dans la mesure où elle est fiscalement transparente dans la juridiction où est établi son propriétaire ;

b) une entité hybride inversée en ce qui concerne ses revenus, dépenses, profits ou pertes, dans la mesure où elle n'est pas fiscalement transparente dans la juridiction où est établi son propriétaire.

Aux fins de la présente loi, une "entité fiscalement transparente" désigne une entité dont les revenus, dépenses, bénéfices et pertes sont traités par la législation d'une juridiction comme s'ils étaient réalisés ou enregistrés par le propriétaire direct de cette entité proportionnellement à sa participation dans cette entité.

Une participation dans une entité ou un établissement stable qui est une entité constitutive est considérée comme détenue par l'intermédiaire d'une structure fiscale transparente si cette participation est détenue indirectement par l'intermédiaire d'une chaîne d'entités fiscalement transparentes.

Une entité constitutive qui n'est pas résidente fiscale et qui n'est pas assujettie à un impôt concerné ou à un impôt national complémentaire qualifié en raison de son siège de direction, son lieu de constitution ou d'autres critères similaires est considérée comme une entité transparente intermédiaire et une entité fiscalement transparente en ce qui concerne ses revenus, dépenses, bénéfices et pertes dans la mesure où :

a) ses propriétaires sont établis dans une juridiction qui considère l'entité comme fiscalement transparente ;

b) elle ne possède pas d'installation d'affaires dans la juridiction où elle a été constituée ; et

c) ses recettes, dépenses, bénéfices et pertes ne sont pas attribuables à un établissement stable ;

13° "établissement stable" :

a) une installation d'affaires ou une installation réputée être une installation d'affaires établie dans une juridiction où elle est considérée comme un établissement stable en vertu d'une convention fiscale applicable, à condition que cette juridiction impose les revenus attribuables à cette installation conformément à une disposition similaire à l'article 7 du modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune, dans sa version modifiée ;

b) en l'absence de convention fiscale applicable, une installation d'affaires ou une installation réputée être une installation d'affaires établie dans une juridiction qui impose les revenus attribuables à cette installation d'affaires sur une base nette d'une manière similaire à celle retenue pour imposer ses propres résidents fiscaux ;

b) nagenoeg alle inkomsten uit de in de bepaling onder a) genoemde activiteiten zijn in de jurisdictie waarvan zij ingezetene is, vrijgesteld van inkomstenbelasting;

c) zij heeft geen aandeelhouders of leden die een eigendomsrecht of een recht van vruchtgebruik hebben op haar inkomsten of activa;

d) de inkomsten of activa van de entiteit mogen niet worden uitgekeerd aan of aangewend ten behoeve van een privaats persoon of een niet-charitatieve entiteit, tenzij:

i) op grond van de charitatieve activiteiten van de entiteit;

ii) ter betaling van een redelijke vergoeding voor verleende diensten of voor het gebruik van eigendom of kapitaal; of

iii) als betaling, tegen marktwaarde, voor activa die de entiteit heeft verworven; en

e) bij beëindiging, liquidatie of ontbinding van de entiteit dienen al haar activa te worden uitgekeerd of teruggegeven aan een non-profitorganisatie of aan de overheid, daaronder begrepen een overheidsinstantie, van de jurisdictie waar de entiteit ingezetene is of aan een regionaal lichaam daarvan;

f) zij drijft geen handel en oefent geen bedrijf uit die/dat niet rechtstreeks verband houdt met de doeleinden waarvoor zij is opgericht;

12° "doorstroomentiteit": een entiteit voor zover zij fiscaal transparant is met betrekking tot haar inkomsten, uitgaven, winsten of verliezen in de jurisdictie waarin zij is opgericht, tenzij zij haar fiscale woonplaats in een andere jurisdictie heeft en aldaar onderworpen is aan een betrokken belasting op haar inkomsten of winsten.

Een doorstroomentiteit wordt geacht het volgende te zijn:

a) een fiscaal transparante entiteit met betrekking tot haar inkomsten, uitgaven, winsten of verliezen voor zover zij fiscaal transparant is in de jurisdictie waar de eigenaar is gevestigd;

b) een omgekeerd hybride entiteit met betrekking tot haar inkomsten, uitgaven, winsten of verliezen voor zover zij niet fiscaal transparant is in de jurisdictie waar de eigenaar is gevestigd.

Voor de toepassing van deze wet wordt onder "fiscaal transparante entiteit" verstaan een entiteit waarvan de inkomsten, uitgaven, winsten of verliezen krachtens de wetten van een jurisdictie worden behandeld alsof zij door de directe eigenaar van die entiteit in verhouding tot zijn belang in die entiteit zijn verworven of gemaakt.

Een eigendomsbelang in een entiteit of een vaste inrichting die een groepsentiteit is, wordt behandeld alsof het via een fiscaal transparante structuur wordt gehouden indien dat eigendomsbelang indirect wordt gehouden via een keten van fiscaal transparante entiteiten.

Een groepsentiteit die geen fiscale woonplaats heeft en niet onderworpen is aan een betrokken belasting of een gekwalificeerde binnenlandse bijheffing op basis van haar plaats van leiding, plaats van oprichting of soortgelijke criteria, wordt als een doorstroomentiteit en een fiscaal transparante entiteit behandeld met betrekking tot haar inkomsten, uitgaven, winsten of verliezen, voor zover:

a) de eigenaren ervan zijn gevestigd in een jurisdictie die de entiteit als fiscaal transparant aanmerkt;

b) zij geen bedrijfsinrichting heeft in de jurisdictie waar zij is opgericht; en

c) de inkomsten, uitgaven, winsten of verliezen niet zijn toe te rekenen aan een vaste inrichting;

13° "vaste inrichting":

a) een bedrijfsinrichting of daarmee gelijkgestelde inrichting in een jurisdictie waar die wordt aangemerkt als een vaste inrichting overeenkomstig een toepasselijk belastingverdrag, op voorwaarde dat die jurisdictie het aan die inrichting toerekenbare inkomen in de heffing betreft overeenkomstig een bepaling die vergelijkbaar is met artikel 7 van het OESO-modelverdrag inzake belasting naar inkomen en vermogen, zoals gewijzigd;

b) als er geen toepasselijk belastingverdrag bestaat, een bedrijfsinrichting of daarmee gelijkgestelde inrichting in een jurisdictie die het aan die bedrijfsinrichting toerekenbare inkomen op nettobasis in de heffing betreft op soortgelijke wijze als waarop zij haar eigen fiscale inwoners in de heffing betreft;

c) une installation d'affaires ou une installation réputée être une installation d'affaires établie dans une juridiction n'ayant pas mis en place un régime d'imposition des bénéficiaires des sociétés, dans la mesure où cette installation d'affaires serait considérée comme un établissement stable en vertu du modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune, dans sa version modifiée, et où ladite juridiction aurait eu le droit d'imposer les revenus attribuables à l'installation d'affaires en vertu de l'article 7 de cette convention ; ou

d) une installation d'affaires ou une installation réputée être une installation d'affaires qui n'est pas décrite dans les dispositions du a) ou c), par l'intermédiaire de laquelle une entité exerce des activités en dehors de la juridiction où l'entité est établie, pour autant que cette juridiction exonère les bénéficiaires attribuables à de telles activités ;

14° "entité mère ultime" :

a) une entité qui détient, directement ou indirectement, une participation conférant le contrôle dans une autre entité et qui n'est pas détenue, directement ou indirectement, par une autre entité ayant une participation conférant le contrôle dans l'entité concernée ; ou

b) l'entité principale d'un groupe au sens du 3°, b) ;

15° "taux minimum d'imposition" : quinze pour cent (15 p.c.) ;

16° "impôt complémentaire" : un impôt supplémentaire calculé pour une juridiction ou une entité constitutive conformément à l'article 22 ;

17° "régime fiscal des sociétés étrangères contrôlées" : un ensemble de règles fiscales, autre qu'une RIR qualifiée, en vertu desquelles un actionnaire direct ou indirect d'une entité étrangère, ou en vertu desquelles l'entité principale d'un établissement stable, est assujéti à une imposition proportionnellement à sa participation sur tout ou partie des bénéfices perçus par cette entité constitutive étrangère, que ces bénéfices soient ou non distribués à l'actionnaire ;

18° "règle d'inclusion du revenu qualifiée", ou, en abrégé, "RIR qualifiée" : un ensemble de règles mis en œuvre dans le droit interne d'une juridiction, à condition que cette juridiction n'octroie pas d'avantages en lien avec ces règles, et qui est :

a) équivalent aux règles établies dans la présente loi, selon lesquelles l'entité mère d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure calcule et paie sa part attribuable de l'impôt complémentaire pour les entités constitutives faiblement imposées dudit groupe ;

b) administré d'une manière conforme aux règles établies dans la présente loi.

Le Roi peut établir une liste non-exhaustive des RIR qualifiées conformément aux règles établies dans le présent article ;

19° "entité constitutive faiblement imposée" :

a) une entité constitutive d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure qui est établie dans une juridiction à faible imposition ; ou

b) une entité constitutive apatride qui, au titre d'une année fiscale, a un bénéfice admissible et bénéficie d'un taux effectif d'imposition inférieur au taux minimum d'imposition ;

20° "entité mère intermédiaire" : une entité constitutive qui détient, directement ou indirectement, une participation dans une autre entité constitutive du même groupe d'EMN ou du même groupe national de grande envergure et qui ne peut être considérée comme une entité mère ultime, une entité mère partiellement détenue, un établissement stable ou une entité d'investissement ;

21° "participation conférant le contrôle" : une participation dans une entité en vertu de laquelle le détenteur est tenu ou aurait été tenu de consolider les actifs, les passifs, les produits, les charges et les flux de trésorerie de l'entité ligne par ligne, conformément à une norme de comptabilité financière admissible ; une entité principale est réputée détenir les titres conférant le contrôle de ses établissements stables ;

22° "entité mère partiellement détenue" : une entité constitutive qui détient, directement ou indirectement, une participation dans une autre entité constitutive du même groupe d'EMN ou du même groupe national de grande envergure, et dont plus de 20 p.c. de titres de participation ouvrant droit à ses bénéfices sont détenus, directement ou indirectement, par une ou plusieurs personnes qui ne sont pas des entités constitutives dudit groupe d'EMN ou dudit groupe national de grande envergure et qui ne sont pas considérées comme une entité mère ultime, un établissement stable ou une entité d'investissement ;

23° "participation" : toute participation assortie de droits sur les bénéfices, le capital ou les réserves d'une entité ou d'un établissement stable ;

c) als een jurisdictie geen vennootschaps-belastingstelsel heeft, een in een dergelijke jurisdictie gevestigde bedrijfsinrichting of daarmee gelijkgestelde inrichting die overeenkomstig het OESO-modelverdrag inzake belasting naar inkomen en vermogen, zoals gewijzigd, als een vaste inrichting zou zijn aangemerkt, op voorwaarde dat die jurisdictie het recht zou hebben gehad om het overeenkomstig artikel 7 van dat OESO-modelverdrag aan die bedrijfsinrichting toerekenbare inkomen in de heffing te betrekken ; of

d) een niet in de bepalingen onder a) tot c) omschreven bedrijfsinrichting of daarmee gelijkgestelde inrichting met behulp waarvan werkzaamheden worden uitgeoefend buiten de jurisdictie waar de entiteit is gevestigd, op voorwaarde dat die jurisdictie het aan die werkzaamheden toerekenbare inkomen vrijstelt ;

14° "uiteindelijke moederentiteit" :

a) een entiteit die direct of indirect een zeggenschapsbelang in een andere entiteit houdt en die zelf niet, direct of indirect, eigendom is van een andere entiteit die een zeggenschapsbelang in haar houdt ; of

b) de hoofdentiteit van een groep als omschreven in 3°, b) ;

15° "minimumbelastingtarief" : vijftien procent (15 pct.) ;

16° "bijheffing" : de op grond van artikel 22 berekende extra belasting voor een jurisdictie of een groepsentiteit ;

17° "fiscaal regime inzake gecontroleerde buitenlandse vennootschappen" : een reeks fiscale regels, andere dan een gekwalificeerde IIR, krachtens welke een directe of indirecte aandeelhouder van een buitenlandse entiteit, of de hoofdentiteit van een vaste inrichting, onderworpen is aan belasting over zijn aandeel in het volledige inkomen, of een deel daarvan, dat door die buitenlandse groepsentiteit is verdiend, ongeacht of dat inkomen aan de aandeelhouder is uitgekeerd ;

18° "gekwalificeerde regel inzake inkomeninclusie", of verkort, "gekwalificeerde IIR" : een reeks regels die in het interne recht van een jurisdictie ten uitvoer is gelegd, op voorwaarde dat die jurisdictie niet toestaat voordelen met betrekking tot die regels te verlenen, en die :

a) gelijkwaardig is aan de in deze wet bevatte regels, in overeenstemming waarmee de moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep het aan haar toerekenbare deel van de bijheffing ter zake van die laagbelaste groepsentiteiten berekent en betaalt ;

b) wordt toegepast op een wijze die consistent is met de regels van deze wet.

De Koning kan een niet-limitatieve lijst van de gekwalificeerde IIR opstellen overeenkomstig de in dit artikel vastgestelde regels ;

19° "laagbelaste groepsentiteit" :

a) een groepsentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep in een laagbelastende jurisdictie ; of

b) een staatloze groepsentiteit die, met betrekking tot een verslagjaar, een kwalificerend inkomen en een effectief belastingtarief heeft dat lager is dan het minimumbelastingtarief ;

20° "tussenliggende moederentiteit" : een groepsentiteit die, direct of indirect, een eigendomsbelang in een andere groepsentiteit in dezelfde MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep heeft en niet kwalificeert als uiteindelijke moederentiteit, partieel gehouden moederentiteit, vaste inrichting of beleggingsentiteit ;

21° "zeggenschapsbelang" : eigendomsbelang in een entiteit waarbij de houder van het belang verplicht is de activa, passiva, baten, lasten en kasstromen van de entiteit post voor post te consolideren, of daartoe verplicht zou zijn geweest, overeenkomstig een aanvaardbare standaard voor financiële verslaggeving ; een hoofdentiteit wordt geacht het zeggenschapsbelang in haar vaste inrichtingen te houden ;

22° "partieel gehouden moederentiteit" : een groepsentiteit die, direct of indirect, een eigendomsbelang in een andere groepsentiteit van dezelfde MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep houdt, en waarvan meer dan 20 pct. van het eigendomsbelang in de winst, direct of indirect, wordt gehouden door een of meer personen die geen groepsentiteit van die MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep zijn, en die niet kwalificeert als uiteindelijke moederentiteit, vaste inrichting of beleggingsentiteit ;

23° "eigendomsbelang" : een aandelenbelang dat recht geeft op de winsten, het kapitaal of de reserves van een entiteit of van een vaste inrichting ;

24° “entité mère”: une entité mère ultime qui n’est ni une entité exclue ni une entité mère intermédiaire ni une entité mère partiellement détenue ;

25° “norme de comptabilité financière admissible”, les normes internationales d’information financière (IFRS) ou les IFRS adoptées par l’Union européenne conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, ainsi que les principes comptables généralement admis en Australie, au Brésil, au Canada, dans les États membres de l’Union européenne, dans les États membres de l’Espace économique européen, à Hong Kong (Chine), au Japon, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en République populaire de Chine, en République de l’Inde, en République de Corée, en Russie, à Singapour, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis d’Amérique ;

26° “norme de comptabilité financière agréée”: s’agissant d’une entité, un ensemble de principes comptables généralement admis et autorisés par un organisme comptable agréé dans la juridiction où l’entité est établie ; aux fins de la présente définition, on entend par “organisme comptable agréé” l’organisme investi de l’autorité juridique dans une juridiction pour prévoir, établir ou accepter des normes comptables à des fins d’information financière ;

27° “distorsion importante de la concurrence”, dans le cadre de l’application d’un principe ou d’une procédure spécifique au titre d’un ensemble de principes comptables généralement acceptés, une application qui entraîne une variation agrégée des produits ou charges de plus de 75 millions d’euros au cours d’une année fiscale, par comparaison avec le montant qui aurait été obtenu en appliquant le principe ou la procédure correspondante conformément aux normes internationales d’information financière IFRS ou IFRS adoptées par l’Union européenne au titre du règlement (CE) n° 1606/2002 ;

28° “impôt national complémentaire qualifié”: un impôt complémentaire mis en œuvre dans le droit interne d’une juridiction, à condition que cette juridiction n’octroie pas d’avantages en lien avec ces règles, et qui :

a) prévoit que les bénéfices excédentaires des entités constitutives établies dans cette juridiction sont déterminés conformément aux règles établies dans la directive (UE) 2022/2523 ; et

b) est appliqué d’une manière conforme aux règles de la directive précitée.

Le Roi peut établir une liste non-exhaustive des impôts nationaux complémentaires qualifiés conformément aux règles établies à l’alinéa précédent.

Lorsque le montant de l’impôt national complémentaire qualifié au titre d’une année fiscale n’a pas été acquitté dans les quatre années fiscales suivant l’année fiscale au cours de laquelle il était dû, le montant de l’impôt national complémentaire qualifié impayé est ajouté à l’impôt complémentaire pour la juridiction calculé selon les modalités de l’article 22, § 3, et ne peut pas être perçu par l’État membre de l’Union européenne qui a exercé l’option prévue à l’article 11, paragraphe 1, de la directive (UE) 2022/2523.

29° “valeur nette comptable d’un actif corporel” : la moyenne des valeurs de début et de fin des actifs corporels après prise en compte des amortissements cumulés, des dépréciations et des corrections de valeur, tels qu’ils sont enregistrés dans les états financiers ;

30° “entité d’investissement” :

a) un fonds d’investissement ou un véhicule d’investissement immobilier ;

b) une entité qui est détenue, à hauteur d’au moins 95 p.c., directement par une entité visée au a) ou par l’intermédiaire d’une chaîne d’entités de cette nature et dont l’activité est exploitée exclusivement ou presque exclusivement dans le but de détenir des actifs ou d’investir des fonds pour le compte de cette entité ou de ces entités ; ou

c) une entité qui est détenue à hauteur d’au moins 85 p.c. de la valeur de celle-ci par une entité visée au a), à condition que les bénéfices de cette entité soient constitués de manière substantielle de dividendes ou de plus-values ou moins-values sur capitaux exclus du calcul du bénéfice ou des pertes admissibles aux fins de la directive (UE) 2022/2523 et de la présente loi ;

31° “fonds d’investissement” : une entité ou une construction qui remplit toutes les conditions suivantes :

a) elle est conçue pour regrouper des actifs financiers ou non financiers provenant de plusieurs investisseurs, dont certains ne sont pas liés ;

b) elle investit conformément à une politique d’investissement déterminée ;

c) elle permet aux investisseurs de réduire leurs coûts de transaction, de recherche et d’analyse, ou de diluer collectivement les risques ;

24° “moederentiteit”: een uiteindelijk moederentiteit die geen uitgesloten entiteit is, een tussenliggende moederentiteit of een partiel gehouden moederentiteit;

25° “aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging”: internationale standaarden voor financiële verslaglegging (IFRS) of IFRS zoals goedgekeurd door de Europese Unie op grond van Verordening (EG) nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad en de algemene aanvaarde verslagleggingsbeginselen van Australië, Brazilië, Canada, de lidstaten van de Europese Unie, de lidstaten van de Europese Economische Ruimte, Hongkong (China), Japan, Mexico, Nieuw-Zeeland, de Volksrepubliek China, de Republiek India, de Republiek Korea, Rusland, Singapore, Zwitserland, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten van Amerika;

26° “goedgekeurde standaard voor financiële verslaglegging”: met betrekking tot een entiteit, een reeks algemeen aanvaardbare verslagleggingsbeginselen die zijn toegestaan door een erkend verslagleggingsorgaan in de jurisdictie waar die entiteit is gevestigd; voor de toepassing van deze definitie wordt onder erkend verslagleggingsorgaan verstaan het orgaan dat de wettelijke bevoegdheid in een jurisdictie heeft om standaarden voor financiële verslaglegging voor te schrijven, vast te stellen of te aanvaarden;

27° “materiële concurrentievervalsing”: met betrekking tot de toepassing van een bepaalde grondslag of procedure volgens een reeks algemeen aanvaardbare verslagleggingsbeginselen, een toepassing die in een gegeven verslagjaar leidt tot een totale variatie van baten of lasten van meer dan 75 miljoen euro in vergelijking met het bedrag dat door toepassing van de overeenkomstige grondslag of procedure op grond van de internationale standaarden voor financiële verslaglegging IFRS of IFRS zoals goedgekeurd door de Europese Unie op grond van Verordening (EG) nr. 1606/2002 zou zijn bepaald;

28° “gekwalificeerde binnenlandse bijheffing”: een bijheffing die in het interne recht van een jurisdictie ten uitvoer is gelegd, op voorwaarde dat die jurisdictie niet toestaat voordelen met betrekking tot die regels te verlenen, en die:

a) voorziet in de vaststelling van de overwinsten van de in die jurisdictie gevestigde groepsentiteiten overeenkomstig de in de Richtlijn (EU) 2022/2523 vastgestelde regels; en

b) wordt toegepast op een wijze die consistent is met de regels van de voormelde Richtlijn.

De Koning kan een niet-limitatieve lijst van gekwalificeerde binnenlandse bijheffingen opstellen overeenkomstig de in het vorige lid vastgestelde regels.

Wanneer het bedrag van de gekwalificeerde binnenlandse bijheffing voor een verslagjaar niet is betaald in de loop van de vier verslagjaren volgend op het verslagjaar waarin het verschuldigd was, wordt het niet-betaalde bedrag van de gekwalificeerde binnenlandse bijheffing toegevoegd aan de jurisdictionele bijheffing die is berekend overeenkomstig artikel 22, § 3, en wordt het niet geïnd door de lidstaat van de Europese Unie die de keuze op grond van artikel 11, lid 1, van de Richtlijn (EU) 2022/2523 heeft gemaakt.

29° “nettoboekwaarde van de materiële activa”: het gemiddelde van de begin- en eindwaarde van de materiële activa, rekening houdend met de geaccumuleerde afschrijvingen en geleidelijke en bijzondere waardeverminderingen, zoals vastgelegd in de jaarrekening;

30° “beleggingsentiteit”:

a) een beleggingsfonds of vastgoedbeleggingsvehikel;

b) een entiteit die voor ten minste 95 pct., direct of via een keten van zulke entiteiten, eigendom is van een in de bepaling onder a) bedoelde entiteit, en die uitsluitend, of nagenoeg uitsluitend, wordt gedreven om activa aan te houden of middelen te beleggen ten behoeve van die entiteit of entiteiten; of

c) een entiteit waarvan ten minste 85 pct. van de waarde eigendom is van een in de bepaling onder a) bedoelde entiteit, op voorwaarde dat nagenoeg al haar inkomen afkomstig is van dividenden of vermogenswinsten of -verliezen die zijn uitgesloten van de berekening van het kwalificerend inkomen of verlies voor de toepassing van de Richtlijn (EU) 2022/2523 en van deze wet;

31° “beleggingsfonds”: een entiteit of constructie die aan alle volgende voorwaarden voldoet:

a) zij is opgezet om financiële of niet-financiële activa van een aantal beleggers, waarvan sommige niet-verbonden zijn, te brengen;

b) zij belegt volgens een samen welomschreven beleggingsbeleid;

c) zij stelt beleggers in staat de transactie-, onderzoeks- en analysekosten te verlagen of het risico collectief te spreiden;

d) elle est principalement conçue pour générer des plus-values ou revenus d'investissement ou se prémunir contre un événement ou un résultat à caractère général ou spécifique ;

e) ses investisseurs ont droit à un rendement sur les actifs du fonds ou sur les revenus perçus au titre de ces actifs, en fonction de leur apport ;

f) l'entité, ou sa gestion, est soumise aux dispositions réglementaires, notamment aux règles appropriées en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de protection des investisseurs, applicables aux fonds d'investissement dans la juridiction où elle est établie ou gérée ; et

g) elle est gérée par des gestionnaires professionnels de fonds pour le compte des investisseurs ;

32° "véhicule d'investissement immobilier": une entité dont les capitaux sont largement répartis, qui détient principalement des biens immobiliers et qui est soumise à un niveau d'imposition unique, à sa charge ou à la charge de ses détenteurs de titres, reportable d'un an au maximum ;

33° "fonds de pension" :

a) une entité constituée et exploitée dans une juridiction exclusivement ou presque exclusivement dans le but d'administrer ou de verser des prestations de retraite et des prestations annexes ou auxiliaires à des personnes physiques lorsque :

i) cette entité est régie en tant que telle par cette juridiction ou par l'une de ses subdivisions politiques ou autorités locales ; ou

ii) ces prestations sont garanties ou protégées par des réglementations nationales et financées par un panier d'actifs détenus dans le cadre d'un accord de fiducie ou de trust afin de garantir l'exécution des obligations correspondantes en matière de pensions en cas d'insolvabilité du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure ;

b) une entité de services de fonds de pension ;

34° "entité de services de fonds de pension": une entité constituée et dont l'activité est exploitée exclusivement ou quasi exclusivement dans le but de placer des fonds pour le compte des entités visées au 33°, a), ou d'exercer des activités qui sont annexes aux activités réglementées visées au 33°, a), pour autant que l'entité de services de fonds de pension fasse partie du même groupe que les entités qui exercent lesdites activités réglementées ;

35° "juridiction à faible imposition": pour un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure, au cours de toute année fiscale, un État membre de l'Union européenne ou une juridiction d'un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne dans lequel le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure a un bénéfice admissible et est soumis à un taux effectif d'imposition qui est inférieur au taux minimum d'imposition ;

36° "bénéfice ou perte admissibles": le résultat net comptable d'une entité constitutive ajusté conformément aux règles énoncées aux chapitres 3, 9 et 10 ;

37° "impôt imputé remboursable non qualifié": tout impôt, autre qu'un impôt imputé qualifié, dû ou acquitté par une entité constitutive qui est :

a) remboursable au bénéficiaire effectif d'un dividende distribué par cette entité constitutive au titre de ce dividende ou imputable par le bénéficiaire effectif sur un impôt dû autre qu'un impôt à payer au titre de ce dividende ; ou

b) remboursable à la société effectuant la distribution, lors de la distribution d'un dividende à un actionnaire.

Aux fins de la présente loi, on entend par "impôt imputé qualifié" un impôt concerné dû ou acquitté par une entité constitutive, y compris un établissement stable, qui peut être remboursé ou crédité au bénéficiaire des dividendes distribués par l'entité constitutive ou, dans le cas d'un impôt concerné dû ou acquitté par un établissement stable, des dividendes distribués par l'entité principale, dans la mesure où le remboursement est dû, ou que le crédit est accordé :

a) par une juridiction autre que la juridiction qui prélève les impôts concernés ;

b) à un bénéficiaire effectif des dividendes qui est imposé à un taux nominal égal ou supérieur au taux minimum d'imposition applicable aux dividendes perçus en vertu de la législation nationale de la juridiction qui soumet l'entité constitutive aux impôts concernés ;

d) zij is in de eerste plaats opgezet om beleggingsinkomsten of -winsten te genereren, of bescherming te bieden tegen een specifieke of algemene gebeurtenis of uitkomst;

e) haar beleggers hebben een recht op de opbrengsten uit de activa van het fonds of de door die activa gegenereerde inkomsten, op basis van hun bijdrage;

f) zij, of haar leiding, is in de jurisdictie waar ze is opgericht of wordt beheerd, onderworpen aan de regelgeving voor beleggingsfondsen, waaronder passende regelgeving tegen witwassen en voor beleggersbescherming; en

g) zij wordt voor rekening van de beleggers beheerd door deskundigen op het gebied van het beheer van beleggingsfondsen;

32° "vastgoedbeleggingsvehikel": een breed gehouden entiteit die overwegend onroerend goed bezit en die is onderworpen aan één enkel belastingniveau, ofwel ten aanzien van het vehikel zelf ofwel ten aanzien van de belanghouders, met maximaal één jaar uitstel;

33° "pensioenfonds":

a) een entiteit die in een jurisdictie is opgericht en wordt gedreven uitsluitend of nagenoeg uitsluitend ten behoeve van het beheer of de verstrekking van pensioenuitkeringen en aanvullende of incidentele uitkeringen aan natuurlijke personen, en waarbij:

i) die entiteit als zodanig wordt gereguleerd door die jurisdictie of een van zijn regionale lichamen of lokale overheden; of

ii) die uitkeringen worden gedekt of anderszins beschermd door nationale regelgeving en worden gefinancierd door een pool van activa die worden gehouden via een fiduciaire overeenkomst of een insteller van een trust om de nakoming van de betreffende pensioenverplichtingen te waarborgen in geval van insolventie van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep;

b) een entiteit die pensioendiensten verleent;

34° "entiteit die pensioendiensten verleent": een entiteit die is opgericht en wordt gedreven uitsluitend of nagenoeg uitsluitend om middelen te beleggen ten behoeve van de in 33°, a), bedoelde entiteiten of werkzaamheden uit te oefenen die een aanvulling vormen op de in 33°, a), bedoelde gereglementeerde werkzaamheden, op voorwaarde dat de entiteit die pensioendiensten verleent, deel uitmaakt van dezelfde groep als de entiteiten die die gereglementeerde werkzaamheden verrichten;

35° "laagbelastende jurisdictie": met betrekking tot een MNO-groep of een omvangrijke binnenlandse groep in ongeacht welk verslagjaar, een lidstaat van de Europese Unie of jurisdictie van een land dat geen lid is van de Europese Unie waarin de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep een kwalificerend inkomen heeft en onderhevig is aan een effectief belastingtarief dat lager is dan het minimumbelastingtarief;

36° "kwalificerend inkomen of verlies": het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een groepsentiteit, aangepast overeenkomstig de in de hoofdstukken 3, 9 en 10 vastgestelde regels;

37° "niet-gekwalificeerde terugbetaalbare imputatiebelasting": elke belasting, met uitzondering van een gekwalificeerde imputatiebelasting, die is opgebouwd of betaald door een groepsentiteit en die:

a) aan de uiteindelijk gerechtigde van een door een dergelijke groepsentiteit uitgekeerd dividend terugbetaalbaar is met betrekking tot dat dividend, dan wel door de uiteindelijk gerechtigde verrekenbaar is met een andere belastingverplichting dan een belastingverplichting met betrekking tot een dergelijk dividend; of

b) terugbetaalbaar is aan de uitkerende vennootschap bij uitkering van een dividend aan een aandeelhouder.

Voor de toepassing van deze wet wordt onder gekwalificeerde imputatiebelasting verstaan een betrokken belasting die is opgebouwd of betaald door een groepsentiteit, daaronder begrepen een vaste inrichting, en die terugbetaalbaar of verrekenbaar is aan de gerechtigde van het door de groepsentiteit uitgekeerde dividend of, in het geval van een betrokken belasting die is opgebouwd of betaald door een vaste inrichting, een door de hoofdentiteit uitgekeerd dividend, voor zover de terugbetaling betaalbaar is dan wel de verrekening wordt verleend:

a) door een andere jurisdictie dan de jurisdictie die de betrokken belastingen heeft geheven;

b) aan een uiteindelijk gerechtigde van het dividend die aan belasting is onderworpen tegen een nominaal tarief dat gelijk is aan of hoger is dan het minimumbelastingtarief op het ontvangen dividend krachtens het interne recht van de jurisdictie die de betrokken belastingen heeft geheven van de groepsentiteit;

c) à une personne physique qui est le bénéficiaire effectif des dividendes, qui a sa résidence fiscale dans la juridiction qui soumet l'entité constitutive aux impôts concernés et qui est imposable à un taux nominal égal ou supérieur au taux normal d'imposition applicable au revenu ordinaire ; ou

d) à une entité publique, une organisation internationale, une organisation à but non lucratif résidente, un fonds de pension résident, une entité d'investissement résidente qui ne fait pas partie du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure, ou une compagnie d'assurance-vie résidente dans la mesure où les dividendes sont perçus en lien avec les activités d'un fonds de pension résident et sont soumis à l'impôt d'une manière similaire à un dividende reçu par un fonds de pension.

Aux fins du d) :

i) un fonds de pension ou une organisation à but non lucratif est résident(e) dans une juridiction s'il ou elle est créé(e) et géré(e) dans cette juridiction ;

ii) une entité d'investissement est résidente dans une juridiction si elle est créée et réglemée dans cette juridiction ;

iii) une compagnie d'assurance-vie est résidente dans la juridiction où elle est établie ;

38° "crédit d'impôt remboursable qualifié" :

a) un crédit d'impôt remboursable conçu de telle sorte qu'il doit être versé à l'entité constitutive en espèces ou en équivalent de trésorerie dans les quatre ans à compter de la date à laquelle l'entité constitutive est en droit de bénéficier du crédit d'impôt remboursable en vertu de la législation de la juridiction qui accorde le crédit ; ou

b) si le crédit d'impôt est partiellement remboursable, la part du crédit d'impôt remboursable à verser à l'entité constitutive en espèces ou en équivalent de trésorerie dans les quatre ans à compter de la date à laquelle l'entité constitutive est en droit de bénéficier du crédit d'impôt partiellement remboursable.

Un crédit d'impôt remboursable qualifié ne comprend aucun montant d'impôt qui peut être crédité ou remboursé au titre d'un impôt imputé qualifié ou d'un impôt imputé remboursable non qualifié ;

39° "crédit d'impôt remboursable non qualifié" : un crédit d'impôt qui n'est pas un crédit d'impôt remboursable qualifié, mais qui est remboursable en tout ou en partie ;

40° "entité principale" : une entité qui comptabilise le résultat net comptable d'un établissement stable dans ses états financiers ;

41° "entité détentrice de titres d'une entité constitutive" : une entité constitutive qui détient, directement ou indirectement, une participation dans une autre entité constitutive du même groupe d'EMN ou groupe national de grande envergure ;

42° "régime éligible d'imposition des distributions" : un régime d'imposition des bénéfices des sociétés :

a) qui prévoit l'imposition des bénéfices d'une société uniquement lorsque celle-ci distribue des bénéfices aux actionnaires, est réputée distribuer des bénéfices aux actionnaires ou engage certaines dépenses non liées à l'exploitation ;

b) dont le taux d'imposition appliqué est équivalent ou supérieur au taux minimum d'imposition ; et

c) qui était en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 2021 ;

43° "règle relative aux bénéfices qualifiés insuffisamment imposés" : ou, en abrégé, "RBII qualifiée", un ensemble de règles mis en œuvre dans le droit interne d'une juridiction, à condition que cette juridiction n'octroie pas d'avantages en lien avec ces règles, et qui :

a) est équivalent aux règles établies dans la directive (UE) 2022/2523, selon lesquelles une juridiction perçoit sa part attribuable de l'impôt complémentaire pour un groupe d'EMN qui n'a pas été appliqué en vertu de la RIR en ce qui concerne les entités constitutives faiblement imposées de ce groupe d'EMN ;

b) est appliqué d'une manière conforme aux règles établies dans la directive précitée.

Le Roi peut établir une liste non-exhaustive des RBII qualifiées conformément aux règles fixées à l'alinéa précédent ;

44° "entité déclarante désignée" : l'entité constitutive, autre que l'entité mère ultime, désignée par le groupe d'EMN ou par le groupe national de grande envergure pour accomplir les obligations de déclaration énoncées aux articles 50 à 57 pour le compte du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure ;

c) aan de natuurlijke persoon die de uiteindelijk gerechtigde is van het dividend, die fiscaal inwoner is van de jurisdictie die de betrokken belastingen heeft geheven van de groepsentiteit, en die aan belasting is onderworpen tegen een nominaal tarief dat gelijk is aan of hoger is dan het normale belastingtarief dat van toepassing is op gewone inkomsten; of

d) aan een overheidsentiteit, een internationale organisatie, een ingezeten non-profitorganisatie, een ingezeten pensioenfonds, een ingezeten beleggingsentiteit die geen deel uitmaakt van de MNO-groep of van de omvangrijke binnenlandse groep, of een ingezeten levensverzekeringsonderneming voor zover het dividend wordt ontvangen in verband met werkzaamheden van een ingezeten pensioenfonds en op vergelijkbare wijze aan belasting onderworpen is als een dividend dat wordt ontvangen door een pensioenfonds.

Voor de toepassing van de bepaling onder d):

i) zijn een non-profitorganisatie en een pensioenfonds ingezetene van een jurisdictie indien zij in die jurisdictie zijn opgericht en worden beheerd;

ii) is een beleggingsentiteit ingezetene van een jurisdictie indien zij in die jurisdictie is opgericht en wordt gereglementeerd;

iii) is een levensverzekeringsonderneming ingezetene van de jurisdictie waarin zij is gevestigd;

38° "gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed" :

a) een terugbetaalbaar belastingtegoed dat in de vorm van contante of daarmee gelijkgestelde middelen dient te worden betaald aan een groepsentiteit binnen vier jaar te rekenen vanaf de datum waarop de groepsentiteit aanspraak heeft op het terugbetaalbare belastingtegoed krachtens de wetgeving van de jurisdictie die het tegoed verleent; of

b) indien het belastingtegoed gedeeltelijk terugbetaalbaar is, het deel van het terugbetaalbare belastingtegoed dat in de vorm van contante of daarmee gelijkgestelde middelen betaalbaar is aan een groepsentiteit binnen vier jaar te rekenen vanaf de datum waarop de groepsentiteit aanspraak heeft op het gedeeltelijk terugbetaalbare belastingtegoed.

Een gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed omvat geen bedragen aan belasting die op grond van een gekwalificeerde imputatiebelasting of een niet-gekwalificeerde terugbetaalbare imputatiebelasting verrekenbaar of terugbetaalbaar is;

39° "niet-gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed" : een belastingtegoed dat geen gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed is, maar wel geheel of gedeeltelijk terugbetaalbaar;

40° "hoofdentiteit" : een entiteit die het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een vaste inrichting in haar jaarrekening opneemt;

41° "groepsentiteit-eigenaar" : een groepsentiteit die, direct of indirect, een eigendomsbelang houdt in een andere groepsentiteit van dezelfde MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep;

42° "in aanmerking komend uitkeringsbelastingstelsel" : een vennootschapsbelastingstelsel dat:

a) alleen winstbelasting heft wanneer de winsten worden uitgekeerd of worden geacht te worden uitgekeerd aan aandeelhouders, of wanneer de vennootschap geconfronteerd wordt met bepaalde niet-zakelijke lasten;

b) belasting heft tegen een tarief dat gelijk is aan of hoger is dan het minimumbelastingtarief; en

c) van kracht was op of vóór 1 juli 2021;

43° "gekwalificeerde undertaxed profit rule", of verkort, "gekwalificeerde UTPR", een reeks regels die in het interne recht van een jurisdictie ten uitvoer is gelegd, op voorwaarde dat die jurisdictie niet toestaat voordelen met betrekking tot die regels te verlenen, en die:

a) gelijkwaardig is aan de in de Richtlijn (EU) 2022/2523 vastgelegde regels waarmee een jurisdictie het aan haar toerekenbare deel van de bijheffing van een MNO-groep int dat krachtens de IIR niet in rekening is gebracht ter zake van de laagbelaste groepsentiteiten van die MNO-groep;

b) wordt toegepast op een wijze die consistent is met de in deze Richtlijn vastgelegde regels.

De Koning kan een niet-limitatieve lijst van gekwalificeerde UTPR opstellen overeenkomstig de in het vorige lid vastgestelde regels;

44° "aangewezen indienende entiteit" : de groepsentiteit, niet zijnde de uiteindelijk moederentiteit, die door de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep is aangewezen om namens de MNO-groep of de omvangrijke binnenlandse groep de in artikelen 50 tot 57 vastgelegde aangifteverplichtingen na te komen;

45° “modèle de règles de l’OCDE” : ensemble de règles modèles de taxation développées par l’OCDE contenant les règles globales anti-érosion de la base d’imposition (dites “règles GloBE”) et reprises dans son rapport intitulé “Les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l’économie - Règles globales anti-érosion de la base d’imposition (Pilier deux)”, approuvé le 14 décembre 2021 par le cadre inclusif de l’OCDE/G20 sur le BEPS ;

46° “fusion” : tout dispositif par lequel :

a) la totalité ou la quasi-totalité des entités d’un groupe faisant partie de deux ou plusieurs groupes distincts sont placées sous contrôle commun de sorte qu’elles constituent des entités d’un groupe combiné ; ou

b) une entité qui n’est membre d’aucun groupe est placée sous contrôle commun avec une autre entité ou un autre groupe de sorte qu’ils constituent des entités d’un groupe combiné ;

47° “scission” : tout dispositif par lequel les entités d’un groupe faisant partie d’un groupe unique sont séparées en deux ou plusieurs groupes différents qui n’entrent plus dans le périmètre de consolidation de la même entité mère ultime ;

48° “charge fiscale nette” : le montant net des éléments suivants :

i) les impôts concernés enregistrés comme une charge et tous les impôts concernés exigibles et différés inclus dans la charge d’impôt sur le revenu, y compris les impôts concernés sur les bénéfices exclus du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles ;

ii) les impôts différés actifs imputables à un déficit pour l’année fiscale ;

iii) les impôts complémentaires nationaux qualifiés enregistrés comme une charge ;

iv) les impôts résultant des règles équivalentes à celles de la directive (UE) 2022/2523 et de la présente loi et qui sont enregistrés comme une charge ; et

v) les impôts imputés remboursables non qualifiés enregistrés comme une charge ;

49° “dividendes exclus” : les dividendes ou autres distributions perçus ou à recevoir au titre d’une participation, à l’exception d’un dividende ou d’une autre distribution perçue ou à recevoir au titre :

i) d’une participation :

- détenue par le groupe dans une entité ouvrant droit à moins de 10 p.c. des bénéfices, des capitaux ou des réserves, ou à des droits de vote de cette entité à la date de la distribution ou de la disposition (“titres de portefeuille”) ; et

- qui est la propriété économique de l’entité constitutive percevant ou appelée à recevoir les dividendes ou autres distributions depuis moins d’un an à la date de la distribution ;

ii) d’une participation dans une entité d’investissement faisant l’objet d’une option exercée en vertu de l’article 46 ;

50° “plus-value ou moins-value sur capitaux exclus” : la plus-value, le bénéfice ou la perte inclus dans le résultat net comptable de l’entité constitutive résultant :

i) des plus-values ou moins-values résultant des variations de la juste valeur d’une participation, à l’exception des titres de portefeuille ;

ii) des bénéfices ou pertes associés à une participation qui est comptabilisée conformément à la méthode comptable de mise en équivalence ; et

iii) des plus-values ou moins-values liées à la cession d’une participation, à l’exception de la cession de titres de portefeuille ;

51° “plus-value ou moins-value incluse au titre de la méthode de réévaluation” : une plus-value ou moins-value nette, majorée ou minorée par les éventuels impôts concernés correspondants, au titre de l’année fiscale pour l’ensemble des immobilisations corporelles, survenant en application d’une méthode ou d’une pratique comptable qui :

i) ajuste périodiquement la valeur comptable desdites immobilisations corporelles en fonction de leur juste valeur ;

ii) comptabilise les variations de valeur dans le poste “Autres éléments du résultat global” ; et

iii) ne reporte pas ultérieurement les plus-values ou moins-values comptabilisées dans les “Autres éléments du résultat global” via le compte de résultat ;

45° de “OESO-modelvoorschriften”: geheel van door de OESO ontwikkelde modelbelastingregels die de Global Anti-Base Erosion Rules (zogenaamde “GloBE rules”) bevatten en zijn opgenomen in het document “Fiscale uitdagingen van de digitalisering van de economie - Modelvoorschriften ter bestrijding van mondiale grondslaguitholling (Pijler 2)” (“Tax Challenges of the Digitalisation of the Economy - Global Anti-Erosion Rules (Pillar Two)”), dat op 14 december 2021 is goedgekeurd door het inclusief kader inzake BEPS van de OESO/G20;

46° “fusie”: regelingen waarbij:

a) alle of nagenoeg alle groepsentiteiten van twee of meer afzonderlijke groepen op zodanige wijze onder gezamenlijke zeggenschap worden gebracht dat zij entiteiten van een samengevoegde groep vormen; of

b) een entiteit die geen lid is van een groep, op zodanige wijze onder gezamenlijke zeggenschap van een andere entiteit of groep wordt gebracht dat zij entiteiten van een samengevoegde groep vormen;

47° “splitsing”: regelingen waarbij de groepsentiteiten van één groep worden gesplitst in twee of meer verschillende groepen die niet langer door dezelfde uiteindelijke moederentiteit worden geconsolideerd;

48° “nettobelastinglast”: het nettobedrag van de volgende posten:

i) als last opgebouwde betrokken belastingen en alle lopende en uitgestelde betrokken belastingen die zijn opgenomen in de lasten uit hoofde van winstbelastingen, met inbegrip van betrokken belastingen op baten die zijn uitgesloten van de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies;

ii) uitgestelde belastingvorderingen die toerekenbaar zijn aan een verlies voor het verslagjaar;

iii) als een last opgebouwde gekwalificeerde binnenlandse bijheffingen;

iv) belastingen die ontstaan op grond van regels gelijkwaardig aan die in Richtlijn (EU) 2022/2523 en die in deze wet en die als last worden opgebouwd; en

v) als een last opgebouwde niet-gekwalificeerde terugbetaalbare imputatiebelastingen;

49° “uitgesloten dividendend”: ter zake van een eigendomsbelang ontvangen of opgebouwde dividendend of andere uitkeringen, met uitzondering van ontvangen of opgebouwde dividendend of andere uitkeringen ter zake van:

i) een eigendomsbelang:

- van een groep in een entiteit waaraan rechten verbonden zijn op minder dan 10 pct. van de winst, het kapitaal of de reserves, of stemrechten van die entiteit op de datum van de uitdeling of vervreemding (een “portefeuilledeelneming”); en

- dat op de datum van uitdeling minder dan één jaar economisch eigendom is van de groepsentiteit die de dividendend of de andere uitkeringen ontvangt of opbouwt;

ii) een eigendomsbelang in een beleggingsentiteit ter zake waarvan een keuze op grond van artikel 46 is gemaakt;

50° “uitgesloten vermogenswinst of -verlies”: een in het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de groepsentiteit inbegrepen nettowinst of -verlies naar aanleiding van:

i) winsten of verliezen die voortvloeien uit veranderingen in de reële waarde van een eigendomsbelang, met uitzondering van een portefeuilledeelneming;

ii) winsten of verliezen ter zake van een eigendomsbelang dat is opgenomen volgens de vermogensmutatiemethode; en

iii) winsten of verliezen uit de vervreemding van een eigendomsbelang, met uitzondering van de vervreemding van een portefeuilledeelneming;

51° “inbegrepen winst of verlies op basis van de herwaarderingsmethode”: een nettowinst of -verlies, vermeerderd of verminderd met alle daarmee samenhangende betrokken belastingen voor het verslagjaar, voortvloeiende uit de toepassing van een verslagleggingsmethode of -praktijk die, ter zake van materiële vaste activa:

i) de boekwaarde van materiële vaste activa regelmatig aanpast aan de reële waarde ervan;

ii) de waardeveranderingen in de gerealiseerde en niet-gerealiseerde resultaten verwerkt; en

iii) de winst die of het verlies dat is opgebouwd in de gerealiseerde en niet-gerealiseerde resultaten, vervolgens niet onder winst of verlies rapporteert;

52° “gains ou pertes de change asymétriques” : les gains ou les pertes de change d’une entité dont la monnaie fonctionnelle de comptabilité est différente de sa monnaie fonctionnelle fiscale et qui sont :

i) pris en compte dans le calcul du résultat imposable d’une entité constitutive, et imputables aux fluctuations du taux de change entre sa monnaie fonctionnelle de comptabilité et sa monnaie fonctionnelle fiscale ;

ii) pris en compte dans le calcul du résultat net comptable d’une entité constitutive, et imputables aux fluctuations du taux de change entre sa monnaie fonctionnelle de comptabilité et sa monnaie fonctionnelle fiscale ;

iii) pris en compte dans le calcul du résultat net comptable d’une entité constitutive, et imputables aux fluctuations du taux de change entre une monnaie étrangère d’un pays tiers et la monnaie fonctionnelle de comptabilité de l’entité constitutive ; et

iv) imputables aux fluctuations du taux de change entre une monnaie étrangère d’un pays tiers et la monnaie fonctionnelle fiscale de l’entité constitutive, que ces gains ou pertes de change soient ou non inclus dans les bénéfices imposables.

La monnaie fonctionnelle fiscale est la monnaie fonctionnelle utilisée pour déterminer le résultat imposable de l’entité constitutive pour un impôt concerné dans la juridiction où elle est établie.

La monnaie fonctionnelle de comptabilité est la monnaie fonctionnelle utilisée pour déterminer le résultat net comptable de l’entité constitutive.

Une monnaie étrangère tierce est une monnaie qui n’est ni la monnaie fonctionnelle fiscale ni la monnaie fonctionnelle de comptabilité de l’entité constitutive ;

53° “dépenses non admises par principe” :

i) les charges supportées par l’entité constitutive au titre de paiements illégaux, comme des pots-de-vin et des détournements de fonds ; et

ii) les charges supportées par l’entité constitutive au titre d’amendes et de pénalités, d’un montant égal ou supérieur à 50.000 euros ou d’un montant équivalent dans la monnaie fonctionnelle utilisée pour calculer le résultat net comptable de l’entité constitutive issu de la comptabilité financière ;

54° “erreurs relatives à des périodes antérieures et changements de principes comptables” : toute variation du solde d’ouverture des capitaux propres au début de l’année fiscale d’une entité constitutive consécutive à :

i) la correction d’une erreur dans la détermination du résultat net comptable d’une année fiscale antérieure ayant modifié le montant des produits et charges pouvant être inclus dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles au titre de cette année fiscale, sauf dans la mesure où une telle correction d’erreur se traduit par une baisse importante du montant de l’impôt dû au titre des impôts concernés comme prévu à l’article 20 ; et

ii) une modification de la politique ou des principes comptables ayant modifié le montant des produits et charges inclus dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles ;

55° “charges de retraite à payer” : la différence entre le montant des charges au titre des engagements en matière de pensions de retraite inclus dans le résultat net comptable et le montant versé à un fonds de pension au titre de l’année fiscale ;

56° “employés éligibles” : les employés à temps plein ou à temps partiel d’une entité constitutive et les sous-traitants indépendants participant aux activités opérationnelles ordinaires du groupe d’EMN ou du groupe national de grande envergure sous l’autorité et le contrôle de celui-ci ;

57° “frais de personnel éligibles” : les dépenses de rémunération des salariés, y compris les salaires, traitements et autres dépenses qui procurent un avantage personnel direct et distinct au profit du salarié, comme les cotisations d’assurance maladie et de retraite, les taxes sur les salaires et sur l’emploi, et les cotisations patronales de sécurité sociale ;

58° “actifs corporels éligibles” :

i) les immobilisations corporelles situées dans la juridiction ;

ii) les ressources naturelles situées dans la juridiction ;

iii) le droit, pour un locataire, d’utiliser les actifs corporels situés dans la juridiction ; et

52° “asymmetrische winst of verlies uit wisselkoersverschillen” : een winst of verlies uit wisselkoersverschillen van een entiteit waarvan de functionele valuta voor de verslaglegging en de functionele valuta voor belastingen verschillend zijn, en die:

i) meegenomen is in de berekening van het belastbare inkomen of verlies van een groepsentiteit en toerekenbaar is aan schommelingen in de wisselkoers tussen de functionele valuta voor de verslaglegging en de functionele valuta voor belastingen van de groepsentiteit;

ii) meegenomen is in de berekening van het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een groepsentiteit en toerekenbaar is aan schommelingen in de wisselkoers tussen de functionele valuta voor de verslaglegging en de functionele valuta voor belastingen van de groepsentiteit;

iii) meegenomen is in de berekening van het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een groepsentiteit en toerekenbaar is aan schommelingen in de wisselkoers tussen een derde vreemde valuta en de functionele valuta voor de verslaglegging van de groepsentiteit; en

iv) toerekenbaar is aan schommelingen in de wisselkoers tussen een derde vreemde valuta en de functionele valuta voor belastingen van de groepsentiteit, ongeacht of die winsten of verliezen inzake de derde vreemde valuta al dan niet opgenomen zijn in het belastbare inkomen.

De functionele valuta voor belastingen is de functionele valuta die gebruikt wordt ter bepaling van het belastbare inkomen of het belastbare verlies van de groepsentiteit in de jurisdictie waar zij gevestigd is.

De functionele valuta voor de verslaglegging is de functionele valuta die gebruikt wordt ter bepaling van het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de groepsentiteit.

Een derde vreemde valuta is een valuta die niet de functionele valuta voor belastingen of de functionele valuta voor de verslaglegging van de groepsentiteit is;

53° “beleidshalve niet-toegestane lasten”:

i) door de groepsentiteit opgebouwde lasten voor illegale betalingen, inclusief steekpenningen en smeergeld; en

ii) door de groepsentiteit opgebouwde lasten voor boeten en sancties ten belope van een bedrag dat gelijk is aan of groter is dan 50.000 euro of een gelijkwaardig bedrag in de functionele valuta waarin het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de groepsentiteit is berekend;

54° “fouten in een voorgaande periode en wijzigingen in de verslagleggingsbeginselen” : een wijziging in het beginsaldo van het eigen vermogen van een groepsentiteit bij de aanvang van een verslagjaar, die toe te schrijven is aan:

i) een correctie van een fout bij de bepaling van het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging in een voorgaand verslagjaar die gevolgen had voor de baten of lasten die opneembaar zijn in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies in dat voorgaande verslagjaar, behalve voor zover die correctie van een fout heeft geleid tot een materiële vermindering van een verplichting voor betrokken belastingen, met inachtneming van artikel 20; en

ii) een wijziging in de verslagleggingsbeginselen of -grondslagen die gevolgen had voor de baten of lasten die zijn meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies;

55° “lasten voor opgebouwd pensioen” : het verschil tussen het bedrag van de pensioenverplichtingen die in het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging zijn opgenomen, en het bedrag dat aan een pensioenfonds is bijgedragen voor het verslagjaar;

56° “in aanmerking komende werknemers” : voltijd- of deeltijdwerknemers van een groepsentiteit en zelfstandige contractanten die deelnemen aan de reguliere bedrijfsactiviteiten van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep onder leiding en controle van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep;

57° “in aanmerking komende loonkosten” : uitgaven voor werknemersbeloningen, inclusief salarissen, lonen en andere kosten die de werknemer een rechtstreeks en apart persoonlijk voordeel opleveren, zoals ziektekosten- en pensioenbijdragen, loon- en arbeidsbelastingen, en socialezekerheidsbijdragen van de werkgever;

58° “in aanmerking komende materiële activa”:

i) in de jurisdictie gelegen materiële vaste activa;

ii) in de jurisdictie gelegen natuurlijke hulpbronnen;

iii) het gebruiksrecht van een lessee op in de jurisdictie gelegen materiële activa; en

iv) une licence ou un dispositif de même nature concédé par un pouvoir public en contrepartie de l'utilisation de biens immobiliers ou de l'exploitation de ressources naturelles entraînant des investissements importants dans des actifs corporels ;

59° "entités exclues": les entités visées à l'article 6, alinéa 1^{er} ;

60° "réorganisation": une transformation ou un transfert d'actifs et de passifs, par exemple dans le cadre d'une fusion, d'une scission, d'une liquidation ou d'une opération similaire, lorsque :

i) la contrepartie du transfert est constituée, en totalité ou en grande partie, de titres de capitaux propres émis par l'entité constitutive acquéreuse ou par une personne liée à l'entité constitutive acquéreuse ou, dans le cas d'une liquidation, de titres de capitaux propres de la cible ou, lorsqu'aucune contrepartie n'est fournie, lorsque l'émission de titres de capitaux propres n'aurait aucune importance économique ;

ii) la plus-value ou la moins-value de l'entité constitutive cédante sur ces actifs n'est pas soumise à l'impôt, en tout ou en partie ; et

iii) la législation fiscale de la juridiction dans laquelle est établie l'entité constitutive acquéreuse impose à celle-ci de calculer le bénéfice imposable après la cession ou l'acquisition en utilisant la base d'imposition de l'entité constitutive cédante pour les actifs, ajustée pour tenir compte de toute plus-value ou moins-value non admissible résultant de la cession ou de l'acquisition ;

61° "plus-value ou moins-value non admissibles" : le plus faible des deux montants suivants : la plus-value ou moins-value de l'entité constitutive cédante résultant d'une réorganisation soumise à l'impôt à l'emplacement de l'entité constitutive cédante et la plus-value ou moins-value comptable résultant de la réorganisation ;

62° "entité constitutive à détention minoritaire" : une entité constitutive dont l'entité mère ultime détient une participation directe ou indirecte de 30 p.c. ou moins ;

63° "entité mère à détention minoritaire" : une entité constitutive à détention minoritaire qui détient, directement ou indirectement, les titres conférant le contrôle d'une autre entité constitutive à détention minoritaire, sauf lorsque les titres conférant le contrôle de la première entité sont détenus, directement ou indirectement, par une autre entité constitutive à détention minoritaire ;

64° "sous-groupe à détention minoritaire" : une entité mère à détention minoritaire et ses filiales à détention minoritaire ;

65° "filiale à détention minoritaire" : une entité constitutive à détention minoritaire dont les titres conférant le contrôle sont détenus, directement ou indirectement, par une entité mère à détention minoritaire.

Art. 4. § 1^{er}. Aux fins de la présente loi, une entité autre qu'une entité transparente intermédiaire est réputée être établie dans la juridiction où elle est considérée comme résidente fiscale en vertu de son siège de direction, de son lieu de constitution ou d'autres critères similaires.

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer l'emplacement d'une entité autre qu'une entité transparente intermédiaire sur la base de l'alinéa 1^{er}, celle-ci est réputée être établie dans la juridiction où elle a été constituée.

§ 2. Une entité transparente intermédiaire est considérée comme apatride, à moins qu'elle ne soit l'entité mère ultime d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure, ou qu'elle soit tenue d'appliquer une RIR conformément aux articles 31 à 34, auquel cas l'entité transparente intermédiaire est réputée être établie dans la juridiction où elle a été constituée.

§ 3. Un établissement stable au sens de l'article 3, 13°, a), est réputé être établi dans la juridiction où il est considéré comme un établissement stable et est soumis à l'impôt conformément à la convention fiscale applicable.

Un établissement stable au sens de l'article 3, 13°, b), est réputé être établi dans la juridiction où il est assujéti à l'impôt sur une base nette sur le fondement de sa présence commerciale.

Un établissement stable au sens de l'article 3, 13°, c), est réputé être établi dans la juridiction où il se trouve.

Un établissement stable au sens de l'article 3, 13°, d), est considéré comme apatride.

iv) een licentie- of soortgelijke overeenkomst van een overheid voor het gebruik van onroerend goed of de exploitatie van natuurlijke hulpbronnen waar een aanzienlijke investering in materiële activa mee gemoeid is;

59° "uitgesloten entiteiten": de in artikel 6, eerste lid, bedoelde entiteiten;

60° "reorganisatie": een omzetting of overdracht van activa en passiva, zoals bij een fusie, een splitsing, een liquidatie of een soortgelijke transactie, wanneer:

i) de vergoeding voor de overdracht geheel of gedeeltelijk bestaat in aandelenbelangen die zijn uitgegeven door de overnemende groepsentiteit of door een met de overnemende groepsentiteit verbonden persoon, of, in het geval van liquidatie, aandelenbelangen van de doelentiteit of, indien niet in een vergoeding is voorzien, waarbij de uitgifte van een aandelenbelang geen economische betekenis zou hebben;

ii) de winsten of verliezen van de vervreemdende groepsentiteit op die activa geheel of gedeeltelijk niet aan belasting zijn onderworpen; en

iii) de overnemende groepsentiteit krachtens de belastingwetgeving van de jurisdictie waar zij is gevestigd, het belastbare inkomen na de vervreemding of verkrijging moet berekenen met gebruikmaking van de belastinggrondslag van de vervreemdende groepsentiteit in de activa, aangepast voor niet-kwalificerende winsten of verliezen op de vervreemding of verkrijging;

61° "niet-kwalificerende winsten of verliezen": het kleinste van de volgende bedragen: de winsten of verliezen van de vervreemdende groepsentiteit in verband met een reorganisatie die in de plaats waar de vervreemdende groepsentiteit is gevestigd, aan belasting is onderworpen of de winsten of verliezen uit de financiële verslaggeving in verband met de reorganisatie;

62° "in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit": een groepsentiteit waarin de uiteindelijke moederentiteit een direct of indirect eigendomsbelang van 30 pct. of minder houdt;

63° "in minderheidseigendom gehouden moederentiteit": een in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit die direct of indirect het zeggenschapsbelang houdt in een andere in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit, behalve wanneer het zeggenschapsbelang van de eerstgenoemde entiteit direct of indirect wordt gehouden door een andere in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit;

64° "in minderheidseigendom gehouden subgroep": een in minderheidseigendom gehouden moederentiteit en haar in minderheidseigendom gehouden dochterondernemingen;

65° "in minderheidseigendom gehouden dochteronderneming": een in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit waarin het zeggenschapsbelang direct of indirect wordt gehouden door een in minderheidseigendom gehouden moederentiteit.

Art. 4. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt bepaald dat een entiteit, met uitzondering van een doorstroomentiteit, gevestigd is in de jurisdictie waar zij op basis van haar plaats van leiding, haar plaats van oprichting of soortgelijke criteria wordt aangemerkt als fiscaal inwoner.

Indien het niet mogelijk is om de locatie van een entiteit, met uitzondering van een doorstroomentiteit, te bepalen aan de hand van het eerste lid, wordt zij geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie waar ze is opgericht.

§ 2. Een doorstroomentiteit wordt als staatloos aangemerkt, tenzij zij de uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep is of zij verplicht is om een IIR toe te passen overeenkomstig de artikelen 31 tot 34 in welk geval de doorstroomentiteit wordt geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie waar ze is opgericht.

§ 3. Er wordt bepaald dat een vaste inrichting als omschreven in artikel 3, 13°, a), gevestigd is in de jurisdictie waar zij als vaste inrichting wordt aangemerkt en belastingplichtig is krachtens het toepasselijke belastingverdrag.

Er wordt bepaald dat een vaste inrichting als omschreven in artikel 3, 13°, b), gevestigd is in de jurisdictie waar zij onderworpen is aan belasting op nettobasis op grond van haar zakelijke aanwezigheid.

Er wordt bepaald dat een vaste inrichting als omschreven in artikel 3, 13°, c), gevestigd is in de jurisdictie waar zij zich bevindt.

Een vaste inrichting als omschreven in artikel 3, 13°, d), wordt als staatloos aangemerkt.

§ 4. Lorsqu'une entité constitutive est établie dans deux juridictions et que ces juridictions ont une convention fiscale applicable, l'entité constitutive est réputée être établie dans la juridiction où elle est considérée comme résidente fiscale en vertu de ladite convention fiscale.

Lorsque la convention fiscale applicable exige des autorités compétentes de parvenir à un accord amiable sur le lieu réputé être la résidence fiscale de l'entité constitutive, et qu'aucun accord n'a été conclu, le paragraphe 5 s'applique.

Lorsque la convention fiscale applicable en cours de validité ne prévoit pas de dégrèvement en cas de double imposition, étant donné que l'entité constitutive est résidente fiscale des deux parties contractantes, le paragraphe 5 s'applique.

§ 5. Lorsqu'une entité constitutive est établie dans deux juridictions et que ces juridictions n'ont pas de convention fiscale applicable, l'entité constitutive est réputée être établie dans la juridiction qui a appliqué le montant le plus élevé d'impôts concernés au titre de l'année fiscale considérée.

Aux fins du calcul du montant des impôts concernés visés à l'alinéa 1^{er}, il n'est pas tenu compte du montant des impôts acquittés conformément au régime fiscal des sociétés étrangères contrôlées.

Si le montant des impôts concernés dus dans les deux juridictions est identique ou nul, l'entité constitutive est réputée être établie dans la juridiction où le montant de l'exclusion de bénéfices liée à la substance calculé pour chaque entité conformément à l'article 23 est le plus élevé.

Si le montant de l'exclusion de revenus liés à la substance est identique dans les deux juridictions ou nul, l'entité constitutive est considérée comme apatride, à moins d'être une entité mère ultime, auquel cas elle est réputée être établie dans la juridiction où elle a été constituée.

§ 6. Lorsque, à la suite de l'application des paragraphes 4 et 5, une entité mère est établie dans une juridiction où elle n'est pas assujettie à une RIR qualifiée, elle est réputée assujettie à la RIR qualifiée de l'autre juridiction, à moins qu'une convention fiscale applicable en vigueur n'interdise l'application de cette règle.

§ 7. Lorsqu'une entité constitutive change d'emplacement au cours d'une année fiscale, elle est réputée être établie dans la juridiction où elle était réputée être établie en vertu du présent article au début de l'année fiscale considérée.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application*

Art. 5. § 1^{er}. La présente loi s'applique aux entités constitutives établies en Belgique qui sont membres d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure belge dont le chiffre d'affaires annuel est égal ou supérieur à 750 millions d'euros, y compris le chiffre d'affaires des entités exclues visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, dans les états financiers consolidés de son entité mère ultime pendant au moins deux des quatre années fiscales précédant immédiatement l'année fiscale examinée.

§ 2. Lorsqu'une ou plusieurs des quatre années fiscales visées au paragraphe 1^{er} ont une durée supérieure ou inférieure à douze mois, le seuil de chiffre d'affaires visé audit paragraphe est ajusté proportionnellement pour chacune de ces années fiscales.

Art. 6. Par dérogation à l'article 5, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas à :

1° une entité publique, une organisation internationale, une organisation à but non lucratif, un fonds de pension, un fonds d'investissement qui est une entité mère ultime ou un véhicule d'investissement immobilier qui est une entité mère ultime ;

2° une entité, lorsque 95 p.c. au moins de la valeur de l'entité est détenue par une ou plusieurs entités visées au 1°, directement ou par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs entités exclues, à l'exception des entités de services de fonds de pension, et qui :

a) a pour objet exclusif, ou presque exclusif, de détenir des actifs ou d'investir des fonds pour le compte de l'entité ou des entités visées au 1° ; ou

b) exerce uniquement des activités accessoires à celles exercées par l'entité ou les entités visées au 1°.

§ 4. Wanneer een groepsentiteit in twee jurisdicties is gevestigd en die jurisdicties een toepasselijk belastingverdrag hebben, wordt de groepsentiteit geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie waar zij krachtens dat belastingverdrag als fiscaal inwoner wordt aangemerkt.

Wanneer het toepasselijke belastingverdrag vereist dat de bevoegde autoriteiten de fiscale woonplaats van de groepsentiteit in onderlinge overeenkomst bepalen en er geen overeenkomst wordt bereikt, is paragraaf 5 van toepassing.

Wanneer er geen voorkoming van dubbele belasting wordt geboden krachtens het toepasselijke belastingverdrag doordat een groepsentiteit fiscaal inwoner is van beide partijen bij dat verdrag, is paragraaf 5 van toepassing.

§ 5. Wanneer een groepsentiteit in twee jurisdicties gevestigd is en die jurisdicties geen toepasselijk belastingverdrag hebben, wordt de groepsentiteit geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie die het hoogste bedrag aan betrokken belastingen voor het verslagjaar heeft gegeven.

Bij de berekening van het in het eerste lid bedoelde bedrag aan betrokken belastingen blijft het bedrag aan belastingen dat overeenkomstig een fiscaal regime inzake gecontroleerde buitenlandse vennootschappen is betaald, buiten beschouwing.

Als het bedrag aan betrokken belastingen dat in de twee jurisdicties verschuldigd is, even hoog is of gelijk is aan nul, wordt de groepsentiteit geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie met het hoogste bedrag aan op basis van substance uitgesloten inkomen, berekend op entiteitsbasis overeenkomstig artikel 23.

Als het bedrag aan op basis van substance uitgesloten inkomen in de twee jurisdicties even hoog is of gelijk is aan nul, wordt de groepsentiteit als staatloos aangemerkt, tenzij zij een uiteindelijke moederentiteit is, in welk geval ze wordt geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie waar ze is opgericht.

§ 6. Wanneer als gevolg van de toepassing van de paragrafen 4 en 5 een moederentiteit gevestigd is in een jurisdictie waar zij niet is onderworpen aan een gekwalificeerde IIR, wordt zij geacht onderworpen te zijn aan de gekwalificeerde IIR van de andere jurisdictie, tenzij een toepasselijk belastingverdrag de toepassing van een dergelijke regel verbiedt.

§ 7. Wanneer een groepsentiteit haar locatie in de loop van een verslagjaar wijzigt, wordt zij geacht gevestigd te zijn in de jurisdictie waar ze krachtens dit artikel geacht was gevestigd te zijn bij het begin van dat verslagjaar.

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied*

Art. 5. § 1. Deze wet is van toepassing op in België gevestigde groepsentiteiten die deel uitmaken van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep met een jaaropbrengst van 750 miljoen euro of hoger, daaronder begrepen de opbrengsten van de in artikel 6, eerste lid, bedoelde uitgesloten entiteiten, in de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit in ten minste twee van de vier verslagjaren die onmiddellijk voorafgaan aan het geteste verslagjaar.

§ 2. Wanneer een of meer van de in paragraaf 1 bedoelde vier verslagjaren langer of korter is dan twaalf maanden, wordt de in die paragraaf bedoelde opbrengstendrempel voor elk van die verslagjaren pro rata aangepast.

Art. 6. In afwijking van artikel 5 zijn de bepalingen van deze wet niet van toepassing op:

1° overheidsentiteiten, internationale organisaties, non-profitorganisaties, pensioenfondsen en beleggingsfondsen die een uiteindelijke moederentiteit zijn, of vastgoedbeleggingsvehikels die een uiteindelijke moederentiteit zijn;

2° entiteiten waarvan ten minste 95 pct. van de waarde in eigendom wordt gehouden door een of meer van de in de bepaling onder 1° bedoelde entiteiten, direct dan wel via een of meer uitgesloten entiteiten, met uitzondering van entiteiten die pensioendiensten verlenen, en die:

a) uitsluitend, of nagenoeg uitsluitend, worden gedreven om activa aan te houden of middelen te beleggen ten behoeve van de in de bepaling onder 1° bedoelde entiteit of entiteiten, of

b) uitsluitend activiteiten verrichten die ondergeschikt zijn aan de door de in de bepaling onder 1° bedoelde entiteit of entiteiten verrichte activiteiten.

3° une entité, lorsque 85 p.c. au moins de la valeur de l'entité est détenue, directement ou par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs entités exclues, par une ou plusieurs entités visées au 1°, à l'exception des entités de services de fonds de pension, à condition que les bénéficiaires de cette entité soient constitués pour l'essentiel de dividendes ou de plus-values ou moins-values sur capitaux exclus du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles conformément à l'article 9, § 1^{er}, b) et c).

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entité constitutive déclarante peut exercer l'option, conformément à l'article 58, de ne pas traiter une entité visée à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, comme une entité exclue.

Art. 7. Lorsque deux ou plusieurs groupes fusionnent pour former un groupe unique au cours de l'une des quatre dernières années fiscales consécutives précédant immédiatement l'année fiscale testée, le seuil de chiffre d'affaires consolidé de 750 millions d'euros ou plus du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure visé à l'article 5 est présumé être atteint pour toute année fiscale précédant la fusion si la somme des chiffres d'affaires figurant dans chacun de leurs états financiers consolidés, pour cette année fiscale, est égale ou supérieure à 750 millions d'euros.

Lorsqu'une entité qui n'est pas membre d'un groupe (ci-après dénommée "cible") fusionne avec une entité ou un groupe (ci-après dénommé(e) "entité acquéreuse") au cours de l'année fiscale testée, et que ni la cible ni l'entité acquéreuse ne disposent d'états financiers consolidés au cours de l'une des quatre dernières années fiscales consécutives précédant immédiatement l'année fiscale testée, le seuil de chiffre d'affaires consolidé du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure visé à l'article 5 est présumé être atteint, pour cette année, si la somme des chiffres d'affaires figurant dans chacun de leurs états financiers ou états financiers consolidés, pour ladite année fiscale, est égale ou supérieure à 750 millions d'euros.

Lorsqu'un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure relevant du champ d'application de la présente loi se scinde en deux ou plusieurs groupes (chacun constituant alors un "groupe résultant de la scission"), le seuil de chiffre d'affaires consolidé visé à l'article 5 est présumé être atteint par un groupe résultant de la scission lorsque :

a) en ce qui concerne la première année fiscale testée se terminant après la scission, le groupe résultant de la scission a un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à 750 millions d'euros au cours de ladite année fiscale ;

b) en ce qui concerne les deuxième, troisième et quatrième années fiscales testées se terminant après la scission, le groupe résultant de la scission a un chiffre d'affaires annuel de 750 millions d'euros ou plus au cours d'au moins deux de ces années fiscales.

CHAPITRE 3. — Détermination du bénéfice ou de la perte admissible

Art. 8. § 1^{er}. Le bénéfice ou la perte admissible d'une entité constitutive est calculé en procédant aux ajustements prévus aux articles 9 à 13 du résultat net comptable de l'entité constitutive au titre de l'année fiscale avant tout ajustement en consolidation destiné à éliminer les transactions intragroupes, conformément à la norme comptable utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime.

§ 2. Lorsqu'il n'est pas raisonnablement possible de déterminer le résultat net comptable d'une entité constitutive en application de la norme de comptabilité financière admissible ou de la norme de comptabilité financière agréée utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime, le résultat net comptable de l'entité constitutive au titre de l'année fiscale peut être déterminé en application d'une autre norme de comptabilité financière admissible ou d'une norme de comptabilité financière agréée, à condition que :

a) les états financiers de l'entité constitutive soient établis sur la base de cette norme comptable ;

b) les informations contenues dans les états financiers soient fiables ; et

c) les différences permanentes supérieures à 1 million d'euros résultant de l'application aux éléments de produits ou de charges ou aux transactions, d'un principe ou d'une norme spécifiques qui diffère de la norme financière utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime soient ajustées pour se conformer au traitement requis dudit élément en vertu de la norme comptable utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés.

3° entiteiten waarvan ten minste 85 pct. van de waarde in eigendom wordt gehouden door een of meer van de in 1° bedoelde entiteiten, direct dan wel via een of meer uitgesloten entiteiten, met uitzondering van entiteiten die pensioendiensten verlenen, op voorwaarde dat nagenoeg al hun inkomen afkomstig is van dividenden of vermogenswinsten of -verliezen die van de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies zijn uitgesloten overeenkomstig artikel 9, § 1, b) en c).

In afwijking van het eerste lid kan de indienende groepsentiteit overeenkomstig artikel 58, ervoor kiezen een in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde entiteit niet als uitgesloten entiteit te behandelen.

Art. 7. Wanneer twee of meer groepen in een van de laatste vier opeenvolgende verslagjaren die onmiddellijk voorafgaan aan het geteste verslagjaar, tot één groep fuseren, wordt de geconsolideerde opbrengstendrempel van 750 miljoen euro of hoger van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep als bedoeld in artikel 5 geacht voor elk verslagjaar voorafgaand aan de fusie te zijn bereikt indien de som van de in elk van hun geconsolideerde jaarrekening opgenomen opbrengsten voor dat verslagjaar 750 miljoen euro of meer bedraagt.

Wanneer een entiteit die geen lid is van een groep (de "doelentiteit"), in het geteste verslagjaar met een entiteit of een groep (de "overnemende entiteit") fuseert, en de doelentiteit noch de overnemende entiteit een geconsolideerde jaarrekening heeft voor een van de laatste vier opeenvolgende verslagjaren die onmiddellijk voorafgaan aan het geteste verslagjaar, wordt de geconsolideerde opbrengstendrempel van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep als bedoeld in artikel 5 geacht voor dat jaar te zijn bereikt indien de som van de in elk van hun jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening opgenomen opbrengsten voor dat verslagjaar 750 miljoen euro of meer bedraagt.

Wanneer een MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep die onder de toepassing van deze wet valt, wordt gesplitst in twee of meer groepen (elk een "gesplitste groep"), wordt de geconsolideerde opbrengstendrempel bedoeld in artikel 5 geacht bereikt te zijn door een afgesplitste groep waarbij:

a) wat betreft het eerste geteste verslagjaar dat eindigt na de splitsing, de gesplitste groep in dat verslagjaar een jaaropbrengst heeft van 750 miljoen euro of meer;

b) wat betreft het tweede, het derde en het vierde geteste verslagjaar dat eindigt na de splitsing, de gesplitste groep in ten minste twee van die verslagjaren een jaaropbrengst heeft van 750 miljoen euro of meer.

HOOFDSTUK 3. — Bepaling van het kwalificerende inkomen of -verlies

Art. 8. § 1. Het kwalificerende inkomen of verlies van een groepsentiteit wordt berekend door de in de artikelen 9 tot 13 beschreven aanpassingen aan te brengen aan het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de groepsentiteit voor het verslagjaar vóór consolidatieaanpassingen ter uitsluiting van transacties binnen de groep, zoals bepaald volgens de verslagleggingsstandaard die is gebruikt voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit.

§ 2. Wanneer het redelijkerwijs niet doenbaar is om het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een groepsentiteit te bepalen op basis van de aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging of een goedgekeurde standaard voor financiële verslaglegging die is gebruikt voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit, kan het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de groepsentiteit voor het verslagjaar worden bepaald aan de hand van een andere aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging of een goedgekeurde standaard voor financiële verslaglegging, mits:

a) de financiële rekeningen van de groepsentiteit worden gevoerd op basis van die verslagleggingsstandaard;

b) de informatie in de financiële rekeningen betrouwbaar is; en

c) permanente verschillen van meer dan 1 miljoen euro die voortvloeien uit de toepassing van een bepaalde grondslag of standaard op baten- of lastenposten of transacties, indien die grondslag of standaard afwijkt van de verslagleggingsstandaard die voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit is gebruikt, worden aangepast om overeenstemming te bereiken met de voor die post vereiste behandeling op grond van de verslagleggingsstandaard die voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening is gebruikt.

§ 3. Lorsqu'une entité mère ultime n'a pas établi ses états financiers consolidés conformément à une norme de comptabilité financière admissible visée à l'article 3, 6°, c), les états financiers consolidés de l'entité mère ultime sont ajustés pour éviter toute distorsion importante de la concurrence.

§ 4. Lorsqu'une entité mère ultime n'établit pas d'états financiers consolidés conformément à l'article 3, 6°, a), b) et c), les états financiers consolidés de l'entité mère ultime visés à l'article 3, 6°, d), sont ceux qui auraient été établis si l'entité mère ultime avait été tenue de le faire conformément à :

a) une norme de comptabilité financière admissible ; ou

b) une norme de comptabilité financière agréée, à condition que ces états financiers consolidés aient été ajustés pour éviter toute distorsion importante de la concurrence.

§ 5. Lorsqu'un État membre de l'Union européenne ou une juridiction d'un pays non-membre de l'Union européenne applique un impôt national complémentaire qualifié, le résultat net comptable des entités constitutives établies dans cet État membre de l'Union européenne ou dans cette juridiction d'un pays non-membre de l'Union européenne peut être déterminé conformément à une norme de comptabilité financière admissible ou à une norme de comptabilité financière agréée qui diffère de la norme de comptabilité financière utilisée dans l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime, à condition que ce résultat net comptable soit ajusté pour éviter toute distorsion importante de la concurrence.

§ 6. Lorsque l'application d'un principe ou d'une procédure spécifique dans le cadre d'un ensemble de principes comptables généralement acceptés entraîne une distorsion importante de la concurrence, le traitement comptable de tout élément ou transaction soumis à ce principe ou à cette procédure est ajusté pour se conformer au traitement requis de l'élément ou de la transaction en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS ou IFRS adoptées par l'Union européenne au titre du règlement (CE) no 1606/2002).

Art. 9. § 1^{er}. Le résultat net comptable d'une entité constitutive est ajusté du montant des éléments suivants pour déterminer son bénéfice ou sa perte admissibles :

a) les charges fiscales nettes ;

b) les dividendes exclus ;

c) les plus-values ou moins-values sur capitaux exclus ;

d) les plus-values ou moins-values incluses au titre de la méthode de réévaluation ;

e) les plus-values ou moins-values résultant de la cession d'actifs et de passifs exclus en vertu de l'article 38 ;

f) les gains ou pertes de change asymétriques ;

g) les dépenses non admises par principe ;

h) les erreurs relatives à des périodes antérieures et les changements de principes comptables ; et

i) les charges de pension à payer.

§ 2. Toute transaction entre des entités constitutives établies dans des juridictions différentes qui n'est pas enregistrée pour le même montant dans les états financiers des deux entités constitutives ou qui n'est pas conforme au principe de pleine concurrence est ajustée de manière à être enregistrée pour le même montant et à respecter le principe de pleine concurrence.

Une perte résultant d'une vente ou d'un autre transfert d'actif entre deux entités constitutives établies dans la même juridiction qui n'est pas enregistrée conformément au principe de pleine concurrence est ajustée sur la base du principe de pleine concurrence si cette perte est intégrée dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles.

Aux fins du présent paragraphe, on entend par "principe de pleine concurrence" le principe selon lequel les transactions entre entités constitutives doivent être enregistrées par référence aux conditions qui auraient été obtenues entre des entreprises indépendantes dans le cadre de transactions comparables et dans des circonstances comparables.

§ 3. Les crédits d'impôt remboursables qualifiés visés à l'article 3, 38°, sont considérés comme un revenu pour le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles d'une entité constitutive. Les crédits d'impôt remboursables non qualifiés ne sont pas considérés comme un revenu pour le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles d'une entité constitutive.

§ 3. Wanneer een uiteindelijke moederentiteit haar geconsolideerde jaarrekening niet heeft opgesteld overeenkomstig een aanvaardbare standaard voor financiële verslaggeving als bedoeld in artikel 3, 6°, c), wordt de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit aangepast om materiële concurrentievervalsingen te voorkomen.

§ 4. Wanneer een uiteindelijke moederentiteit geen geconsolideerde jaarrekening als bedoeld in artikel 3, 6°, a), b) en c), opstelt, is de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit als bedoeld in artikel 3, 6°, d), deze die zou zijn opgesteld als de uiteindelijke moederentiteit verplicht was geweest om een dergelijke geconsolideerde jaarrekening op te stellen overeenkomstig:

a) een aanvaardbare standaard voor financiële verslaggeving; of

b) een goedgekeurde standaard voor financiële verslaggeving, op voorwaarde dat de desbetreffende geconsolideerde jaarrekening is aangepast om materiële concurrentievervalsingen te voorkomen.

§ 5. Wanneer een lidstaat van de Europese Unie of een jurisdictie van een land dat geen lid is van de Europese Unie een gekwalificeerde binnenlandse bijheffing toepast, kan het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaggeving van de in die lidstaat van de Europese Unie of jurisdictie van een land dat geen lid is van de Europese Unie gevestigde groepsentiteiten worden bepaald overeenkomstig een aanvaardbare standaard voor financiële verslaggeving of een goedgekeurde standaard voor financiële verslaggeving die verschilt van de standaard voor financiële verslaggeving die voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit is gebruikt, mits het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaggeving wordt aangepast om materiële concurrentievervalsingen te voorkomen.

§ 6. Wanneer de toepassing van een bepaalde grondslag of procedure volgens een reeks algemeen aanvaarde verslaggevings-beginselen tot een materiële concurrentievervalsing leidt, wordt de financieel administratieve verwerking van een post of transactie die aan die grondslag of procedure onderworpen is, aangepast om overeenstemming te bereiken met de voor die post of transactie vereiste verwerking krachtens de internationale standaarden voor financiële verslaggeving (IFRS of IFRS zoals goedgekeurd door de Europese Unie op grond van Verordening (EG) nr. 1606/2002).

Art. 9. § 1. Het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaggeving van een groepsentiteit wordt met het bedrag van de volgende posten aangepast om haar kwalificerende inkomen of verlies te bepalen:

a) nettobelastinglasten;

b) uitgesloten dividenden;

c) uitgesloten vermogenswinsten of -verliezen;

d) inbegrepen winsten of verliezen op basis van de herwaarderingsmethode;

e) op grond van artikel 38 uitgesloten winsten of verliezen uit de vervreemding van activa en verplichtingen;

f) asymmetrische winsten of verliezen uit wisselkoersverschillen;

g) beleidshalve niet-toegestane lasten;

h) fouten in een voorgaande periode en wijzigingen in de verslaggevingsbeginselen; en

i) lasten voor opgebouwd pensioen.

§ 2. Transacties tussen in verschillende jurisdicties gevestigde groepsentiteiten die niet voor hetzelfde bedrag zijn vastgelegd in de financiële rekeningen van beide groepsentiteiten of niet in overeenstemming zijn met het zakelijkheidsbeginsel (arm's length principle), worden zodanig aangepast dat zij dat wel zijn.

Een verlies uit een verkoop of andere overdracht van activa tussen twee in dezelfde jurisdictie gevestigde groepsentiteiten dat niet wordt vastgelegd in overeenstemming met het zakelijkheidsbeginsel, wordt op basis van dat beginsel aangepast indien het verlies is meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "het zakelijkheidsbeginsel" verstaan, het beginsel dat transacties tussen groepsentiteiten dienen te worden vastgelegd onder verwijzing naar de voorwaarden die in vergelijkbare transacties en onder vergelijkbare omstandigheden verkregen zouden zijn tussen onafhankelijke ondernemingen.

§ 3. Gekwalificeerde terugbetaalbare belastingtegoeden als bedoeld in artikel 3, 38°, worden aangemerkt als baten voor de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van een groepsentiteit. Niet-gekwalificeerde terugbetaalbare belastingtegoeden worden niet aangemerkt als baten voor de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van een groepsentiteit.

§ 4. Toute dépense liée à un accord de financement au titre duquel une ou plusieurs entités constitutives accordent un crédit à une ou plusieurs autres entités constitutives du même groupe (ci-après dénommé "accord de financement intragroupe") ou font un investissement dans celles-ci, n'est pas prise en considération dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles d'une entité constitutive si les conditions suivantes sont remplies :

a) l'entité constitutive est établie dans une juridiction à faible imposition ou dans une juridiction qui aurait appliqué une faible imposition si la dépense n'avait pas été comptabilisée par l'entité constitutive ;

b) on peut raisonnablement s'attendre à ce que, pendant sa durée prévue, l'accord de financement intragroupe entraîne une augmentation du montant des dépenses prises en compte dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de cette entité constitutive, sans que cela se traduise par un accroissement proportionnel des bénéfices imposables de l'entité constitutive fournissant le crédit (ci-après dénommée "contrepartie") ;

c) la contrepartie est établie dans une juridiction qui n'est pas une juridiction à faible imposition ou dans une juridiction qui n'aurait pas appliqué une faible imposition si le bénéfice lié à la dépense n'avait pas été comptabilisé par la contrepartie.

§ 5. Une société d'assurance exclut du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles tout montant facturé aux assurés au titre des impôts payés par la société d'assurance sur le chiffre d'affaires attribué aux assurés. Une société d'assurance inclut dans le calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles le chiffre d'affaires attribué aux assurés qui n'est pas pris en compte dans son résultat net comptable, à hauteur de l'augmentation ou de la diminution correspondante des engagements envers les assurés qui est reflétée dans son résultat net comptable.

§ 6. Tout montant comptabilisé en diminution des fonds propres d'une entité constitutive et imputable à des distributions payées ou à payer au titre d'un instrument émis par ladite entité constitutive en application des exigences réglementaires prudentielles (ci-après dénommés "fonds propres additionnels T1") est traité comme une charge aux fins du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de l'entité constitutive.

Tout montant comptabilisé en augmentation des fonds propres d'une entité constitutive et résultant des distributions reçues ou à recevoir au titre de fonds propres additionnels T1 détenus par l'entité constitutive est inclus dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de l'entité constitutive.

Art. 10. § 1^{er}. Aux fins du présent article, on entend par :

a) "résultat provenant de l'exploitation de navires en trafic international", le résultat net que tire une entité constitutive des activités suivantes, pour autant que le transport ne soit pas effectué par voies navigables intérieures au sein de la même juridiction :

i) le transport de passagers ou de marchandises effectué par des navires en trafic international que le navire appartienne, soit loué ou mis à la disposition de l'entité constitutive d'une autre manière ;

ii) le transport de passagers ou de marchandises effectué par des navires en trafic international dans le cadre d'accords d'affrètement de cellules ;

iii) la location d'un navire, tout armé et équipé, destiné au transport de passagers ou de marchandises en trafic international ;

iv) la location coque nue d'un navire exploité pour le transport de passagers ou de marchandises en trafic international, à une autre entité constitutive ;

v) la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation en vue du transport maritime de passagers ou de marchandises en trafic international ; et

vi) la vente d'un navire utilisé pour le transport de passagers ou de marchandises en trafic international, à condition que le navire ait été détenu pour être utilisé par l'entité constitutive pendant un an au moins ;

b) "résultat provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international", le résultat net que tire une entité constitutive des activités suivantes, à condition qu'elles soient exercées principalement dans le cadre du transport maritime de passagers ou de marchandises en trafic international :

§ 4. Een last die samenhangt met een financieringsregeling waarbij een of meer groepsentiteiten krediet verlenen aan, of op een andere manier een investering doen in, een of meer andere groepsentiteiten (de "intra-groep-financieringsregeling"), wordt niet meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van een groepsentiteit als de volgende voorwaarden zijn vervuld:

a) de groepsentiteit is gevestigd in een laagbelastende jurisdictie of in een jurisdictie waarin ook laag zou zijn belast indien de last niet was opgebouwd door de groepsentiteit;

b) het valt redelijkerwijze te voorzien dat de intra-groep-financieringsregeling gedurende haar verwachte looptijd het bedrag aan in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van die groepsentiteit meegenomen lasten zal doen stijgen, zonder dat daar een evenredige stijging van het belastbare inkomen van de groepsentiteit die het krediet verstrekt (de "tegenpartij") tegenover staat;

c) de tegenpartij is gevestigd in een niet-laagbelastende jurisdictie of in een jurisdictie waarin niet laag zou zijn belast indien het met de last samenhangende inkomen niet was opgebouwd door de tegenpartij.

§ 5. Een verzekeringsonderneming sluit bij de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies elk bedrag uit dat aan polishouders is aangerekend voor door haar betaalde belastingen ter zake van opbrengsten voor de polishouders. Een verzekeringsonderneming neemt in de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies alle opbrengsten voor de polishouders mee die niet zijn opgenomen in haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging voor zover de overeenkomstige toename of afname van de verplichting ten opzichte van haar polishouders is opgenomen in haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging.

§ 6. Elk bedrag dat is opgenomen als een afname van het eigen vermogen van een groepsentiteit en dat voortvloeit uit gedane of verschuldigde uitkeringen ter zake van een door die groepsentiteit uitgegeven instrument op grond van prudentiële regelgevingsvereisten (het "aanvullend tier 1-kapitaal"), wordt bij de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies als een last aangemerkt.

Elk bedrag dat is opgenomen als een toename van het eigen vermogen van een groepsentiteit en dat voortvloeit uit ontvangen of te ontvangen uitkeringen ter zake van door de groepsentiteit gehouden aanvullend tier 1-kapitaal, wordt meegenomen in de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies.

Art. 10. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder:

a) "inkomen uit internationale scheepvaart": netto-inkomen dat een groepsentiteit verkrijgt uit de volgende activiteiten, op voorwaarde dat het vervoer niet plaatsvindt over binnenwateren binnen dezelfde jurisdictie:

i) vervoer van passagiers of vracht per schip in het internationale verkeer, ongeacht of het schip eigendom is van, geleased wordt door of anderszins ter beschikking staat van de groepsentiteit;

ii) vervoer van passagiers of vracht per schip in het internationaal verkeer in het kader van slotcharter-overeenkomsten;

iii) leasing, op basis van charter met volledige uitrusting, bemanning en bevoorrading, van een schip voor het vervoer van passagiers of vracht in het internationale verkeer;

iv) leasing, op basis van rompbevrachting, van een schip dat wordt gebruikt voor het vervoer van passagiers of vracht in het internationale verkeer aan een andere groepsentiteit;

v) participatie in een poolovereenkomst, een gemeenschappelijke onderneming of een internationaal opererend agentschap voor het vervoer van passagiers of vracht per schip in het internationale verkeer; en

vi) verkoop van een schip dat gebruikt wordt voor het vervoer van passagiers of vracht in het internationale verkeer, mits het schip gedurende ten minste één jaar door de groepsentiteit voor gebruik is aangehouden;

b) "inkomen uit gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart": het door een groepsentiteit behaalde netto-inkomen uit de volgende activiteiten, mits die activiteiten hoofdzakelijk worden verricht in verband met het vervoer van passagiers of vracht per schip in het internationale verkeer:

i) la location coque nue d'un navire à une autre compagnie maritime qui n'est pas une entité constitutive, à condition que la durée du contrat n'excède pas trois ans ;

ii) la vente de billets émis par d'autres compagnies de transport maritime pour le trajet intérieur d'un voyage international ;

iii) la location et le stockage à court terme de conteneurs ou les redevances d'immobilisation pour le retour tardif de conteneurs ;

iv) la fourniture de services à d'autres compagnies de transport maritime par des ingénieurs, des agents de maintenance, des manutentionnaires, du personnel chargé de la restauration et des services à la clientèle ; et

v) les revenus d'investissement lorsque l'investissement qui génère le revenu fait partie intégrante de l'exercice de l'activité d'exploitation des navires en trafic international.

§ 2. Le résultat provenant de l'exploitation de navires en trafic international et le résultat provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international d'une entité constitutive, sont exclus du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles, à condition que l'entité constitutive démontre que la gestion stratégique ou commerciale de tous les navires concernés est effectivement assurée à partir de la juridiction où l'entité constitutive est établie.

§ 3. Lorsque le calcul du résultat provenant de l'exploitation de navires en trafic international et du résultat provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international d'une entité constitutive, fait apparaître une perte, celle-ci est exclue du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de l'entité constitutive.

§ 4. Le résultat agrégé provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international de l'ensemble des entités constitutives établies dans une juridiction, n'excède pas 50 p.c. du résultat provenant de l'exploitation de navires en trafic international des entités constitutives.

§ 5. Les coûts supportés par une entité constitutive qui sont directement attribuables à ses activités de transport maritime international visées au paragraphe 1^{er}, a), et à ses activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international visées au paragraphe 1^{er}, b), sont imputés à ces activités afin de calculer le résultat net provenant de l'exploitation de navires en trafic international et le résultat net provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international de l'entité constitutive.

Les coûts supportés par une entité constitutive qui sont la conséquence indirecte de ses activités de transport maritime international et de ses activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international sont déduits du chiffre d'affaires de l'entité constitutive provenant de ces activités afin de calculer le résultat provenant de l'exploitation de navires en trafic international et le résultat provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international de l'entité constitutive, sur la base de son chiffre d'affaires provenant de ces activités au prorata de son chiffre d'affaires total.

§ 6. Tous les coûts directs et indirects imputés au résultat provenant de l'exploitation de navires en trafic international et au résultat provenant d'activités qualifiées, accessoires à l'exploitation de navires en trafic international d'une entité constitutive, conformément au paragraphe 5, sont exclus du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsqu'une entité constitutive est un établissement stable au sens de l'article 3, 13°, a), b) ou c), son résultat net comptable correspond au bénéfice ou à la perte nets pris en compte dans les états financiers distincts dudit établissement stable.

Lorsqu'un établissement stable ne dispose pas de états financiers distincts, son résultat net comptable correspond au montant qui aurait été pris en compte dans ses états financiers distincts s'ils avaient été établis de manière autonome et conformément à la norme comptable utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime.

§ 2. Lorsqu'une entité constitutive répond à la définition d'un établissement stable figurant à l'article 3, 13°, a) ou b), son résultat net comptable est ajusté afin de ne prendre en compte que les montants et les éléments de produits et charges attribuables à celle-ci conformément à la convention fiscale applicable ou au droit interne de la juridiction où elle est établie, indépendamment du montant du revenu imposable et des charges déductibles dans cette juridiction.

i) leasing, op basis van rompbevrachting, van een schip aan een andere scheepvaartonderneming die geen groepsentiteit is, mits de looptijd van de charterovereenkomst niet langer dan drie jaar duurt;

ii) verkoop van door andere scheepvaartondernemingen uitgegeven vervoersbewijzen voor het binnenlandse deel van een internationale reis;

iii) leasing en kortdurende opslag van containers of overligkosten voor laattijdige retour van containers;

iv) dienstverlening aan andere scheepvaartondernemingen door ingenieurs, onderhoudspersoneel, vrachtbehandelaars, cateringpersoneel en personeel voor klantenservice; en

v) inkomen uit investeringen, waarbij de investeringen die het inkomen genereren, integraal zijn verricht in het kader van de exploitatie van schepen in het internationale verkeer.

§ 2. Het door een groepsentiteit behaalde inkomen uit activiteiten in de internationale scheepvaart en uit de gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart wordt niet meegenomen in de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies, op voorwaarde dat de groepsentiteit aantoont dat het strategische of commerciële beheer van alle betrokken schepen feitelijk wordt verricht vanuit de juridictie waar zij is gevestigd.

§ 3. Wanneer de berekening van het door een groepsentiteit behaalde inkomen uit activiteiten in de internationale scheepvaart en uit gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart in een verlies resulteert, wordt dat verlies niet meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van die groepsentiteit.

§ 4. Het totale inkomen uit gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart van alle in een juridictie gevestigde groepsentiteiten mag niet meer bedragen dan 50 pct. van hun inkomen uit activiteiten in de internationale scheepvaart.

§ 5. De door een groepsentiteit gemaakte kosten die rechtstreeks toe te rekenen zijn aan haar in paragraaf 1, a), genoemde activiteiten in de internationale scheepvaart en haar in paragraaf 1, b), genoemde gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart, worden aan die activiteiten toegerekend voor de berekening van het door die groepsentiteit behaalde netto-inkomen uit activiteiten in de internationale scheepvaart en netto-inkomen uit gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart.

De door een groepsentiteit gemaakte kosten die onrechtstreeks voortvloeien uit haar activiteiten in de internationale scheepvaart en haar gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart, worden afgetrokken van de inkomsten van de groepsentiteit uit die activiteiten voor de berekening van de door die groepsentiteit behaalde opbrengsten uit activiteiten in de internationale scheepvaart en gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart op basis van haar opbrengsten uit die activiteiten in verhouding tot haar totale opbrengsten.

§ 6. Alle directe en indirecte kosten die worden toegerekend aan het inkomen van een groepsentiteit uit activiteiten in de internationale scheepvaart en uit gekwalificeerde nevenactiviteiten in de internationale scheepvaart overeenkomstig paragraaf 5, worden uitgesloten van de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies.

Art. 11. § 1. Wanneer een groepsentiteit een vaste inrichting is zoals omschreven in artikel 3, 13°, a), b) of c), is haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging het netto-inkomen of -verlies zoals weergegeven in haar afzonderlijke financiële rekeningen.

Wanneer een vaste inrichting geen afzonderlijke financiële rekeningen heeft, is haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging het bedrag dat in haar afzonderlijke financiële rekeningen zou zijn weergegeven indien die op zichzelf waren opgesteld en in overeenstemming met de verslagleggingsstandaard die is gebruikt bij de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit.

§ 2. Wanneer een groepsentiteit aan de definitie van vaste inrichting in artikel 3, 13°, a) of b), voldoet, wordt haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging aangepast zodat dat alleen de bedragen aan baten en lasten omvat die aan haar zijn toe te rekenen overeenkomstig het toepasselijke belastingverdrag of de binnenlandse wetgeving van de jurisdictie waar zij is gevestigd, ongeacht het bedrag aan baten dat aan belasting is onderworpen en het bedrag aan lasten dat kan worden afgetrokken in die jurisdictie.

Lorsqu'une entité constitutive répond à la définition d'un établissement stable figurant à l'article 3, 13^o, c), son résultat net comptable est ajusté afin de ne prendre en compte que les montants et les éléments de produits et charges attribuables à celle-ci conformément à l'article 7 du modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune, dans sa version modifiée.

§ 3. Lorsqu'une entité constitutive répond à la définition d'un établissement stable figurant à l'article 3, 13^o, d), son résultat net comptable est calculé sur la base des montants et des éléments de produits qui sont exonérés dans la juridiction où l'entité principale est établie et attribuables aux opérations réalisées à l'extérieur de cette juridiction ainsi que des montants des éléments de charges non déduits fiscalement dans la juridiction où est établie l'entité principale et attribuables à ces opérations.

§ 4. Le résultat net comptable d'un établissement stable n'est pas pris en compte dans la détermination du bénéfice ou de la perte admissibles de l'entité principale, sauf dans le cas prévu au paragraphe 5.

§ 5. Une perte admissible d'un établissement stable est considérée comme une charge de l'entité principale dans le calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles dans la mesure où la perte de l'établissement stable est traitée comme une charge dans le calcul du bénéfice imposable national de cette entité principale et n'est pas imputée sur un élément du bénéfice imposable national qui est soumis à l'impôt en vertu de la législation de la juridiction de l'entité principale et de la juridiction de l'établissement stable.

Le bénéfice admissible qui est ensuite perçu par l'établissement stable est considéré comme un bénéfice admissible de l'entité principale à hauteur du montant de la perte admissible qui était précédemment considérée comme une charge de l'entité principale en application de l'alinéa 1^{er}.

Art. 12. § 1^{er}. Le résultat net comptable d'une entité constitutive qui est une entité transparente intermédiaire est réduit à concurrence du montant attribuable à ses propriétaires qui ne sont pas des entités constitutives et détiennent leurs titres de participation dans cette entité transparente intermédiaire directement ou par l'intermédiaire d'une chaîne d'entités fiscalement transparentes, sauf si :

- a) l'entité transparente intermédiaire est une entité mère ultime ; ou
- b) l'entité transparente intermédiaire est détenue, directement ou par l'intermédiaire d'une chaîne d'entités fiscalement transparentes, par une entité mère ultime visée au a).

§ 2. Le résultat net comptable d'une entité constitutive qui est une entité transparente intermédiaire est réduit à concurrence du résultat net comptable qui est attribué à une autre entité constitutive.

§ 3. Lorsqu'une entité transparente intermédiaire exerce tout ou partie de ses activités par l'intermédiaire d'un établissement stable, son résultat net comptable qui subsiste après l'application du paragraphe 1^{er} est imputé à cet établissement stable conformément à l'article 11.

§ 4. Lorsqu'une entité fiscalement transparente n'est pas l'entité mère ultime, le résultat net comptable de l'entité transparente intermédiaire qui subsiste après l'application des paragraphes 1^{er} et 3 est imputé aux entités propriétaires de titres d'une entité constitutive conformément à leurs titres de participation dans l'entité transparente intermédiaire.

§ 5. Lorsqu'une entité transparente intermédiaire est une entité fiscalement transparente qui est l'entité mère ultime ou une entité hybride inversée, tout résultat net comptable de l'entité transparente intermédiaire qui subsiste après l'application des dispositions des paragraphes 1^{er} et 3 est imputé à l'entité mère ultime ou à l'entité hybride inversée.

§ 6. Les paragraphes 3, 4 et 5 s'appliquent séparément pour chaque participation dans une entité transparente intermédiaire.

Art. 13. § 1^{er}. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle elle peut remplacer le montant comptabilisé en charge dans ses états financiers à titre de coût ou de dépense de cette entité constitutive, payé au moyen d'une rémunération sous forme d'actions, par un montant déductible dans le calcul de son bénéfice imposable à l'emplacement où elle est établie.

Lorsque l'option consistant à utiliser des actions n'a pas été exercée, le montant du coût ou de la dépense relatif à la rémunération sous forme d'actions qui a été déduit du résultat net comptable de l'entité constitutive aux fins du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles au titre de l'ensemble des années fiscales antérieures est intégré au titre de l'année fiscale au cours de laquelle ladite option a expiré.

Wanneer een groepsentiteit aan de definitie van vaste inrichting in artikel 3, 13^o, c), voldoet, wordt haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging aangepast zodat dat alleen de bedragen aan baten en lasten omvat die aan haar waren toe te rekenen geweest overeenkomstig artikel 7 van het OESO-modelbelastingverdrag inzake belasting naar inkomen en vermogen, als gewijzigd.

§ 3. Wanneer een groepsentiteit aan de definitie van vaste inrichting in artikel 3, 13^o, d), voldoet, wordt haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging berekend op basis van de bedragen aan baten die zijn vrijgesteld in de jurisdictie waar de hoofdentiteit is gevestigd en die zijn toe te rekenen aan de buiten die jurisdictie verrichte werkzaamheden, en van de bedragen aan lasten die fiscaal niet worden afgetrokken in de jurisdictie waar de hoofdentiteit is gevestigd en die zijn toe te rekenen aan die werkzaamheden.

§ 4. Het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een vaste inrichting wordt niet in aanmerking genomen bij de bepaling van het kwalificerende inkomen of verlies van de hoofdentiteit, met uitzondering van de bepalingen van de paragraaf 5.

§ 5. Een kwalificerend verlies van een vaste inrichting wordt voor de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van de hoofdentiteit behandeld als een last van die hoofdentiteit voor zover bij de berekening van het binnenlandse belastbare inkomen van de hoofdentiteit het verlies van de vaste inrichting behandeld wordt als een last en niet verrekend wordt met een post van het binnenlandse belastbare inkomen dat onderworpen is aan belasting krachtens de wetgeving van zowel de jurisdictie van de hoofdentiteit als de jurisdictie van de vaste inrichting.

Kwalificerend inkomen dat nadien door de vaste inrichting wordt behaald, wordt behandeld als kwalificerend inkomen van de hoofdentiteit tot het bedrag van het kwalificerende verlies dat voordien krachtens het eerste lid als een last van de hoofdentiteit was behandeld.

Art. 12. § 1. Het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een groepsentiteit die een doorstroomentiteit is, wordt verminderd met het bedrag dat is toe te rekenen aan de eigenaren ervan die geen groepsentiteiten zijn en die hun eigendomsbelang in de doorstroomentiteit direct dan wel via een keten van fiscaal transparante entiteiten houden, tenzij:

- a) de doorstroomentiteit een uiteindelijke moederentiteit is; of
- b) de doorstroomentiteit, direct dan wel via een keten van fiscaal transparante entiteiten, door de in de bepaling onder a) bedoelde uiteindelijke moederentiteit wordt gehouden.

§ 2. Het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van een groepsentiteit die een doorstroomentiteit is, wordt verminderd met het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging dat wordt toegerekend aan een andere groepsentiteit.

§ 3. Wanneer een doorstroomentiteit haar bedrijf geheel of gedeeltelijk uitoefent via een vaste inrichting, wordt haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging dat na toepassing van paragraaf 1 resteert, toegerekend aan die vaste inrichting overeenkomstig artikel 11.

§ 4. Wanneer een fiscaal transparante entiteit niet de uiteindelijke moederentiteit is, wordt het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de doorstroomentiteit dat na toepassing van de paragrafen 1 en 3 resteert, toegerekend aan haar groepsentiteit-eigenaren overeenkomstig hun eigendomsbelang in de doorstroomentiteit.

§ 5. Wanneer een doorstroomentiteit een fiscaal transparante entiteit is die de uiteindelijke moederentiteit of een omgekeerd hybride entiteit is, wordt elk netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de doorstroomentiteit dat na toepassing van de paragrafen 1 en 3 resteert, toegerekend aan de uiteindelijke moederentiteit of de omgekeerd hybride entiteit.

§ 6. De paragrafen 3, 4 en 5 worden afzonderlijk toegepast met betrekking tot elk eigendomsbelang in de doorstroomentiteit.

Art. 13. § 1. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen om het bedrag dat in de financiële rekeningen van een groepsentiteit als kosten of lasten in aanmerking is genomen ten aanzien van een aandelenrelateerde vergoeding te vervangen door het bedrag dat in aftrek is toegestaan bij de berekening van de belastbare inkomsten in de locatie van de groepsentiteit.

Wanneer niet is gekozen om gebruik te maken van aandelenopties, wordt het bedrag van de kosten of lasten voor een aandelenrelateerde vergoeding dat is afgetrokken van het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging van de groepsentiteit om haar kwalificerende netto-inkomen of -verlies voor alle voorgaande verslagjaren te berekenen, toegevoegd in het verslagjaar waarin die keuze is vervallen.

Lorsqu'une partie du montant du coût ou de la dépense relatif à la rémunération sous forme d'actions a été enregistrée dans les états financiers de l'entité constitutive au cours des années fiscales antérieures à l'année fiscale durant laquelle l'option est exercée, un montant égal à la différence entre le montant total du coût ou de la dépense relatif à la rémunération sous forme d'actions qui a été déduit aux fins du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles au cours de ces années fiscales antérieures et le montant total du coût ou de la dépense relatif à la rémunération sous forme d'actions qui aurait été déduit aux fins du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles au cours des années fiscales précédentes si l'option avait été exercée pour ces années fiscales est intégré dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de l'entité constitutive au titre de l'année fiscale.

L'option est exercée conformément à l'article 58 et s'applique de manière constante à toutes les entités constitutives établies dans la même juridiction durant l'année au cours de laquelle l'option a été exercée et à toutes les années fiscales ultérieures.

Au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option est révoquée, l'excédent entre le montant impayé du coût ou de la dépense relatif à la rémunération sous forme d'actions déduite en application de l'option et la charge comptable est réintégré aux fins du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de l'entité constitutive.

§ 2. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle les plus-values ou moins-values pour des actifs et des passifs comptabilisés à un montant réévalué à la juste valeur ou faisant l'objet d'une dépréciation dans les états financiers consolidés au titre d'une année fiscale peuvent être déterminées sur la base du principe de réalisation aux fins du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles.

Les plus-values ou moins-values résultant de l'application de la comptabilisation à la juste valeur ou à la dépréciation d'un actif ou d'un passif sont exclues du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles d'une entité constitutive conformément à l'alinéa 1^{er}.

La valeur comptable d'un actif ou d'un passif retenue aux fins de la détermination d'une plus-value ou moins-value conformément à l'alinéa 1^{er} correspond à sa valeur comptable à la date à laquelle l'actif a été acquis ou le passif a été souscrit ou au premier jour de l'année fiscale au cours de laquelle l'option est exercée, la date la plus tardive étant retenue.

L'option est exercée conformément à l'article 58, et s'applique à toutes les entités constitutives établies dans la juridiction à l'égard desquelles l'option est exercée, sauf si l'entité constitutive déclarante choisit d'en limiter le périmètre d'application aux actifs corporels des entités constitutives ou aux entités d'investissement.

Durant l'année fiscale au cours de laquelle l'option est révoquée, un montant égal à la différence entre la juste valeur de l'actif ou du passif et la valeur comptable de l'actif ou du passif au premier jour de l'année fiscale au cours de laquelle la révocation a lieu, déterminée en vertu de cette option, est intégrée, si la juste valeur est supérieure à la valeur comptable, ou déduite, si la valeur comptable est supérieure à la juste valeur, dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles des entités constitutives.

§ 3. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle le bénéfice ou la perte admissibles d'une entité constitutive établie dans une juridiction résultant de la cession d'actifs corporels locaux situés dans ladite juridiction par cette entité constitutive à des tiers, autres qu'un membre du groupe, au titre d'une année fiscale peuvent être ajustés de la manière indiquée au présent paragraphe. Aux fins du présent paragraphe, les actifs corporels locaux sont des biens immobiliers situés dans la même juridiction que l'entité constitutive.

La plus-value nette résultant de la cession d'actifs corporels locaux visée à l'alinéa 1^{er} au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option est exercée est déduite de toute moins-value nette d'une entité constitutive établie dans cette juridiction résultant de la cession d'actifs corporels locaux visée à l'alinéa 1^{er} au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option est exercée et pendant les quatre années fiscales précédant cette année fiscale (ci-après dénommée "période de cinq ans"). La plus-value nette qui en résulte est ensuite déduite de la moins-value nette, le cas échéant, qui a été réalisée au cours de la première année fiscale de la période de cinq ans. Tout montant résiduel de la plus-value nette est reporté en avant et déduit de toute moins-value nette réalisée au cours des années fiscales suivantes de la période de cinq ans.

Wanneer een deel van het bedrag van de kosten of lasten voor een aandelengerelateerde vergoeding is vastgelegd in de financiële rekeningen van de groepsentiteit in verslagjaren die voorafgaan aan het verslagjaar waarin de keuze wordt gemaakt, wordt een bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het totale bedrag van de kosten of lasten voor een aandelengerelateerde vergoeding dat is afgetrokken om het kwalificerende inkomen of verlies in die voorgaande verslagjaren te berekenen, en het totale bedrag van de kosten of lasten voor een aandelengerelateerde vergoeding dat zou zijn afgetrokken om het kwalificerende inkomen of verlies in die voorgaande verslagjaren te berekenen indien de keuze in die verslagjaren was gemaakt, meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van de groepsentiteit voor dat verslagjaar.

De keuze wordt gemaakt overeenkomstig artikel 58, en is consequent van toepassing op alle in dezelfde jurisdictie gevestigde groepsentiteiten voor het jaar waarin de keuze wordt gemaakt en alle daaropvolgende verslagjaren.

In het verslagjaar waarin de keuze wordt herroepen, wordt het bedrag van de niet-betaalde kosten of lasten voor een op grond van de gemaakte keuze afgetrokken aandelengerelateerde vergoeding dat hoger is dan de in de financiële verslaglegging opgebouwde last, meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van de groepsentiteit.

§ 2. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen om winsten en verliezen met betrekking tot activa en verplichtingen die in de geconsolideerde jaarrekening voor een verslagjaar op basis van reële waarde of bijzondere waardevermindering worden opgenomen, te bepalen op basis van het realisatiebeginsel om het kwalificerende inkomen of verlies te berekenen.

Winsten of verliezen die voortvloeien uit verslaglegging op basis van reële waarde of bijzondere waardevermindering van een actief of een verplichting, worden niet meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies van een groepsentiteit krachtens het eerste lid.

De boekwaarde van een actief of een verplichting met het oog op de bepaling van een winst of verlies krachtens het eerste lid is de boekwaarde op het tijdstip waarop het actief is verworven of de verplichting is aangegaan, dan wel de eerste dag van het verslagjaar waarin de keuze is gemaakt, naargelang welke datum het laatst valt.

De keuze wordt gemaakt overeenkomstig artikel 58, en is van toepassing op alle in de jurisdictie gevestigde groepsentiteiten waarvoor de keuze gemaakt wordt, tenzij de indienende groepsentiteit ervoor kiest om de keuze te beperken tot de materiële activa van de groepsentiteiten of tot beleggsentiteiten.

In het verslagjaar waarin de keuze wordt herroepen, wordt bij het berekenen van het kwalificerende inkomen of verlies van de groepsentiteiten een bedrag dat op de eerste dag van het verslagjaar waarin de herroeping op grond van de keuze is bepaald, gelijk is aan het verschil tussen de reële waarde van het actief of de verplichting en de boekwaarde van het actief of de verplichting, hetzij opgeteld, indien de reële waarde hoger is dan de boekwaarde, hetzij afgetrokken, indien de boekwaarde hoger is dan de reële waarde.

§ 3. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen om het kwalificerende inkomen of verlies van een in een jurisdictie gevestigde groepsentiteit, dat voortvloeit uit de vervreemding van in die jurisdictie gelegen lokale materiële activa door die groepsentiteit aan derden die geen lid van de groep zijn voor een verslagjaar, op de in deze paragraaf beschreven wijze aan te passen. Voor de toepassing van deze paragraaf zijn lokale materiële activa onroerende goederen die in dezelfde jurisdictie zijn gelegen als de groepsentiteit.

De nettowinst uit de vervreemding van lokale materiële activa als bedoeld in het eerste lid in het verslagjaar waarin de keuze is gemaakt, wordt verrekend met elk nettoverlies van een in die jurisdictie gevestigde groepsentiteit uit de vervreemding van lokale materiële activa als bedoeld in het eerste lid in het verslagjaar waarin de keuze is gemaakt en in de vier verslagjaren die aan dat verslagjaar voorafgaan (de "vijfjaarsperiode"). De resterende nettowinst wordt dan verrekend met het nettoverlies dat, in voorkomend geval, is ontstaan in het vroegste verslagjaar van de vijfjaarsperiode. Restbedragen van nettowinst worden overgedragen en verrekend met eventuele nettoverliezen die zijn ontstaan in daaropvolgende verslagjaren van de vijfjaarsperiode.

Tout montant résiduel de la plus-value nette qui subsiste après l'application de l'alinéa 2 est réparti uniformément sur la période de cinq ans aux fins du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles pour chaque entité constitutive établie dans cette juridiction qui a réalisé une plus-value nette sur la cession d'actifs corporels locaux visée à l'alinéa 1^{er} au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option est exercée. Le montant résiduel de la plus-value nette attribué à une entité constitutive est proportionnel à la plus-value nette de cette entité constitutive divisé par la plus-value nette de toutes les entités constitutives.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsqu'aucune entité constitutive d'une juridiction n'a réalisé de plus-value nette sur la cession d'actifs corporels locaux visée à l'alinéa 1^{er} au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option est exercée, le montant résiduel de la plus-value nette visé à l'alinéa 3 est réparti à parts égales entre chaque entité constitutive de cette juridiction et de manière uniforme sur la période de cinq ans pour le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles de chacune de ces entités constitutives.

Tout ajustement effectué en vertu du présent paragraphe au titre des années fiscales précédant l'année fiscale d'exercice de l'option fait l'objet d'un nouveau calcul conformément à l'article 24, § 1^{er}. L'option est exercée sur une base annuelle conformément à l'article 59.

§ 4. Une entité mère ultime peut choisir d'appliquer le traitement comptable consolidé qu'elle utilise pour éliminer les produits, charges, plus-values ou moins-values relatifs à des transactions entre des entités constitutives établies dans la même juridiction et appartenant au même groupe d'intégration fiscale, afin de calculer le bénéfice ou la perte admissibles nets de ces entités constitutives.

L'option visée à l'alinéa 1^{er} est exercée conformément à l'article 58.

Au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option visée à l'alinéa 1^{er} est exercée ou révoquée, les ajustements nécessaires sont réalisés afin d'éviter le double comptage ou l'omission des éléments du bénéfice ou de la perte admissibles résultant de l'exercice ou de la révocation de cette option.

Le Roi peut établir une liste non-exhaustive qui énumère des cas courants "d'ajustements nécessaires réalisés afin d'éviter le double comptage ou l'omission des éléments du bénéfice ou de la perte admissibles" visés à l'alinéa 3 en cas d'exercice ou de révocation de l'option visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle les bénéfices ou pertes admissibles relatifs au change sont traités comme des plus-values ou moins-values sur capitaux exclus, au sens de l'article 9, § 1^{er}, e, pour autant que :

a) les bénéfices ou pertes admissibles relatifs au change sont imputables aux instruments de couverture dont le risque de change a été couvert en titres de propriété détenus par l'entité constitutive pendant plus d'un an ;

b) les bénéfices ou pertes admissibles relatifs au change sont reprises dans les résultats réalisés et non-réalisés au niveau de la comptabilité consolidée ; et

c) l'instrument de couverture est considéré comme une couverture effective selon le standard adopté pour la comptabilité financière en usage dans la préparation de la comptabilité consolidée.

L'option visée à l'alinéa 1^{er} est exercée conformément à l'article 59.

§ 6. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle un abandon de créance peut être exclu pour la détermination des bénéfices ou pertes admissibles, pour autant que ledit abandon de créance :

a) soit dispensé dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité ou de faillite régie par la loi sous la supervision d'un tribunal ou d'une autre instance judiciaire de l'arrondissement judiciaire concerné ou lorsqu'un curateur indépendant est désigné ;

b) résulte d'un accord regroupant un ou plusieurs créanciers dont aucun n'est lié au débiteur et qu'il puisse raisonnablement être admis que le débiteur serait insolvable dans les 12 mois si les dettes des tiers qui ont été annulées en vertu de l'accord n'avaient pas été annulées ; ou

c) se produise en relation et dans la mesure où les dettes du débiteur envers un tiers dépassent la valeur marchande des actifs sous-jacents auxquels ces dettes se rapportent, établie avant l'abandon de créance.

Restbedragen van nettowinst die na toepassing van het tweede lid resterend, worden gelijkmatig over de vijfaarsperiode verdeeld om het kwalificerende inkomen of verlies te berekenen van elke in die jurisdictie gevestigde groepsentiteit die een nettowinst heeft behaald uit de vervreemding van lokale materiële activa als bedoeld in het eerste lid in het verslagjaar waarin de keuze is gemaakt. Het aan een groepsentiteit toegerekende restbedrag van nettowinst is evenredig aan de nettowinst van die groepsentiteit gedeeld door de nettowinst van alle groepsentiteiten.

In afwijking van het derde lid, wanneer geen enkele groepsentiteit in een jurisdictie een nettowinst heeft behaald uit de vervreemding van lokale materiële activa als bedoeld in het eerste lid in het verslagjaar waarin de keuze is gemaakt, wordt het restbedrag van nettowinst als bedoeld in het derde lid gelijkmatig aan elke groepsentiteit in die jurisdictie toegerekend en gelijkmatig over de vijfaarsperiode verdeeld om het kwalificerende inkomen of verlies van elk van die groepsentiteiten te berekenen.

Aanpassingen krachtens deze paragraaf voor de verslagjaren voortvloeiend uit het verslagjaar waarin de keuze werd gemaakt, geven aanleiding tot een herberekening overeenkomstig artikel 24, § 1. De keuze wordt jaarlijks gemaakt overeenkomstig artikel 59.

§ 4. Een uiteindelijke moederentiteit kan ervoor kiezen om via haar geconsolideerde financieel administratieve verwerking de baten, lasten, winsten en verliezen van transacties tussen groepsentiteiten die in dezelfde jurisdictie zijn gevestigd en deel uitmaken van een fiscaal geconsolideerde groep te elimineren, om het kwalificerende netto-inkomen of -verlies van die groepsentiteiten te berekenen.

De keuze bedoeld in het eerste lid wordt gemaakt overeenkomstig artikel 58.

Aan het verslagjaar waarin de keuze bedoeld in het eerste lid is gemaakt of herroepen, worden passende aanpassingen aangebracht zodat kwalificerende inkomens- of verliesbestanddelen niet meer dan één keer in aanmerking worden genomen of buiten beschouwing blijven als gevolg van die keuze of herroeping.

De Koning kan een niet-limitatieve lijst opstellen die voorkomende gevallen oplist van de "passende aanpassingen aangebracht zodat kwalificerende inkomens- of verliesbestanddelen niet meer dan één keer in aanmerking worden genomen of buiten beschouwing blijven" bedoeld in het derde lid in geval van uitoefening of herroeping van de keuze bedoeld in het eerste lid.

§ 5. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen om het kwalificerende inkomen of verlies met betrekking tot wisselkoersverschillen als uitgesloten vermogenswinsten of -verliezen in de zin van artikel 9, § 1, e, te behandelen voor zover:

a) het kwalificerende inkomen of verlies met betrekking tot wisselkoersverschillen toe te schrijven is aan afdekkingsinstrumenten die het wisselkoersrisico in eigendomsbelangen die meer dan één jaar economisch eigendom zijn van de groepsentiteit afdekken;

b) het kwalificerende inkomen of verlies met betrekking tot wisselkoersverschillen wordt opgenomen in de gerealiseerde en niet-gerealiseerde resultaten op het niveau van de geconsolideerde jaarrekening; en

c) het afdekkingsinstrument wordt beschouwd als een effectieve afdekking volgens de goedgekeurde standaard voor financiële verslaggeving die wordt gebruikt bij de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening.

De keuze bedoeld in het eerste lid wordt gemaakt overeenkomstig artikel 59.

§ 6. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen een kwijtschelding van schuld uit te sluiten voor de bepaling van het kwalificerende inkomen of verlies voor zover die kwijtschelding:

a) wordt ondernomen in het kader van een bij wet geregelde insolventie- of faillissementsprocedure onder toezicht van een rechtbank of een andere gerechtelijke instantie in het betrokken rechtsgebied of wanneer een onafhankelijke curator is aangesteld;

b) ontstaat ingevolge een akkoord waarbij een of meer schuldeisers een niet met de schuldenaar verbonden persoon is en redelijkerwijs kan worden aangenomen dat de schuldenaar binnen 12 maanden insolvent zou zijn indien de schulden van derden die in het kader van het akkoord zijn kwijtgescholden niet waren kwijtgescholden; of

c) zich voordoet met betrekking tot en in de mate dat de schulden van de schuldenaar aan een derde partij hoger zijn dan de marktwaarde van de onderliggende activa waarop die schulden betrekking hebben, vastgesteld vóór het kwijtschelden van de schuld.

L'option visée à l'alinéa 1^{er} est exercée conformément à l'article 59.

§ 7. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, c), les plus-value ou moins-value sur capitaux sont incluses dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles :

a) les bénéfices et pertes basés en fonction de la juste valeur et les dépréciations des participations lorsque le propriétaire est imposable sur la base de la juste valeur ou de la dépréciation, ainsi que lorsque le propriétaire est imposable sur la base du principe de réalisation, lorsque la charge d'impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt différé sur la base de la juste valeur ou de la réduction de valeur des participations ;

b) les bénéfices et pertes attribuables à une participation dans une entité transparente intermédiaire selon la méthode comptable de mise en équivalence ; et

c) les bénéfices et les pertes résultant de la cession de participations qui sont inclus dans le bénéfice imposable national du propriétaire, à l'exclusion des gains compensés par une déduction correspondante de la base d'imposition.

L'option visée à l'alinéa 1^{er} est exercée conformément à l'article 58.

Par dérogation à l'article 58, le choix ne peut être révoqué à l'égard d'une participation si une perte relative à cette participation a été prise en compte dans la détermination du bénéfice ou de la perte admissible au cours de la période où le choix effectué à l'alinéa 1^{er} s'appliquait.

CHAPITRE 4. — Calcul du montant ajusté des impôts concernés

Art. 14. § 1^{er}. Les impôts concernés d'une entité constitutive comprennent :

a) les impôts enregistrés dans les états financiers d'une entité constitutive et qui se rapportent à son chiffre d'affaires ou à ses bénéfices ou à sa part du chiffre d'affaires ou des bénéfices d'une entité constitutive dans laquelle elle détient une participation ;

b) les impôts sur les bénéfices distribués, sur les bénéfices réputés avoir été distribués et sur les dépenses non liées à l'exploitation imposés selon un régime éligible d'imposition des distributions ;

c) les impôts perçus en lieu et place de l'impôt sur les bénéfices des sociétés généralement applicable ; et

d) les impôts prélevés sur les bénéfices non distribués et les fonds propres, y compris les impôts fondés sur divers éléments sur base du chiffre d'affaires et des fonds propres.

§ 2. Les impôts concernés d'une entité constitutive n'englobent pas :

a) l'impôt complémentaire dû par une entité mère au titre d'une RIR qualifiée ;

b) l'impôt complémentaire dû par une entité constitutive au titre d'un impôt national complémentaire qualifié ;

c) les impôts relatifs à un ajustement effectué par une entité constitutive en application d'une RBII qualifiée ;

d) l'impôt imputé remboursable non qualifié ; et

e) les impôts acquittés par une société d'assurance au titre du chiffre d'affaires attribué aux assurés.

§ 3. Les impôts concernés au titre d'une plus-value ou moins-value nette résultant de la cession d'actifs corporels locaux visés à l'article 13, § 3, alinéa 1^{er}, au cours de l'année fiscale durant laquelle l'option visée audit alinéa est exercée, sont exclus du calcul du montant des impôts concernés.

Art. 15. § 1^{er}. Le montant ajusté des impôts concernés d'une entité constitutive au titre d'une année fiscale est déterminé en ajustant la somme de la charge d'impôt exigible, comptabilisée dans le résultat net comptable au titre des impôts concernés pour l'année fiscale, compte tenu :

a) du montant net des ajouts et des réductions se rapportant aux impôts concernés au titre de l'année fiscale, déterminé conformément aux paragraphes 2 et 3 ;

b) du montant total de l'ajustement pour impôt différé, déterminé conformément à l'article 17 ; et

De keuze bedoeld in het eerste lid wordt gemaakt overeenkomstig artikel 59.

§ 7. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen om in afwijking van artikel 9, § 1, c, met betrekking tot vermogenswinsten of verliezen op te nemen bij de bepaling van het kwalificerende inkomen of verlies:

a) winsten en verliezen op basis van de reële waarde en waardeverminderingen op het eigendomsbelang wanneer de eigenaar belastbaar is op basis van de reële waarde of op de waardevermindering, alsook wanneer de eigenaar belastbaar is op basis van het realisatiebeginsel waarbij de lasten uit hoofde van winstbelastingen uitgestelde belastinglast omvat die gebaseerd is op basis van de reële waarde of op de waardevermindering op het eigendomsbelang;

b) winsten en verliezen toe te rekenen aan een eigendomsbelang in een doorstroomentiteit dat is opgenomen volgens de vermogensmutatiemethode; en

c) winsten en verliezen die volgen uit de vervreemding van eigendomsbelangen en die worden opgenomen in het binnenlandse belastbare inkomen van de eigenaar met uitsluiting van winsten die worden gecompenseerd door een overeenkomstige aftrek van de belastbare basis.

De keuze bedoeld in het eerste lid wordt gemaakt overeenkomstig artikel 58.

In afwijking van artikel 58 kan de keuze niet worden herroepen met betrekking tot een eigendomsbelang indien een verlies met betrekking tot dat eigendomsbelang in aanmerking is genomen bij de bepaling van het kwalificerende inkomen – of verlies tijdens de periode waarin de in het eerste lid gemaakte keuze van toepassing was.

HOOFDSTUK 4. — Berekening van de aangepaste betrokken belastingen

Art. 14. § 1. De betrokken belastingen van een groepsentiteit omvatten:

a) belastingen die in de financiële rekeningen van een groepsentiteit zijn geregistreerd ter zake van door haar gegenereerde opbrengsten of winsten, of haar aandeel in de opbrengsten of winsten van een groepsentiteit waarin zij een eigendomsbelang houdt;

b) belastingen op uitgekeerde winsten, met winst gelijkgestelde uitkeringen en niet-zakelijke lasten die in een in aanmerking komend uitkeringsbelastingstelsel worden geheven;

c) belastingen die worden geheven in plaats van een algemeen toepasselijke vennootschapsbelasting; en

d) belastingen die worden geheven op basis van ingehouden winsten en eigen vermogen, inclusief belastingen op diverse bestanddelen op basis van opbrengsten en eigen vermogen.

§ 2. De betrokken belastingen van een groepsentiteit omvatten niet:

a) de door een moederentiteit opgebouwde bijheffing uit hoofde van een gekwalificeerde IIR;

b) de door een groepsentiteit opgebouwde bijheffing uit hoofde van een gekwalificeerde binnenlandse bijheffing;

c) belastingen die zijn toe te rekenen aan een door een groepsentiteit verrichte aanpassing naar aanleiding van de toepassing van een gekwalificeerde UTPR;

d) niet-gekwalificeerde terugbetaalbare imputatiebelasting; en

e) door een verzekeringsonderneming betaalde belastingen ter zake van opbrengsten voor polishouders.

§ 3. Betrokken belastingen ter zake van nettowinsten of -verliezen die voortvloeien uit de vervreemding van lokale materiële activa als bedoeld in artikel 13, § 3, eerste lid, in het verslagjaar waarin de in dat lid bedoelde keuze is gemaakt, worden niet meegenomen in de berekening van de betrokken belastingen.

Art. 15. § 1. De aangepaste betrokken belastingen van een groepsentiteit voor een verslagjaar worden bepaald door de som van de belastinglasten van het lopende jaar die in haar netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging ter zake van betrokken belastingen voor het verslagjaar zijn opgebouwd, aan te passen voor:

a) het nettobedrag van vermeerderingen en verminderingen van betrokken belastingen voor het verslagjaar zoals bepaald in paragrafen 2 en 3;

b) het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen zoals bepaald in artikel 17; en

c) de toute majoration ou minoration des impôts concernés, enregistrée dans les fonds propres ou dans tous les autres éléments du résultat global, qui se rapporte à des montants pris en compte dans le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles et qui seront soumis à l'impôt en vertu de règles fiscales locales.

§ 2. Les ajouts aux impôts concernés d'une entité constitutive au titre de l'année fiscale comprennent :

a) tout montant d'impôts concernés comptabilisé comme une dépense aux fins du calcul du bénéfice avant impôt dans les états financiers ;

b) tout montant d'impôt différé actif au titre d'une perte admissible utilisé conformément à l'article 18, § 2 ;

c) tout montant d'impôts concernés acquittés au cours de l'année fiscale, se rapportant à une situation fiscale incertaine, précédemment exclu en application du paragraphe 3, d) ; et

d) tout montant de crédit ou de remboursement correspondant à un crédit d'impôt remboursable qualifié comptabilisé comme une réduction de la charge d'impôt exigible.

§ 3. Les réductions d'impôts concernés d'une entité constitutive au titre de l'année fiscale englobent :

a) le montant de la charge d'impôt exigible se rapportant au bénéfice exclu du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles nets en vertu du chapitre 3 ;

b) tout montant de crédit ou de remboursement correspondant à un crédit d'impôt remboursable non qualifié qui n'a pas été comptabilisé comme une réduction de la charge d'impôt exigible de l'année en cours ;

c) tout montant d'impôts concernés ayant fait l'objet d'un remboursement ou d'un crédit, à l'exception de tout crédit d'impôt remboursable qualifié, au bénéfice d'une entité constitutive et qui n'a pas été considéré comme un ajustement de la charge d'impôt exigible de l'année en cours dans les états financiers ;

d) le montant de la charge d'impôt exigible se rapportant à une situation fiscale incertaine ; et

e) tout montant correspondant à une charge d'impôt exigible qui n'a pas vocation à être acquittée dans les trois ans suivant la fin de l'année fiscale.

§ 4. Aux fins du calcul du montant ajusté des impôts concernés, lorsqu'un montant d'impôts concernés est décrit dans plusieurs dispositions des paragraphes 1^{er}, 2 et 3, il n'est pris en compte qu'une seule fois.

§ 5. Lorsque, au cours d'une année fiscale, aucun bénéfice admissible net n'est enregistré dans une juridiction et que le montant ajusté d'impôts concernés pour cette juridiction est négatif et inférieur à un montant égal à la perte admissible nette multipliée par le taux minimum d'imposition (ci-après dénommé "montant ajusté d'impôts concernés escompté"), le montant égal à la différence entre le montant ajusté d'impôts concernés et le montant ajusté d'impôts concernés escompté est considéré comme un impôt complémentaire additionnel au titre de cette année fiscale. Le montant de l'impôt complémentaire additionnel est réparti entre chaque entité constitutive dans la juridiction conformément à l'article 24, § 3.

§ 6. Par dérogation au paragraphe 5, le montant qui est égal à la différence entre le montant ajusté d'impôts concernés et le montant ajusté d'impôts concernés escompté, est considéré comme report de charges d'excès d'impôts négatifs selon les dispositions de l'article 16.

Art. 16. § 1^{er}. Lorsque le taux effectif d'imposition visé à l'article 22, § 2, est en application de l'article 15, § 5, supérieur au taux minimum d'imposition pour une année fiscale, la différence entre le montant ajusté d'impôts concernés et le montant ajusté d'impôts concernés escompté, dans la mesure où celle-ci excède le taux minimum d'imposition, est considéré comme report d'excès d'impôts négatifs.

§ 2. En outre, l'entité constitutive déclarante peut choisir, lorsque pour une année fiscale il n'existe aucun bénéfice net admissible dans une juridiction, que le montant égal à la différence entre le montant des impôts concernés ajustés et le montant des impôts concernés ajustés escomptés soit considéré comme report d'excès d'impôts négatifs.

§ 3. Le montant qui est considéré comme excès d'impôts négatifs n'entre pas en ligne compte pour la détermination du montant des impôts concernés ajustés de l'année fiscale endéans laquelle l'excès d'impôts négatifs est constitué.

c) verhogingen of verlagingen van betrokken belastingen die zijn geregistreerd in het eigen vermogen of de gerealiseerde en niet-gerealiseerde resultaten met betrekking tot bedragen die zijn meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies dat aan belasting uit hoofde van lokale belastingregels onderworpen zal zijn.

§ 2. De vermeerderingen van de betrokken belastingen van een groepsentiteit voor het verslagjaar omvatten:

a) elk bedrag van betrokken belastingen dat in de financiële rekeningen is opgebouwd als een last in de winst vóór belastingen;

b) elk bedrag van uitgestelde belastingvorderingen voor een kwalificerend verlies dat is gebruikt op grond van artikel 18, § 2;

c) elk bedrag van betrokken belastingen met betrekking tot een onzekere belastingssituatie dat voordien krachtens paragraaf 3, d), was uitgesloten en dat in het verslagjaar is betaald; en

d) elk bedrag van het tegoed of de terugbetaling ter zake van een gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed dat als een vermindering op de belastinglasten van het lopende jaar was opgebouwd.

§ 3. De verminderingen van de betrokken belastingen van een groepsentiteit voor het verslagjaar omvatten:

a) het bedrag van belastinglasten van het lopende jaar ter zake van baten die niet zijn meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies krachtens hoofdstuk 3;

b) elk bedrag van het tegoed of de terugbetaling ter zake van een niet-gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed dat niet was geregistreerd als een vermindering op de belastinglasten van het lopende jaar;

c) elk bedrag van aan een groepsentiteit terugbetaalde of verrekenende betrokken belastingen dat in de financiële rekeningen niet als een aanpassing van belastinglasten van het lopende jaar was aangemerkt, tenzij het betrekking heeft op een gekwalificeerd terugbetaalbaar belastingtegoed;

d) het bedrag van belastinglasten van het lopende jaar ter zake van een onzekere belastingssituatie; en

e) elk bedrag van belastinglasten van het lopende jaar dat naar verwachting niet binnen drie jaar na afloop van het verslagjaar zal worden betaald.

§ 4. Voor de berekening van de aangepaste betrokken belastingen wordt een bedrag van een betrokken belasting, wanneer dat in meer dan één bepaling in de paragrafen 1, 2 en 3 wordt omschreven, slechts eenmaal in aanmerking genomen.

§ 5. Wanneer er voor een verslagjaar geen netto kwalificerend inkomen bestaat in een jurisdictie en het bedrag van de aangepaste betrokken belastingen voor die jurisdictie negatief is en lager dan een bedrag dat gelijk is aan het netto kwalificerende verlies vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief (de "verwachte aangepaste betrokken belastingen"), wordt het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het bedrag van de aangepaste betrokken belastingen en het bedrag van de verwachte aangepaste betrokken belastingen, als aanvullende bijheffing voor dat verslagjaar aangemerkt. Het bedrag van de aanvullende bijheffing wordt aan elke groepsentiteit in de jurisdictie toegerekend overeenkomstig artikel 24, § 3.

§ 6. In afwijking van paragraaf 5 wordt het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het bedrag van de aangepaste betrokken belastingen en het bedrag van de verwachte aangepaste betrokken belastingen, als overdracht van overtollige negatieve belastinglasten aangemerkt volgens de bepalingen van artikel 16.

Art. 16. § 1. Wanneer het in artikel 22, § 2, bedoelde bijheffingspercentage bij toepassing van artikel 15, § 5, groter zou zijn dan het minimumbelastingtarief voor een verslagjaar, wordt het verschil tussen het bedrag van de aangepaste betrokken belastingen en het bedrag van de verwachte aangepaste betrokken belastingen in de mate dat dit het minimumbelastingtarief overstijgt, aangemerkt als overdracht van overtollige negatieve belastinglasten.

§ 2. Bovendien kan bij de keuze van de indienende groepsentiteit, wanneer er voor een verslagjaar geen netto kwalificerend inkomen bestaat in een jurisdictie, het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het bedrag van de aangepaste betrokken belastingen en het bedrag van de verwachte aangepaste betrokken belastingen, als overdracht van overtollige negatieve belastinglasten worden aangemerkt.

§ 3. Het bedrag dat als overtollige negatieve belastinglasten wordt aangemerkt, wordt niet aangemerkt voor de bepaling van het bedrag van de aangepaste betrokken belastingen van het verslagjaar waarin de overtollige negatieve belastinglasten worden opgebouwd.

§ 4. Le montant d'excès d'impôts négatifs entre en ligne de compte en diminution des impôts concernés ajustés dans le cas et dans la mesure où :

a) le taux effectif d'imposition visé à l'article 22, § 2, après application de l'article 15, § 5, est inférieur au taux minimum d'imposition ; et

b) il existe pour cette année fiscale un bénéfice admissible.

§ 5. Le montant d'excès d'impôts négatifs qui existe par application des paragraphes 1^{er} et 2 est, pour cette entité constitutive déclarante, reporté à une année fiscale suivante jusqu'à ce qu'il soit ramené à zéro.

Art. 17. § 1^{er}. Aux fins de la présente loi, on entend par :

a) "charge d'impôt non reconnue" :

i) toute variation de la charge d'impôt différé dans les états financiers d'une entité constitutive se rapportant à une situation fiscale incertaine ; et

ii) toute variation de la charge d'impôt différé dans les états financiers d'une entité constitutive se rapportant à des distributions de bénéfices par une entité constitutive ;

b) "charge d'impôt non exigée" : toute majoration d'un impôt différé passif, enregistrée dans les états financiers d'une entité constitutive au titre d'une année fiscale, qui n'a pas vocation à être acquittée pendant la période indiquée au paragraphe 7 et que l'entité constitutive déclarante a choisi, sur une base annuelle, conformément à l'article 59, de ne pas prendre en compte dans le calcul du montant total de l'ajustement pour impôt différé au titre de cette année fiscale.

§ 2. Lorsque le taux d'imposition appliqué aux fins du calcul de la charge d'impôt différé est égal ou inférieur au taux minimum d'imposition, le montant total de l'ajustement pour impôt différé à ajouter au montant ajusté des impôts concernés d'une entité constitutive au titre d'une année fiscale en application de l'article 15, § 1^{er}, b), correspond à la charge d'impôt différé, telle que comptabilisée dans ses états financiers au titre des impôts concernés, après application des ajustements prévus aux paragraphes 3 à 6.

Lorsque le taux d'imposition appliqué aux fins du calcul de la charge d'impôt différé est supérieur au taux minimum d'imposition, le montant total de l'ajustement pour impôt différé à ajouter au montant ajusté des impôts concernés d'une entité constitutive au titre d'une année fiscale en application de l'article 15, § 1^{er}, b), correspond à la charge d'impôt différé, telle que comptabilisée dans ses états financiers au titre des impôts concernés recalculés au taux minimum d'imposition, après application des ajustements prévus aux paragraphes 3 à 6.

§ 3. Le montant total de l'ajustement pour impôt différé est majoré de :

a) tout montant de la charge d'impôt non reconnue ou de la charge non exigée, acquittée pendant l'année fiscale ; et

b) tout montant de l'impôt différé passif régularisé, déterminé pendant une année fiscale antérieure et qui a été acquitté pendant l'année fiscale.

§ 4. Lorsque, pour une année fiscale, un impôt différé actif au titre d'un déficit n'est pas comptabilisé dans les états financiers parce que les critères nécessaires à sa comptabilisation n'étaient pas remplis, le montant total de l'ajustement pour impôt différé est minoré du montant qui constituerait une réduction du montant total de l'ajustement pour impôt différé si un impôt différé actif au titre d'une perte pour l'année fiscale était comptabilisé.

§ 5. Le montant total de l'ajustement pour impôt différé ne comprend pas :

a) le montant de la charge d'impôt différé portant sur des éléments exclus du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles en vertu du chapitre 3 ;

b) le montant de la charge d'impôt différé se rapportant à une charge d'impôt non reconnue et à une charge d'impôt non exigée ;

c) l'incidence d'un ajustement de valeur ou de reconnaissance comptable sur un impôt différé actif ;

d) le montant de la charge d'impôt différé comptabilisée lors d'une réévaluation causée par la variation du taux d'imposition applicable en droit interne ; et

e) le montant de la charge d'impôt différé portant sur la création et l'utilisation de crédits d'impôt.

§ 4. Het bedrag van overtollige negatieve belastinglasten wordt aangemerkt als vermindering van de aangepaste betrokken belastingen in het geval en in de mate dat:

a) het in artikel 22, § 2, bedoelde bijheffingspercentage na toepassing van artikel 15, § 5, kleiner is dan het minimumbelastingtarief; en

b) er voor dat verslagjaar netto kwalificerend inkomen bestaat.

§ 5. Het bedrag van overtollige negatieve belastinglasten dat ontstaan is door toepassing van paragrafen 1 en 2, wordt voor die indienende groepsentiteit overgedragen naar een volgend verslagjaar tot het tot nul is gereduceerd.

Art. 17. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

a) "niet-toegestane belastingopbouw":

i) elke mutatie in de uitgestelde belastinglast die is opgebouwd in de financiële rekeningen van een groepsentiteit ter zake van een onzekere belasting situatie; en

ii) elke mutatie in de uitgestelde belastinglast die is opgebouwd in de financiële rekeningen van een groepsentiteit ter zake van uitkeringen van een groepsentiteit;

b) "niet-gebruikte belastingopbouw": elke toename in een uitgestelde belastingverplichting die in de financiële rekeningen van een groepsentiteit voor een verslagjaar is geregistreerd en naar verwachting niet zal worden betaald binnen de in paragraaf 7 bepaalde termijn, en waarvoor de indienende groepsentiteit er, overeenkomstig artikel 59, jaarlijks voor kiest om die niet in het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen voor dat verslagjaar op te nemen.

§ 2. Wanneer het voor de berekening van de uitgestelde belastinglast toegepaste belastingtarief gelijk is aan of lager is dan het minimumbelastingtarief, is het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen waarmee de aangepaste betrokken belastingen van een groepsentiteit voor een verslagjaar moet worden vermeerderd op grond van artikel 15, § 1, b), de uitgestelde belastinglast die in haar financiële rekeningen is opgebouwd ter zake van betrokken belastingen, met inachtneming van de aanpassingen uit hoofde van de paragrafen 3 tot 6.

Wanneer het voor de berekening van de uitgestelde belastinglast toegepaste belastingtarief hoger is dan het minimumbelastingtarief, is het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen waarmee de aangepaste betrokken belastingen van een groepsentiteit voor een verslagjaar moet worden vermeerderd op grond van artikel 15, § 1, b), de uitgestelde belastinglast die in haar financiële rekeningen is opgebouwd ter zake van betrokken belastingen, herberekend tegen het minimumbelastingtarief, met inachtneming van de aanpassingen uit hoofde van de paragrafen 3 tot 6.

§ 3. Het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen wordt verhoogd met:

a) elk in de loop van het verslagjaar betaald bedrag aan niet-toegestane belastingopbouw of niet-gebruikte belastingopbouw; en

b) elk in de loop van het verslagjaar betaald bedrag aan teruggenomen uitgestelde belastingverplichtingen die in een voorgaand verslagjaar zijn vastgesteld.

§ 4. Wanneer voor een verslagjaar een uitgestelde belastingvordering voor een verlies niet in de financiële rekeningen is opgenomen omdat niet aan de opnamecriteria is voldaan, wordt het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen verminderd met het bedrag dat het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen zou hebben verlaagd als er een uitgestelde belastingvordering voor een verlies voor het verslagjaar was opgebouwd.

§ 5. Het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen omvat niet:

a) het bedrag van uitgestelde belastinglasten ter zake van bestanddelen die niet zijn meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen of verlies krachtens hoofdstuk 3;

b) het bedrag van uitgestelde belastinglasten ter zake van niet-toegestane belastingopbouw en niet-gebruikte belastingopbouw;

c) het effect van een waarderingsaanpassing of een aanpassing van de financiële administratieve verwerking ter zake van een uitgestelde belastingvordering;

d) het bedrag van uitgestelde belastinglasten die voortvloeien uit een herwaardering ter zake van een wijziging in het toepasselijke binnenlandse belastingtarief, en

e) het bedrag van uitgestelde belastinglasten ter zake van het ontstaan en het gebruik van belastinggoeden.

§ 6. Lorsqu'un impôt différé actif, imputable à une perte admissible d'une entité constitutive, a été enregistré au titre d'une année fiscale à un taux inférieur au taux minimum d'imposition, il peut être recalculé au taux minimum pendant la même année fiscale, pour autant que le contribuable puisse démontrer que l'impôt différé actif est attribuable à une perte admissible.

Lorsqu'un impôt différé actif est majoré en application de l'alinéa 1^{er}, le montant total de l'ajustement pour impôt différé est réduit en conséquence.

§ 7. Une charge d'impôt différé qui n'est pas annulée et dont le montant n'est pas payé au cours des cinq années fiscales ultérieures est régularisée dans la mesure où elle a été prise en compte dans le montant total de l'ajustement pour impôt différé d'une entité constitutive.

Le montant de l'impôt différé passif régularisé, déterminé au titre de l'année fiscale en cours, est réputé minorer les impôts concernés au cours de la cinquième année fiscale précédant l'année fiscale en cours, et le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire au titre de ladite année fiscale sont recalculés conformément à l'article 24, § 1^{er}. L'impôt différé passif régularisé pour l'année fiscale en cours est le montant de l'augmentation constatée dans la rubrique des charges d'impôt différé qui a été intégré dans le montant total de l'ajustement pour impôt différé au cours de la cinquième année fiscale précédant l'année fiscale en cours et qui n'a pas été annulé à la fin du dernier jour de l'année fiscale en cours.

§ 8. Par dérogation au paragraphe 7, lorsqu'un impôt différé passif constitue une charge d'impôt non soumise à régularisation, il n'est pas régularisé, même s'il n'est pas annulé ou acquitté au cours des cinq années ultérieures. Une charge d'impôt non soumise à régularisation désigne le montant de charge d'impôts constatée, attribuable aux variations des impôts différés passifs liés, se rapportant aux éléments suivants :

- a) les dotations aux amortissements des actifs corporels ;
- b) le coût d'une licence ou d'un dispositif de même nature concédés par un pouvoir public en contrepartie de l'utilisation de biens immobiliers ou de l'exploitation de ressources naturelles entraînant des investissements importants dans des actifs corporels ;
- c) les dépenses de recherche et développement ;
- d) les dépenses de mise hors service et de réparation ;
- e) la comptabilisation à la juste valeur de plus-values nettes non réalisées ;
- f) les gains nets de change ;
- g) les provisions techniques des sociétés d'assurance et les coûts différés de souscription de polices d'assurance ;
- h) les plus-values réalisées sur la vente de biens corporels situés dans la même juridiction que l'entité constitutive qui sont réinvesties dans des biens corporels situés dans ladite juridiction ; et
- i) les montants additionnels dus en raison de modifications des principes comptables applicables aux éléments énumérés dans les dispositions du a) à h).

Art. 18. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 17, une entité constitutive déclarante peut exercer l'option liée au déficit admissible pour une juridiction en vertu de laquelle un impôt différé actif au titre d'un déficit admissible est établi au titre de chaque année fiscale pendant laquelle une perte admissible nette est constatée dans ladite juridiction. À cette fin, l'impôt différé actif au titre d'un déficit admissible correspond à la perte admissible nette au titre d'une année fiscale pour la juridiction multipliée par le taux minimum d'imposition.

L'option liée au déficit admissible ne peut pas être exercée pour une juridiction dotée d'un régime éligible d'imposition des distributions au titre de l'article 43.

§ 2. L'impôt différé actif au titre d'un déficit admissible déterminé conformément au paragraphe 1^{er} est utilisé au cours de toute année fiscale ultérieure pendant laquelle un bénéfice admissible net est constaté pour la juridiction à concurrence du plus faible des deux montants suivants : le bénéfice admissible net multiplié par le taux minimum d'imposition ou le montant de l'impôt différé actif au titre d'un déficit admissible disponible.

§ 3. L'impôt différé actif au titre d'un déficit admissible déterminé conformément au paragraphe 1^{er} est minoré du montant utilisé pendant l'année fiscale et le solde est reporté sur les années fiscales suivantes.

§ 6. Wanneer een uitgestelde belastingvordering die is toe te rekenen aan een kwalificerend verlies van een groepsentiteit, voor een verslagjaar is geregistreerd tegen een lager tarief dan het minimumbelastingtarief, kan zij worden herberekend tegen het minimumbelastingtarief in hetzelfde verslagjaar, op voorwaarde dat de belastingplichtige kan aantonen dat de uitgestelde belastingvordering aan een kwalificerend verlies valt toe te rekenen.

Wanneer een uitgestelde belastingvordering op grond van het eerste lid wordt verhoogd, wordt het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen dienovereenkomstig verlaagd.

§ 7. Een uitgestelde belastingverplichting die niet is teruggedraaid en waarvan het bedrag niet is betaald binnen de vijf daaropvolgende verslagjaren, wordt teruggenomen voor zover zij in aanmerking was genomen in het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen van een groepsentiteit.

Het bedrag van de teruggenomen uitgestelde belastingverplichtingen dat voor het lopende verslagjaar is bepaald, wordt aangemerkt als een vermindering van de betrokken belastingen in het vijfde verslagjaar vóór het lopende verslagjaar, en het effectieve belastingtarief en de bijheffing van dat verslagjaar worden herberekend overeenkomstig artikel 24, § 1. De teruggenomen uitgestelde belastingverplichting voor het lopende verslagjaar is het bedrag van de stijging in de categorie uitgestelde belastingverplichtingen, dat was opgenomen in het totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen in het vijfde verslagjaar vóór het lopende verslagjaar en dat niet is teruggedraaid uiterlijk op de laatste dag van het lopende verslagjaar.

§ 8. Wanneer voor een opgebouwde uitgestelde belastingverplichting een uitzondering op terugname bestaat, wordt die verplichting in afwijking van paragraaf 7 niet teruggenomen, zelfs wanneer zij niet wordt teruggedraaid of betaald binnen de vijf daaropvolgende jaren. Een belastingopbouw waarvoor een uitzondering op terugname bestaat, is het bedrag van opgebouwde belastinglasten dat toerekenbaar is aan wijzigingen in de daarmee samenhangende uitgestelde belastingverplichtingen, ter zake van de volgende bestanddelen:

- a) kostenaftrekken met betrekking tot materiële activa;
- b) kosten van een licentie- of soortgelijke overeenkomst van een overheid voor het gebruik van onroerend goed of de exploitatie van natuurlijke hulpbronnen waar een aanzienlijke investering in materiële activa mee gemoeid is;
- c) onderzoeks- en ontwikkelingslasten;
- d) ontmantelings- en saneringslasten;
- e) waarderingen tegen reële waarde van niet-gerealiseerde nettowinsten;
- f) nettowinsten uit wisselkoersverschillen;
- g) verzekeringsreserves en geactiveerde acquisitiekosten voor verzekeringscontracten;
- h) winsten uit de verkoop van materiële goederen die in dezelfde jurisdictie als de groepsentiteit zijn gevestigd, en die worden geherinvesteerd in materiële goederen in dezelfde jurisdictie; en
- i) extra opgebouwde bedragen die voortvloeien uit wijzigingen in de verslagleggingsbeginselen met betrekking tot de in de bepalingen onder a) tot h) vermelde bestanddelen.

Art. 18. § 1. In afwijking van artikel 17 kan een indienende groepsentiteit een keuze met betrekking tot kwalificerend verlies voor een jurisdictie maken, in overeenstemming waarmee er een uitgestelde belastingvordering voor een kwalificerend verlies wordt bepaald voor elk verslagjaar waarin er sprake is van een netto kwalificerend verlies in die jurisdictie. Daartoe is de uitgestelde belastingvordering voor een kwalificerend verlies gelijk aan het netto kwalificerend verlies voor een verslagjaar voor de jurisdictie, vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief.

Er wordt geen keuze met betrekking tot kwalificerend verlies gemaakt voor een jurisdictie met een in aanmerking komend uitkeringsbelastingstelsel uit hoofde van artikel 43.

§ 2. De op grond van paragraaf 1 bepaalde uitgestelde belastingvordering voor een kwalificerend verlies wordt gebruikt in een daaropvolgend verslagjaar waarin er sprake is van een netto kwalificerend inkomen voor de jurisdictie ten belope van een bedrag dat gelijk is aan het netto kwalificerend inkomen vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief of, indien dat lager is, het beschikbare bedrag van de uitgestelde belastingvordering voor een kwalificerend verlies.

§ 3. De op grond van paragraaf 1 bepaalde uitgestelde belastingvordering voor een kwalificerend verlies wordt verminderd met het bedrag dat voor een verslagjaar wordt gebruikt en het saldo wordt overgedragen naar de daaropvolgende verslagjaren.

§ 4. Lorsqu'une option liée à un déficit admissible est révoquée, tout impôt différé actif au titre d'un déficit admissible subsistant déterminé conformément au paragraphe 1^{er} est ramené à zéro, à partir du premier jour de la première année fiscale pendant laquelle l'option liée à un déficit admissible cesse d'être applicable.

§ 5. Le choix de l'option liée à un déficit admissible est indiqué dans la première déclaration relative à l'impôt complémentaire visée à l'article 50 ou 53 du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure sur laquelle figure la juridiction pour laquelle cette option est exercée.

§ 6. Lorsqu'une entité transparente intermédiaire qui est l'entité mère ultime d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure exerce une option liée au déficit admissible en vertu du présent article, l'impôt différé actif au titre d'un déficit admissible est calculé par référence à la perte admissible de l'entité transparente intermédiaire après la réduction opérée conformément à l'article 41, § 3.

Art. 19. § 1^{er}. Un établissement stable se voit affecter le montant des impôts concernés qui est inscrit dans les états financiers d'une entité constitutive et se rapporte au bénéfice ou à la perte admissibles dudit établissement stable.

§ 2. Une entité propriétaire de titres d'une entité constitutive se voit affecter le montant des impôts concernés qui est inscrit dans les états financiers d'une entité fiscalement transparente et se rapporte au bénéfice ou à la perte admissibles affectés à cette entité propriétaire de titres d'une entité constitutive conformément à l'article 12, § 4.

§ 3. Une entité constitutive se voit affecter le montant des impôts concernés qui est inscrit dans les états financiers des entités propriétaires, directement ou indirectement, de titres de l'entité constitutive qui sont assujetties à un régime fiscal des sociétés étrangères contrôlées, sur leur part des bénéfices de la société étrangère contrôlée.

§ 4. Une entité constitutive qui est une entité hybride se voit affecter le montant des impôts concernés qui est inscrit dans les états financiers de l'entité propriétaire de titres de l'entité constitutive qui se rapportent au bénéfice admissible de l'entité hybride.

On entend par "entité hybride" une entité considérée comme une personne distincte aux fins de l'impôt sur les revenus dans la juridiction où elle est établie, mais comme fiscalement transparente dans la juridiction où est situé son propriétaire.

§ 5. Une entité constitutive qui a effectué une distribution au cours de l'année fiscale se voit affecter le montant des impôts concernés comptabilisé dans les états financiers des entités qui détiennent directement des titres de l'entité constitutive sur ladite distribution.

§ 6. Une entité constitutive, qui s'est vu affecter des impôts concernés conformément aux paragraphes 3 et 4 et se rapportant à des revenus passifs, prend en compte ces impôts concernés dans le montant ajusté des impôts concernés à concurrence d'un montant égal à celui des impôts concernés affectés au titre de ces revenus passifs.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entité constitutive visée à l'alinéa 1^{er} prend en compte, dans son montant ajusté des impôts concernés, le montant du produit du pourcentage de l'impôt complémentaire pour la juridiction par le montant des revenus passifs de l'entité constitutive inclus en vertu d'un régime fiscal des sociétés étrangères contrôlées ou de règles sur la transparence fiscale lorsque le résultat est inférieur au montant déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}. Aux fins du présent alinéa, le pourcentage de l'impôt complémentaire pour la juridiction est déterminé indépendamment des impôts concernés dus au titre de ces revenus passifs par l'entité détentrice de titres de l'entité constitutive.

Les impôts concernés de l'entité propriétaire de titres de l'entité constitutive dus au titre de ces revenus passifs qui subsistent après l'application du présent paragraphe ne sont pas affectés conformément aux paragraphes 3 et 4.

Aux fins du présent paragraphe, on entend par "revenus passifs" les éléments suivants de revenu inclus dans le bénéfice admissible, dans la mesure où une entité propriétaire de titres de l'entité constitutive a été imposée au titre d'un régime fiscal des sociétés étrangères contrôlées ou dans le cadre de la détention d'une participation dans une entité hybride :

- a) dividende ou équivalents ;
- b) intérêts ou équivalents ;
- c) loyers ;
- d) redevances ;
- e) annuité ; ou

§ 4. Wanneer een keuze met betrekking tot kwalificerend verlies wordt herroepen, worden de resterende op grond van paragraaf 1 bepaalde uitgestelde belastingvorderingen voor kwalificerend verlies tot nul verlaagd vanaf de eerste dag van het eerste verslagjaar waarin de keuze met betrekking tot kwalificerend verlies niet langer van toepassing is.

§ 5. De keuze met betrekking tot kwalificerend verlies wordt gemaakt bij de indiening van de in artikel 50 of 53 bedoelde eerste aangifte betreffende de bijheffing van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, waarbij wordt vermeld voor welke jurisdictie de keuze geldt.

§ 6. Wanneer een doorstroomentiteit die de uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep is, krachtens dit artikel een keuze met betrekking tot kwalificerend verlies maakt, wordt de uitgestelde belastingvordering voor een kwalificerend verlies berekend op basis van het kwalificerende verlies van de doorstroomentiteit nadat dat is verlaagd op grond van artikel 41, § 3.

Art. 19. § 1. Aan een vaste inrichting wordt het bedrag van de betrokken belastingen toegerekend dat is opgenomen in de financiële rekeningen van een groepsentiteit en dat betrekking heeft op het kwalificerend inkomen of verlies van die vaste inrichting.

§ 2. Aan een groepsentiteit-eigenaar wordt het bedrag van de betrokken belastingen toegerekend dat is opgenomen in de financiële rekeningen van een fiscaal transparante entiteit en dat betrekking heeft op het kwalificerend inkomen of verlies van die groepsentiteit-eigenaar overeenkomstig artikel 12, § 4.

§ 3. Aan een groepsentiteit wordt het bedrag van de betrokken belastingen toegerekend dat is opgenomen in de financiële rekeningen van haar directe of indirecte groepsentiteit-eigenaren in het kader van een fiscaal regime inzake gecontroleerde buitenlandse vennootschappen, volgens hun aandeel in het inkomen van de gecontroleerde buitenlandse vennootschap.

§ 4. Aan een groepsentiteit die een hybride entiteit is, wordt het bedrag van de betrokken belastingen toegerekend dat is opgenomen in de financiële rekeningen van haar groepsentiteit-eigenaar en die betrekking hebben op kwalificerend inkomen van de hybride entiteit.

Onder "hybride entiteit" wordt verstaan een entiteit die voor de inkomstenbelasting als afzonderlijke persoon wordt aangemerkt in de jurisdictie waar zij is gevestigd, maar als fiscaal transparant in de jurisdictie waar haar eigenaar is gevestigd.

§ 5. Aan een groepsentiteit die in de loop van het verslagjaar een uitkering heeft gedaan, wordt het bedrag van de betrokken belastingen toegerekend dat is opgebouwd in de financiële rekeningen van haar directe groepsentiteiteigenaren voor een dergelijke uitkering.

§ 6. Een groepsentiteit waaraan op grond van de paragrafen 3 en 4 betrokken belastingen zijn toegerekend ter zake van passief inkomen, neemt die betrokken belastingen op in haar aangepaste betrokken belastingen ten belope van een bedrag dat gelijk is aan de betrokken belastingen die zijn toegerekend ter zake van dat passief inkomen.

In afwijking van het eerste lid neemt de in het eerste lid bedoelde groepsentiteit in haar aangepaste betrokken belastingen het bedrag op dat voortvloeit uit de vermenigvuldiging van het bijheffingspercentage voor de jurisdictie met het bedrag van het passief inkomen van de groepsentiteit dat is opgenomen in het kader van een fiscaal regime inzake gecontroleerde buitenlandse vennootschappen of een regel betreffende fiscale transparantie wanneer het resultaat lager is dan het krachtens het eerste lid bepaalde bedrag. Voor de toepassing van dit lid wordt voor de bepaling van het bijheffingspercentage voor de jurisdictie geen rekening gehouden met betrokken belastingen ter zake van dat passief inkomen bij de groepsentiteit-eigenaar.

Betrokken belastingen bij de groepsentiteit-eigenaar ter zake van zulk passief inkomen die na de toepassing van deze paragraaf resteren, worden niet toegerekend krachtens de paragrafen 3 en 4.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "passief inkomen" verstaan de volgende, in het kwalificerend inkomen opgenomen inkomensbestanddelen, voor zover een groepsentiteit-eigenaar aan belasting onderworpen is geweest in het kader van een fiscaal regime inzake gecontroleerde buitenlandse vennootschappen of als gevolg van een eigendomsbelang in een hybride entiteit:

- a) een dividend of daarmee gelijkgestelde betaling;
- b) rente of daarmee gelijkgestelde betaling;
- c) huur;
- d) royalty;
- e) lijfrente; of

f) plus-value nette provenant d'un actif qui génère un revenu relevant des catégories décrites dans les dispositions du a) au e).

§ 7. Lorsque le bénéfice admissible d'un établissement stable est considéré comme le bénéfice admissible de l'entité principale conformément à l'article 11, § 5, tout impôt concerné dû dans la juridiction où est établi l'établissement stable et portant sur ce bénéfice est considéré comme un impôt concerné de l'entité principale à concurrence d'un montant limité au produit de ce bénéfice par le taux de l'impôt sur les bénéfices ordinaires le plus élevé applicable dans la juridiction où est établie l'entité principale.

Art. 20. § 1^{er}. Lorsqu'une entité constitutive enregistre un ajustement de ses impôts concernés au titre d'une année fiscale antérieure dans ses états financiers, cet ajustement est considéré comme un ajustement des impôts concernés au titre de l'année fiscale pendant laquelle l'ajustement est effectué, sauf si l'ajustement se rapporte à une année fiscale pendant laquelle une diminution des impôts concernés est constatée pour la juridiction.

Lorsqu'il y a une diminution des impôts concernés qui ont été pris en compte dans le montant ajusté des impôts concernés de l'entité constitutive au titre d'une année fiscale antérieure, le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire au titre de cette année fiscale sont recalculés conformément à l'article 24, § 1^{er}, en minorant le montant ajusté des impôts concernés du montant de la diminution des impôts concernés. Le bénéfice admissible déterminé au titre de l'année fiscale et de toute année fiscale antérieure est ajusté en conséquence.

L'entité constitutive déclarante peut exercer, sur une base annuelle, conformément à l'article 59, une option selon laquelle une diminution non significative des impôts concernés peut être considérée comme un ajustement des impôts concernés au titre de l'année fiscale pendant laquelle l'ajustement est effectué. Une diminution non significative des impôts concernés est une diminution agrégée de moins de 1 million d'euros du montant ajusté des impôts concernés déterminé pour la juridiction au titre de l'année fiscale.

§ 2. Lorsque le taux d'imposition applicable en droit interne est ramené en dessous du taux minimum d'imposition et que cette réduction donne lieu à une charge d'impôt différé, le montant de la charge d'impôt différé qui en résulte est considéré comme un ajustement de l'impôt dû par une entité constitutive pour les impôts concernés qui sont pris en considération conformément à l'article 15 pour une année fiscale antérieure.

§ 3. Lorsqu'une charge d'impôt différé a été prise en compte à un taux inférieur au taux minimum d'imposition et que le taux d'imposition applicable est majoré par la suite, le montant de la charge d'impôt différé résultant de cette majoration est considéré, une fois qu'il est réglé, comme un ajustement des impôts concernés dus par une entité constitutive pour les impôts concernés pris en compte au titre d'une année fiscale antérieure conformément à l'article 15.

L'ajustement prévu à l'alinéa 1^{er} n'excède pas un montant égal à la charge d'impôt différé recalculée au taux minimum d'imposition.

§ 4. Lorsqu'une somme de plus de 1 million d'euros sur le montant dû par une entité constitutive en tant que charge d'impôt exigible et prise en compte dans le montant ajusté des impôts concernés au titre d'une année fiscale n'est pas acquittée dans les trois ans suivant la fin de la dite année, le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire au titre de l'année fiscale pendant laquelle le montant non acquitté a été déclaré comme un impôt concerné sont recalculés conformément à l'article 24, § 1^{er}, en excluant le montant ajusté des impôts concernés qui n'a pas été acquitté.

CHAPITRE 5. — Calcul du taux effectif d'imposition et de l'impôt complémentaire

Art. 21. § 1^{er}. Le taux effectif d'imposition d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure est calculé, pour chaque année fiscale et pour chaque juridiction, pour autant qu'il existe un bénéfice admissible net dans la juridiction, selon le rapport entre, au numérateur, la somme des montants ajustés des impôts concernés de toutes les entités constitutives établies dans la juridiction déterminés conformément au chapitre 4 et, au dénominateur, le bénéfice admissible net des entités constitutives dans la juridiction tel que défini au paragraphe 2.

§ 2. Le bénéfice ou la perte admissibles nets des entités constitutives établies dans la juridiction au titre d'une année fiscale est la différence entre, d'une part, les bénéfices admissibles de toutes les entités constitutives établies dans la juridiction, déterminés conformément au chapitre 3, et, d'autre part, la somme des pertes admissibles de toutes les entités constitutives établies dans la juridiction, déterminées conformément au chapitre 3.

f) nettowinsten uit een actief van het soort dat inkomen als omschreven in de bepalingen onder a) tot e) voortbrengt.

§ 7. Wanneer het kwalificerend inkomen van een vaste inrichting wordt aangemerkt als kwalificerend inkomen van de hoofdentiteit overeenkomstig artikel 11, § 5, worden de betrokken belastingen met betrekking tot dat inkomen in de jurisdictie waar de vaste inrichting is gevestigd, aangemerkt als betrokken belastingen van de hoofdentiteit ten belope van een bedrag dat niet hoger is dan dat inkomen vermenigvuldigd met het hoogste belastingtarief voor regulier inkomen in de jurisdictie waar de hoofdentiteit is gevestigd.

Art. 20. § 1. Wanneer een groepsentiteit een aanpassing van haar betrokken belastingen voor een voorgaand verslagjaar in haar financiële rekeningen verwerkt, wordt die aanpassing aangemerkt als een aanpassing van betrokken belastingen in het verslagjaar waarin de aanpassing is verricht, tenzij de aanpassing betrekking heeft op een verslagjaar waarin er een daling is van de betrokken belastingen voor de jurisdictie.

Wanneer er een daling is van de betrokken belastingen die waren opgenomen in de aangepaste betrokken belastingen van de groepsentiteit voor een voorgaand verslagjaar, worden het effectieve belastingtarief en de bijheffing voor dat verslagjaar herberekend overeenkomstig artikel 24, § 1, door de aangepaste betrokken belastingen te verminderen met het bedrag van de daling van de betrokken belastingen. Het kwalificerende inkomen voor het verslagjaar en voorgaande verslagjaar wordt dienovereenkomstig aangepast.

Overeenkomstig de jaarlijkse keuze van de indienende groepsentiteit die overeenkomstig artikel 59, wordt gemaakt, kan een daling van de betrokken belastingen die van geen materieel belang is, worden aangemerkt als een aanpassing van de betrokken belastingen in het verslagjaar waarin de aanpassing wordt verricht. Een daling van de betrokken belastingen die van geen materieel belang is, is een geaggregeerde daling van minder dan 1 miljoen euro in de aangepaste betrokken belastingen die zijn vastgesteld voor de jurisdictie voor het verslagjaar.

§ 2. Wanneer het toepasselijke binnenlandse belastingtarief wordt verlaagd tot onder het minimumbelastingtarief en die verlaging tot een uitgestelde belastinglast leidt, wordt het bedrag van de daaruit voortvloeiende uitgestelde belastinglast aangemerkt als een aanpassing van de verplichting van de groepsentiteit ter zake van betrokken belastingen die op grond van artikel 15 in aanmerking zijn genomen voor een voorgaand verslagjaar.

§ 3. Wanneer een uitgestelde belastinglast in aanmerking was genomen tegen een lager tarief dan het minimumbelastingtarief en het toepasselijke belastingtarief later is verhoogd, wordt het bedrag van de uitgestelde belastinglast naar aanleiding van die verhoging bij de betaling ervan aangemerkt als een aanpassing van de verplichting van een groepsentiteit ter zake van betrokken belastingen die voor een voorgaand verslagjaar overeenkomstig artikel 15 zijn opgelegd.

De aanpassing krachtens het eerste lid mag niet hoger zijn dan een bedrag dat gelijk is aan de uitgestelde belastinglast, herberekend tegen het minimumbelastingtarief.

§ 4. Wanneer meer dan 1 miljoen euro van het als belastinglasten van het lopende jaar door een groepsentiteit opgebouwde bedrag dat is opgenomen in de aangepaste betrokken belastingen voor een verslagjaar, niet is betaald binnen drie jaar na afloop van dat verslagjaar, worden het effectieve belastingtarief en de bijheffing voor het verslagjaar waarin het onbetaalde bedrag was gevorderd als een betrokken belasting, herberekend overeenkomstig artikel 24, § 1, door dat onbetaalde bedrag uit te sluiten van de aangepaste betrokken belastingen.

HOOFDSTUK 5. — Berekening van het effectieve belastingtarief en de bijheffing

Art. 21. § 1. Het effectieve belastingtarief van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep wordt berekend voor elk verslagjaar en voor elke jurisdictie, mits er een netto kwalificerend inkomen in de jurisdictie is, volgens de verhouding tussen, in de teller, de som van de aangepaste betrokken belastingen van alle in de jurisdictie gevestigde groepsentiteiten, bepaald overeenkomstig hoofdstuk 4 en, in de noemer, het netto kwalificerende inkomen van de groepsentiteiten in de jurisdictie zoals gedefinieerd in paragraaf 2.

§ 2. Het netto kwalificerende inkomen of verlies van de groepsentiteiten in de jurisdictie voor een verslagjaar is het verschil tussen enerzijds, het kwalificerende inkomen van alle in de jurisdictie gevestigde groepsentiteiten, bepaald overeenkomstig hoofdstuk 3, en anderzijds, de som van de kwalificerende verliezen van alle in de jurisdictie gevestigde groepsentiteiten, bepaald overeenkomstig hoofdstuk 3.

§ 3. Le montant ajusté des impôts concernés et le bénéfice ou la perte admissibles d'entités constitutives qui sont des entités d'investissement sont exclus du calcul du taux effectif d'imposition conformément au paragraphe 1^{er} et du calcul du bénéfice admissible net conformément au paragraphe 2.

§ 4. Le taux effectif d'imposition de chaque entité constitutive apatride est calculé, pour chaque année fiscale, séparément du taux effectif d'imposition de toutes les autres entités constitutives.

Art. 22. § 1^{er}. Lorsque le taux effectif d'imposition d'une juridiction dans laquelle sont établies des entités constitutives est inférieur au taux minimum d'imposition pour une année fiscale, le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure calcule l'impôt complémentaire séparément pour chacune de ses entités constitutives dont le bénéfice admissible est pris en compte dans le calcul du bénéfice admissible net de cette juridiction. L'impôt complémentaire est calculé sur une base juridictionnelle.

§ 2. Le pourcentage de l'impôt complémentaire pour une juridiction au titre d'une année fiscale est la différence positive en points de pourcentage, le cas échéant, entre le taux minimum d'imposition, d'une part, et le taux effectif d'imposition calculé conformément à l'article 21, d'autre part.

§ 3. L'impôt complémentaire pour la juridiction au titre d'une année fiscale est le montant positif, le cas échéant, résultant du produit du pourcentage de l'impôt complémentaire, déterminé conformément au paragraphe 2, multiplié par le montant du bénéfice excédentaire déterminé conformément au paragraphe 4, majoré de l'impôt complémentaire additionnel déterminé conformément à l'article 24, et minoré du montant de l'impôt national complémentaire déterminé conformément au chapitre 6 ou conformément à un impôt national complémentaire qualifié d'une autre juridiction.

§ 4. Le bénéfice excédentaire pour la juridiction au titre de l'année fiscale visé au paragraphe 3 est la différence positive, le cas échéant, entre le montant du bénéfice admissible net déterminé conformément à l'article 21, § 2, pour la juridiction, d'une part, et le montant de l'exclusion de bénéfices liée à la substance déterminé conformément à l'article 23, pour la juridiction, d'autre part.

§ 5. L'impôt complémentaire d'une entité constitutive au titre de l'année fiscale en cours est le produit de l'impôt complémentaire pour la juridiction déterminé conformément au paragraphe 3, multiplié, par le rapport entre, au numérateur, le bénéfice admissible de l'entité constitutive déterminé conformément au chapitre 3 et, au dénominateur, le total des bénéfices admissibles de toutes les entités constitutives établies dans la juridiction.

§ 6. Si l'impôt complémentaire pour la juridiction résulte d'un nouveau calcul conformément à l'article 24, § 1^{er}, et qu'aucun bénéfice admissible net n'est enregistré dans la juridiction au titre de l'année fiscale, l'impôt complémentaire est affecté à chaque entité constitutive au moyen de la formule énoncée au paragraphe 5, sur la base du bénéfice admissible réalisé par les entités constitutives au titre des années fiscales pour lesquelles les nouveaux calculs ont été effectués conformément à l'article 24, § 1^{er}.

§ 7. L'impôt complémentaire de chaque entité constitutive apatride est calculé, pour chaque année fiscale, séparément de l'impôt complémentaire de toutes les autres entités constitutives.

Art. 23. § 1^{er}. À moins qu'une entité constitutive déclarante d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure choisisse, en vertu de l'article 59, de ne pas appliquer l'exclusion de bénéfices liée à la substance au titre de l'année fiscale, le bénéfice admissible net pour une juridiction est minoré, aux fins du calcul de l'impôt complémentaire, d'un montant égal à la somme de l'exclusion applicable aux frais de personnel visée au paragraphe 2 et de l'exclusion applicable aux actifs corporels visée au paragraphe 3 pour chaque entité constitutive établie dans la juridiction.

§ 2. L'exclusion applicable aux frais de personnel d'une entité constitutive établie dans une juridiction est égale à 5 p.c. des frais de personnel éligibles correspondant aux employés éligibles qui exercent des activités pour le groupe d'EMN ou pour le groupe national de grande envergure dans cette juridiction, à l'exception des frais de personnel éligibles qui sont :

a) capitalisés et intégrés dans la valeur comptable des actifs corporels éligibles ;

b) attribuables au bénéfice qui est exclu conformément à l'article 10.

§ 3. Aangepaste betrokken belastingen en het kwalificerende inkomen of verlies van groepsentiteiten die beleggingsentiteiten zijn, worden niet meegenomen in de berekening van het effectieve belastingtarief overeenkomstig paragraaf 1 en in de berekening van het netto kwalificerende inkomen overeenkomstig paragraaf 2.

§ 4. Het effectieve belastingtarief van elke staatloze groepsentiteit wordt berekend, voor ieder verslagjaar, afzonderlijk van het effectieve belastingtarief van alle andere groepsentiteiten.

Art. 22. § 1. Wanneer het effectieve belastingtarief van een jurisdictie waarin groepsentiteiten zijn gevestigd, lager is dan het minimumbelastingtarief voor een verslagjaar, berekent de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep afzonderlijk de bijheffing voor elk van zijn groepsentiteiten die een kwalificerend inkomen hebben dat is meegenomen in de berekening van het netto kwalificerend inkomen van die jurisdictie. De bijheffing wordt berekend op jurisdictionele grondslag.

§ 2. Het bijheffingspercentage voor een jurisdictie voor een verslagjaar is het in voorkomend geval positieve verschil in procentpunten tussen enerzijds, het minimumbelastingtarief, en anderzijds, het effectieve belastingtarief berekend overeenkomstig artikel 21.

§ 3. De jurisdictionele bijheffing voor een verslagjaar is het in voorkomend geval positieve bedrag dat voortvloeit uit de vermenigvuldiging van het bijheffingspercentage, bepaald overeenkomstig paragraaf 2, met het bedrag van de overwinst bepaald overeenkomstig paragraaf 4, vermeerderd met de aanvullende bijheffing bepaald overeenkomstig artikel 24, en verminderd met het bedrag van de binnenlandse bijheffing, zoals bepaald in hoofdstuk 6 of uit hoofde van een gekwalificeerde binnenlandse bijheffing van een ander land.

§ 4. De in paragraaf 3 bedoelde overwinst voor de jurisdictie voor het verslagjaar is, in voorkomend geval, het positieve verschil tussen het netto kwalificerende inkomen bepaald voor de jurisdictie overeenkomstig artikel 21, § 2, enerzijds, en het bedrag van het op basis van substance uitgesloten inkomen bepaald voor de jurisdictie overeenkomstig artikel 23, anderzijds.

§ 5. De bijheffing van een groepsentiteit voor het lopende verslagjaar is gelijk aan de jurisdictionele bijheffing bepaald overeenkomstig paragraaf 3, vermenigvuldigd met de verhouding tussen, in de teller, het kwalificerende inkomen van de groepsentiteit bepaald overeenkomstig hoofdstuk 3 en, in de noemer, de som van het totale kwalificerende inkomen van alle groepsentiteiten in de jurisdictie.

§ 6. Als de jurisdictionele bijheffing voortvloeit uit een herberekening op grond van artikel 24, § 1, en er geen netto kwalificerend inkomen is in de jurisdictie voor het verslagjaar, wordt de bijheffing toegerekend aan elke groepsentiteit aan de hand van de formule in paragraaf 5 op basis van het kwalificerende inkomen van de groepsentiteiten in de verslagjaren waarvoor de herberekeningen op grond van artikel 24, § 1, zijn verricht.

§ 7. De bijheffing van elke staatloze groepsentiteit wordt, voor ieder verslagjaar, berekend los van de bijheffing van alle andere groepsentiteiten.

Art. 23. § 1. Tenzij een indienende groepsentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep er overeenkomstig artikel 59, voor kiest de op substance gebaseerde inkomensuitzondering voor het verslagjaar niet toe te passen, wordt het netto kwalificerende inkomen voor een jurisdictie, met het oog op de berekening van de bijheffing, verminderd met een bedrag dat gelijk is aan de som van de in paragraaf 2 bedoelde uitzondering voor de loonkosten en de in paragraaf 3 bedoelde uitzondering voor materiële activa voor elke in de jurisdictie gevestigde groepsentiteit.

§ 2. De uitzondering voor de loonkosten van een in een jurisdictie gevestigde groepsentiteit is gelijk aan 5 pct. van haar in aanmerking komende loonkosten van in aanmerking komende werknemers die in die jurisdictie werkzaamheden voor de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep uitoefenen, met uitzondering van in aanmerking komende loonkosten die:

a) gekapitaliseerd en opgenomen zijn in de boekwaarde van de in aanmerking komende materiële activa;

b) toerekenbaar zijn aan inkomen dat overeenkomstig artikel 10 is uitgesloten.

§ 3. L'exclusion applicable aux actifs corporels d'une entité constitutive établie dans une juridiction est égale à 5 p.c. de la valeur comptable des actifs corporels éligibles situés dans la juridiction, à l'exception de :

a) la valeur comptable des biens, notamment des terrains et des bâtiments, détenus en vue d'être vendus ou loués ou en tant qu'investissement ;

b) la valeur comptable des actifs corporels utilisés pour réaliser le résultat qui est exclu conformément à l'article 10.

§ 4. Aux fins du paragraphe 3, la valeur comptable des actifs corporels éligibles correspond à la moyenne des valeurs comptables des actifs corporels éligibles au début et à la fin de l'année fiscale, telles qu'elles sont enregistrées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime, diminuées des amortissements cumulés, provisions et autres dotations et augmentées de tout montant attribuable à la capitalisation des frais de personnel.

§ 5. Aux fins des paragraphes 2 et 3, les frais de personnel éligibles et les actifs corporels éligibles d'une entité constitutive qui est un établissement stable sont ceux qui sont pris en compte dans ses états financiers distincts conformément à l'article 11, §§ 1^{er} et 2, pour autant que les frais de personnel éligibles et les actifs corporels éligibles se trouvent dans la même juridiction que l'établissement stable.

Les frais de personnel éligibles et les actifs corporels éligibles d'un établissement stable ne sont pas pris en compte dans les frais de personnel éligibles et les actifs corporels éligibles de l'entité principale.

Lorsque le bénéfice d'un établissement stable a été totalement ou partiellement exclu conformément à l'article 12, § 1^{er}, et à l'article 41, § 5, les frais de personnel éligibles et les actifs corporels éligibles de cet établissement stable sont exclus dans la même proportion du calcul effectué au titre du présent article pour le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure.

§ 6. Les frais de personnel éligibles des employés éligibles payés par une entité transparente intermédiaire et les actifs corporels éligibles détenus par une entité transparente intermédiaire qui ne sont pas attribués conformément au paragraphe 5 sont attribués :

a) aux entités constitutives propriétaires de titres d'une entité transparente intermédiaire, proportionnellement au montant qui leur a été attribué conformément à l'article 12, § 4, pour autant que les employés éligibles et les actifs corporels éligibles se trouvent dans la juridiction des entités détentrices de titres ; et

b) à l'entité transparente intermédiaire, si elle est l'entité mère ultime, réduits proportionnellement au bénéfice exclu du calcul du bénéfice admissible de l'entité transparente intermédiaire conformément à l'article 41, §§ 1^{er} et 2, pour autant que les employés éligibles et les actifs corporels éligibles se trouvent dans la juridiction de l'entité transparente intermédiaire.

Tous les autres frais de personnel éligibles et actifs corporels éligibles de l'entité transparente intermédiaire sont exclus des calculs de l'exclusion de bénéfices liée à la substance du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure.

§ 7. L'exclusion de bénéfices liée à la substance de chaque entité constitutive apatride est calculée, pour chaque année fiscale, séparément de l'exclusion de bénéfices liée à la substance de toutes les autres entités constitutives.

§ 8. L'exclusion de bénéfices liée à la substance, calculée conformément au présent article, n'inclut pas l'exclusion applicable aux frais de personnel et l'exclusion applicable aux actifs corporels des entités constitutives qui sont des entités d'investissement dans cette juridiction.

Art. 24. § 1^{er}. Lorsque, conformément à l'article 3, 28°, alinéa 3, à l'article 13, § 3, à l'article 17, § 6, à l'article 20, §§ 1^{er} et 4, et à l'article 43, § 5, un ajustement des impôts concernés ou du bénéfice ou de la perte admissibles donne lieu à un nouveau calcul du taux effectif d'imposition et de l'impôt complémentaire du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure au titre d'une année fiscale antérieure, le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire sont recalculés conformément aux règles énoncées aux articles 21 à 23. Tout montant d'impôt complémentaire additionnel résultant de ce nouveau calcul est considéré comme un impôt complémentaire additionnel aux fins de l'article 22, § 3, au titre de l'année fiscale au cours de laquelle le nouveau calcul est effectué.

§ 3. De uitzondering voor materiële activa van een in een jurisdictie gevestigde groepsentiteit is gelijk aan 5 pct. van de boekwaarde van de in aanmerking komende materiële activa die in de jurisdictie zijn gelegen, met uitzondering van:

a) de boekwaarde van vastgoed, inclusief terreinen en gebouwen, dat wordt aangehouden voor verkoop, leasing of investeringen;

b) de boekwaarde van materiële activa die worden gebruikt om inkomen te genereren dat overeenkomstig artikel 10 is uitgesloten.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 3 is de boekwaarde van in aanmerking komende materiële activa het gemiddelde van de boekwaarde van in aanmerking komende materiële activa aan het begin en het einde van het verslagjaar, zoals geregistreerd met het oog op de voorbereiding van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit, verminderd met geaccumuleerde afschrijvingen en waardeverminderingen en vermeerderd met aan de kapitalisatie van loonlasten toerekenbare bedragen.

§ 5. Voor de toepassing van de paragrafen 2 en 3 zijn de in aanmerking komende loonkosten en de in aanmerking komende materiële activa van een groepsentiteit die een vaste inrichting is, deze die zijn opgenomen in haar afzonderlijke financiële rekeningen overeenkomstig artikel 11, §§ 1 en 2, op voorwaarde dat de in aanmerking komende loonkosten en de in aanmerking komende materiële activa in dezelfde jurisdictie als de vaste inrichting zijn gelegen.

De in aanmerking komende loonkosten en de in aanmerking komende materiële activa van een vaste inrichting worden buiten beschouwing gelaten voor de in aanmerking komende loonkosten en de in aanmerking komende materiële activa van de hoofdentiteit.

Wanneer het inkomen van een vaste inrichting op grond van artikel 12, § 1, en artikel 41, § 5, geheel of gedeeltelijk is uitgesloten, worden de in aanmerking komende loonkosten en de in aanmerking komende materiële activa van die vaste inrichting in dezelfde mate niet meegenomen in de berekening voor de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep krachtens dit artikel.

§ 6. In aanmerking komende loonkosten van in aanmerking komende werknemers die zijn betaald door, en in aanmerking komende materiële activa die eigendom zijn van, een doorstroomentiteit die niet zijn toegerekend krachtens paragraaf 5, worden toegerekend aan:

a) de groepsentiteit-eigenaren van de doorstroomentiteit, naar rato van het bedrag dat hun op grond van artikel 12, § 4, is toegerekend, mits de in aanmerking komende werknemers en de in aanmerking komende materiële activa in de jurisdictie van de groepsentiteit-eigenaren gelegen zijn; en

b) de doorstroomentiteit, indien zij de uiteindelijke moederentiteit is, verminderd naar rato van het inkomen dat niet is meegenomen in de berekening van het kwalificerende inkomen van de doorstroomentiteit op grond van artikel 41, §§ 1 en 2, mits de in aanmerking komende werknemers en de in aanmerking komende materiële activa in de jurisdictie van de doorstroomentiteit gelegen zijn.

Alle andere in aanmerking komende loonkosten en in aanmerking komende materiële activa van de doorstroomentiteit worden niet meegenomen in de berekeningen van het op basis van substance uitgesloten inkomen van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep.

§ 7. Het op basis van substance uitgesloten inkomen van elke staatloze groepsentiteit wordt, voor ieder verslagjaar, berekend afzonderlijk van het op basis van substance uitgesloten inkomen van alle andere groepsentiteiten.

§ 8. Het op basis van substance uitgesloten inkomen dat krachtens dit artikel is berekend, omvat niet de uitgezonderde loonkosten en de uitgezonderde materiële activa van groepsentiteiten die in die jurisdictie beleggingsentiteiten zijn.

Art. 24. § 1. Wanneer op grond van artikel 3, 28°, derde lid, artikel 13, § 3, artikel 17, § 6, artikel 20, §§ 1 en 4, en artikel 43, § 5, een aanpassing van betrokken belastingen of kwalificerend inkomen of verlies tot herberekening van het effectieve belastingtarief en de bijheffing van de MNO-groep of de omvangrijke binnenlandse groep voor een voorgaand verslagjaar leidt, worden het effectieve belastingtarief en de bijheffing herberekend volgens de regels in de artikelen 21 tot 23. Als het bedrag aan bijheffing voor een periode stijgt naar aanleiding van die herberekening, wordt dat aangemerkt als een aanvullende bijheffing voor de toepassing van artikel 22, § 3, voor het verslagjaar waarin de herberekening is verricht.

§ 2. Lorsqu'il y a un impôt complémentaire additionnel et qu'il n'y a pas de bénéfice admissible net pour la juridiction au titre de l'année fiscale, le bénéfice admissible de chaque entité constitutive établie dans ladite juridiction est égal à l'impôt complémentaire affecté à ces entités constitutives conformément à l'article 22, §§ 5 et 6, divisé par le taux minimum d'imposition.

§ 3. Lorsque, conformément à l'article 15, § 5, un impôt complémentaire additionnel est dû, le bénéfice admissible de chaque entité constitutive établie dans la juridiction est égal à l'impôt complémentaire affecté à cette entité constitutive divisé par le taux minimum d'imposition. L'affectation est effectuée au prorata, pour chaque entité constitutive, sur la base du produit du bénéfice ou de la perte admissible multiplié par le taux minimum d'imposition et diminué du montant ajusté des impôts concernés.

L'impôt complémentaire additionnel n'est affecté qu'aux entités constitutives qui enregistrent un montant ajusté des impôts concernés inférieur à zéro et inférieur au bénéfice ou à la perte admissibles de ces entités constitutives multiplié par le taux minimum d'imposition.

§ 4. Lorsqu'une entité constitutive se voit affecter un impôt complémentaire additionnel conformément au présent article et à l'article 22, §§ 5 et 6, cette entité constitutive est considérée comme une entité constitutive faiblement imposée aux fins des chapitres 6 et 7.

Art. 25. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 21 à 24 et à l'article 26, l'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle l'impôt complémentaire dû pour les entités constitutives établies dans une juridiction est égal à zéro au titre d'une année fiscale si, au titre de cette année fiscale :

a) le chiffre d'affaires admissible moyen de l'ensemble des entités constitutives établies dans cette juridiction est inférieur à 10 millions d'euros ; et

b) le bénéfice ou la perte admissibles moyens de l'ensemble des entités constitutives de cette juridiction est une perte ou est un bénéfice inférieur à 1 million d'euros.

L'option visée à l'alinéa 1^{er} est exercée sur une base annuelle conformément à l'article 59.

§ 2. Le chiffre d'affaires admissible moyen ou le bénéfice ou la perte admissibles moyens visés au paragraphe 1^{er} correspondent à la moyenne du chiffre d'affaires admissible ou du bénéfice ou de la perte admissibles des entités constitutives réalisés dans la juridiction au titre de l'année fiscale et des deux années fiscales précédentes.

En l'absence d'entités constitutives réalisant un chiffre d'affaires admissible ou une perte admissible dans la juridiction au cours de la première ou de la deuxième année fiscale précédente ou des deux, ces années fiscales sont exclues du calcul du chiffre d'affaires admissible moyen et du bénéfice ou de la perte admissibles moyens dans la juridiction concernée.

§ 3. Le chiffre d'affaires admissible des entités constitutives établies dans une juridiction au titre d'une année fiscale correspond à la somme de tous les chiffres d'affaires des entités constitutives établies dans cette juridiction, réduite ou augmentée de tout ajustement effectué conformément au chapitre 3.

§ 4. Le bénéfice ou la perte admissibles des entités constitutives établies dans une juridiction au titre d'une année fiscale correspond au bénéfice ou à la perte admissibles nets de cette juridiction, calculés conformément à l'article 21, § 2.

§ 5. Le présent article ne s'applique pas aux entités constitutives apatrides ni aux entités d'investissement. Le chiffre d'affaires et le bénéfice ou la perte admissibles de ces entités sont exclus du calcul du présent article.

Art. 26. § 1^{er}. Le calcul du taux effectif d'imposition et de l'impôt complémentaire pour une juridiction conformément à la présente loi en ce qui concerne les membres d'un sous-groupe à détention minoritaire s'applique comme si chaque sous-groupe à détention minoritaire était un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure distinct.

Le montant ajusté des impôts concernés et le bénéfice ou la perte admissibles des membres d'un sous-groupe à détention minoritaire sont exclus de la détermination du montant résiduel du taux effectif d'imposition du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure calculé conformément à l'article 21, § 1^{er}, et du bénéfice admissible net calculé conformément à l'article 21, § 2.

§ 2. Le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire d'une entité constitutive à détention minoritaire qui n'est pas membre d'un sous-groupe à détention minoritaire sont calculés sur la base de l'entité conformément à la présente loi.

§ 2. Wanneer er een aanvullende bijheffing is en geen netto kwalificerend inkomen voor de jurisdictie voor het verslagjaar, is het kwalificerende inkomen van elke in die jurisdictie gevestigde groepsentiteit een bedrag dat gelijk is aan de aan die groepsentiteiten toegerekende bijheffing op grond van artikel 22, §§ 5 en 6, gedeeld door het minimumbelastingtarief.

§ 3. Wanneer er op grond van artikel 15, § 5, een aanvullende bijheffing verschuldigd is, is het kwalificerende inkomen van elke in de jurisdictie gevestigde groepsentiteit een bedrag dat gelijk is aan de aan die groepsentiteiten toegerekende aanvullende bijheffing, gedeeld door het minimumbelastingtarief. De toerekening geschiedt pro rata aan elke groepsentiteit op basis van het kwalificerende inkomen of -verlies vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief en verminderd met de aangepaste betrokken belastingen.

De aanvullende bijheffing wordt uitsluitend toegerekend aan groepsentiteiten die een bedrag van aangepaste betrokken belastingen registreren dat lager is dan nul en lager dan het kwalificerende inkomen of verlies van die groepsentiteiten, vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief.

§ 4. Wanneer aan een groepsentiteit een aanvullende bijheffing wordt toegerekend overeenkomstig dit artikel en artikel 22, §§ 5 en 6, wordt die groepsentiteit voor de toepassing van hoofdstukken 6 en 7 aangemerkt als een laagbelaste groepsentiteit.

Art. 25. § 1. De indienende groepsentiteit kan ervoor kiezen om, in afwijking van de artikelen 21 tot 24 en artikel 26, de verschuldigde bijheffing voor de in een jurisdictie gevestigde groepsentiteiten gelijk aan nul te laten zijn voor een verslagjaar indien, voor dat verslagjaar:

a) de gemiddelde kwalificerende opbrengsten van alle in die jurisdictie gevestigde groepsentiteiten lager zijn dan 10 miljoen euro; en

b) het gemiddelde kwalificerende inkomen of verlies van alle in die jurisdictie gevestigde groepsentiteiten een verlies is of minder bedraagt dan 1 miljoen euro.

De keuze bedoeld in het eerste lid wordt jaarlijks gemaakt overeenkomstig artikel 59.

§ 2. De gemiddelde kwalificerende opbrengsten of het gemiddelde kwalificerende inkomen of verlies bedoeld in paragraaf 1 is het gemiddelde van de kwalificerende opbrengsten of het kwalificerende inkomen of verlies van de in de jurisdictie gevestigde groepsentiteiten voor het verslagjaar en de twee voorgaande verslagjaren.

Als er geen in de jurisdictie gevestigde groepsentiteiten met kwalificerende opbrengsten of een kwalificerend verlies in het eerste of tweede voorgaande verslagjaar, of in beide, zijn, wordt dat verslagjaar of worden die verslagjaren uitgesloten van de berekening van de gemiddelde kwalificerende opbrengsten of het gemiddelde kwalificerende inkomen of verlies van die jurisdictie.

§ 3. De kwalificerende opbrengsten van de in een jurisdictie gevestigde groepsentiteiten voor een verslagjaar zijn de som van alle opbrengsten van de in die jurisdictie gevestigde groepsentiteiten, verminderd of vermeerderd met overeenkomstig hoofdstuk 3 verrichte aanpassingen.

§ 4. Het kwalificerende inkomen of verlies van de in een jurisdictie gevestigde groepsentiteiten voor een verslagjaar is het netto kwalificerende inkomen of verlies van die jurisdictie zoals berekend overeenkomstig artikel 21, § 2.

§ 5. Dit artikel is niet van toepassing op staatloze groepsentiteiten en beleggingsentiteiten. De opbrengsten en het kwalificerende inkomen of verlies van die entiteiten worden niet meegenomen in de berekening van dit artikel.

Art. 26. § 1. De berekening van het effectieve belastingtarief en de bijheffing voor een jurisdictie overeenkomstig deze wet ter zake van leden van een minderheidseigendom gehouden subgroep wordt verricht alsof elke in minderheidseigendom gehouden subgroep een afzonderlijke MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep is.

De aangepaste betrokken belastingen en het kwalificerende inkomen of verlies van leden van een in minderheidseigendom gehouden subgroep worden niet meegenomen in de bepaling van het restbedrag van het effectieve belastingtarief van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, berekend overeenkomstig artikel 21, § 1, en van het netto kwalificerende inkomen, berekend overeenkomstig artikel 21, § 2.

§ 2. Het effectieve belastingtarief en de bijheffing van een in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit die geen lid is van een in minderheidseigendom gehouden subgroep, wordt berekend op entiteitsbasis overeenkomstig deze wet.

Le montant ajusté des impôts concernés et le bénéfice ou la perte admissibles de l'entité constitutive à détention minoritaire sont exclus de la détermination du montant résiduel du taux effectif d'imposition du reste du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure calculé conformément à l'article 21, § 1^{er}, et du bénéfice admissible net calculé conformément à l'article 21, § 2.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à une entité constitutive à détention minoritaire qui est une entité d'investissement.

CHAPITRE 6. — *Impôt national complémentaire*

Section 1^{er}. — Définitions

Art. 27. Aux fins du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1° le montant des impôts nationaux concernés ajustés des entités constitutives établies en Belgique : le montant visé à l'article 15, § 1^{er}, des impôts concernés ajustés des entités constitutives d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure établies en Belgique, diminué des montants attribués aux entités constitutives établies en Belgique conformément à l'article 19, §§ 1^{er} et 3 ;

2° le bénéfice admissible net des entités constitutives établies en Belgique : la somme des bénéfices admissibles nets des entités constitutives établies en Belgique déterminés à l'article 21, § 2 ;

3° le taux d'impôt national complémentaire en Belgique : le taux calculé pour chaque année fiscale comme étant le rapport entre, au numérateur, le montant des impôts nationaux concernés ajustés des entités constitutives établies en Belgique et, au dénominateur, le bénéfice admissible net des entités constitutives établies en Belgique ;

4° l'exclusion de bénéfices liée à la substance en Belgique : le montant déterminé conformément à l'article 23 de l'exclusion de bénéfices liée à la substance des entités constitutives établies en Belgique ;

5° impôt national complémentaire supplémentaire : le montant additionnel d'impôt complémentaire des entités constitutives établies en Belgique déterminé conformément à l'article 24.

Section 2. — Détermination de l'impôt national complémentaire

Art. 28. § 1^{er}. Lorsque le taux d'impôt national complémentaire d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure en Belgique est inférieur au taux minimum d'imposition pour une année fiscale, un impôt national complémentaire est perçu sur le montant, déterminé conformément au paragraphe 2, auprès de l'entité constitutive établie en Belgique.

§ 2. Le montant de l'impôt national complémentaire est déterminé :

1° en calculant la différence entre le taux minimum d'imposition et le taux d'impôt national complémentaire ;

2° ce pourcentage est à multiplier par la différence entre les bénéfices nets admissibles des entités constitutives établies en Belgique et l'exclusion de bénéfices liée à la substance en Belgique ;

3° à ce montant s'ajoute l'impôt national complémentaire supplémentaire.

§ 3. Si plusieurs entités constitutives établies en Belgique font partie d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure tel que visé au paragraphe 1^{er} l'impôt national complémentaire, relatif au groupe d'EMN ou groupe national de grande envergure, déterminé conformément au paragraphe 2, est perçu auprès de l'entité constitutive qui a les bénéfices nets admissibles les plus élevés en Belgique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure peut choisir de désigner une autre entité constitutive établie en Belgique auprès de laquelle l'impôt est perçu.

§ 4. Le Roi peut déterminer les modalités concernant le paiement de l'impôt national complémentaire.

Art. 29. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 28, l'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle aucun impôt complémentaire n'est dû au titre d'une année fiscale si, au titre de cette année fiscale :

1° le chiffre d'affaires admissible moyen de l'ensemble des entités constitutives établies en Belgique est inférieur à 10 millions d'euros ; et

2° le bénéfice ou la perte admissibles moyens de l'ensemble des entités constitutives établies en Belgique est une perte ou est un bénéfice inférieur à 1 million d'euros.

L'option est exercée sur une base annuelle conformément à l'article 25.

De aangepaste betrokken belastingen en het kwalificerende inkomen of verlies van de in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit worden niet meegenomen in de bepaling van het restbedrag van het effectieve belastingtarief van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, berekend overeenkomstig artikel 21, § 1, en van het netto kwalificerende inkomen, berekend overeenkomstig artikel 21, § 2.

Deze paragraaf is niet van toepassing op een in minderheidseigendom gehouden groepsentiteit die een beleggingsentiteit is.

HOOFDSTUK 6. — *Binnenlandse bijheffing*

Afdeling 1. — Definities

Art. 27. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° het bedrag van aangepaste betrokken binnenlandse belastingen van de in België gevestigde groepsentiteiten: het in artikel 15, § 1, bedoelde bedrag van aangepaste betrokken belastingen van de in België gevestigde groepsentiteiten van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep, verminderd met de aan in België gevestigde groepsentiteiten toegekende bedragen overeenkomstig artikel 19, §§ 1 en 3;

2° netto kwalificerend inkomen van de in België gevestigde groepsentiteiten: de som van het in artikel 21, § 2, vastgestelde netto kwalificerend inkomen van de in België gevestigde groepsentiteiten;

3° het binnenlandse bijheffingsbelastingtarief in België: het tarief dat voor elk verslagjaar wordt berekend als de verhouding tussen in de teller het bedrag van aangepaste betrokken binnenlandse belastingen van de in België gevestigde groepsentiteiten en in de noemer het netto kwalificerend inkomen van de in België gevestigde groepsentiteiten;

4° op basis van substance uitgesloten inkomen in België: het overeenkomstig artikel 23 bepaalde bedrag van op basis van substance uitgesloten inkomen van de in België gevestigde groepsentiteiten;

5° bijkomende binnenlandse bijheffing: het bedrag aan aanvullende bijheffing van de in België gevestigde groepsentiteiten bepaald overeenkomstig artikel 24.

Afdeling 2. Bepaling van de binnenlandse bijheffing

Art. 28. § 1. Wanneer het binnenlandse bijheffingsbelastingtarief van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep in België lager is dan het minimumbelastingtarief voor een verslagjaar wordt een binnenlandse bijheffing geheven ten belope van het bedrag bedoeld in paragraaf 2 bij de in België gevestigde groepsentiteit.

§ 2. Het bedrag van de binnenlandse bijheffing wordt vastgesteld door:

1° het verschil te nemen tussen het minimumbelastingtarief en het binnenlandse bijheffingsbelastingtarief;

2° dit percentage te vermenigvuldigen met het verschil tussen het netto kwalificerend inkomen van de in België gevestigde groepsentiteiten en het op basis van substance uitgesloten inkomen in België;

3° aan dit bedrag de bijkomende binnenlandse bijheffing toe te voegen.

§ 3. Indien meerdere in België gevestigde groepsentiteiten behoren tot een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep als bedoeld in paragraaf 1 wordt de binnenlandse bijheffing, van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, bepaald overeenkomstig paragraaf 2, geheven bij de groepsentiteit met het grootste netto kwalificerend inkomen in België.

In afwijking van het eerste lid kan een MNO-groep of een omvangrijke binnenlandse groep ervoor kiezen een andere in België gevestigde groepsentiteit aan te duiden bij wie de belasting geheven wordt.

§ 4. De Koning kan de verdere modaliteiten met betrekking tot de voldoening van de binnenlandse bijheffing bepalen.

Art. 29. § 1. In afwijking van artikel 28 is bij de keuze van de indienende groepsentiteit geen binnenlandse bijheffing verschuldigd voor een verslagjaar indien voor dat verslagjaar:

1° de gemiddelde kwalificerende opbrengsten van de in België gevestigde groepsentiteiten minder dan 10 miljoen euro bedraagt; en

2° het gemiddelde kwalificerend inkomen of verlies van de in België gevestigde groepsentiteiten een verlies is of minder dan 1 miljoen euro bedraagt.

De keuze wordt jaarlijks gemaakt overeenkomstig artikel 25.

§ 2. Le chiffre d'affaires admissible moyen ou le bénéfice ou la perte admissibles moyens visés au paragraphe 1^{er} est la moyenne du chiffre d'affaires admissible ou du bénéfice ou de la perte admissibles des entités constitutives réalisés en Belgique au titre de l'année fiscale et des deux années fiscales précédentes.

En l'absence d'entités constitutives établies en Belgique réalisant un chiffre d'affaires admissible ou un bénéfice ou une perte admissible en Belgique au cours de la première ou de la deuxième année fiscale précédente ou des deux, ces années fiscales sont exclues du calcul du chiffre d'affaires admissible moyen et du bénéfice ou de la perte admissibles moyens en Belgique.

Section 3. — Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés

Art. 30. § 1^{er}. L'impôt calculé conformément à l'article 28 est éventuellement majoré comme mentionné aux articles 157 à 168 du Code des impôts sur les revenus 1992, en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés, sans préjudice de l'application des paragraphes 2 et 4.

Pour l'application du présent article le taux de référence visé à l'article 161 du même Code ne peut pas être inférieur à 3 p.c.

Par dérogation aux articles 160 et 165 du même Code la limitation de majoration à 90 p.c. et le relèvement de la base de calcul à 106 p.c. de l'impôt dû à l'État ne sont cependant pas applicables.

L'exception à la majoration prévue à l'article 163 du même Code n'est pas applicable.

§ 2. La majoration visée au paragraphe 1^{er} ne s'applique pas pour la partie provenant de versements anticipés insuffisants imputables au fait que les entités constitutives établies en Belgique d'un groupe d'EMN ont effectué des versements anticipés tels que visés aux articles 157 à 168 et 218 du même Code.

§ 3. Le Roi peut déterminer les modalités d'application concernant les versements anticipés conformément au présent article.

§ 4. Par dérogation à l'article 159 du même Code, pour les années fiscales qui débutent avant le 31 décembre 2024, les montants des versements anticipés sont multipliés par 3 fois le taux de référence si ceux-ci ont été effectués le 20 décembre 2024 au plus tard.

CHAPITRE 7. — Impôt complémentaire en vertu de la RIR

Section 1. — Détermination de l'impôt complémentaire en vertu de la RIR

Art. 31. § 1^{er}. Un impôt complémentaire en vertu de la RIR, s'élevant au montant visé à l'article 32, est dû à l'égard de ses entités constitutives faiblement imposées qui sont situées dans une autre juridiction ou qui sont apatrides ainsi qu'à l'égard de ses entités constitutives faiblement imposées qui sont situées en Belgique et de même qu'à l'égard d'elle-même par les entités suivantes établies en Belgique :

1° une entité mère ultime ;

2° une entité mère intermédiaire qui est détenue par une entité mère ultime établie dans un pays tiers ou par une entité mère ultime établie dans un état membre de l'Union européenne qui est une entité exclue ; et

3° une entité mère partiellement détenue.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable à une entité mère intermédiaire établie en Belgique lorsque :

a) l'entité mère ultime est soumise à une RIR qualifiée au titre de l'année fiscale concernée ; ou

b) une autre entité mère intermédiaire est établie dans une juridiction où elle est soumise à une RIR qualifiée pour l'année fiscale concernée et détient, directement ou indirectement, une participation conférant le contrôle dans l'entité mère intermédiaire visée au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas à une entité mère partiellement détenue établie en Belgique lorsqu'une autre entité mère partiellement détenue est établie dans une juridiction dans laquelle elle est soumise à une RIR qualifiée au titre de cette année fiscale et détient, directement ou indirectement, une participation de contrôle dans l'entité mère partiellement détenue visée au paragraphe 1^{er}, 3°.

§ 4. Le Roi peut déterminer les modalités concernant le paiement de l'impôt complémentaire en vertu de la RIR.

§ 2. De gemiddelde kwalificerende opbrengsten of het gemiddelde kwalificerende inkomen of verlies bedoeld in paragraaf 1 is het gemiddelde van de kwalificerende opbrengsten of kwalificerend inkomen of verlies van de in België gevestigde groepsentiteiten voor het verslagjaar en de twee voorgaande verslagjaren.

Als er geen in België gevestigde groepsentiteiten met kwalificerende opbrengsten of een kwalificerend verlies in het eerste of tweede voorgaande verslagjaar, of in beide, zijn, wordt dat verslagjaar of worden die verslagjaren uitgesloten van de berekening van de gemiddelde kwalificerende opbrengsten of het gemiddelde kwalificerende inkomen of verlies in België.

Afdeling 3. — Vermeerdering in geval geen of ontoereikende voorafbetalingen zijn gedaan

Art. 30. § 1. De belasting berekend overeenkomstig artikel 28, wordt eventueel vermeerderd zoals vermeld in de artikelen 157 tot 168 van het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen zijn gedaan, onverminderd de toepassing van paragrafen 2 en 4.

Voor de toepassing van dit artikel mag de in artikel 161 van hetzelfde Wetboek bedoelde basisrentevoet niet lager zijn dan 3 pct.

In afwijking van de artikelen 160 en 165 van hetzelfde Wetboek, vinden de beperking van de vermeerdering tot 90 pct. en de verhoging van de berekeningsgrondslag tot 106 pct. van de Rijksbelasting evenwel geen toepassing.

De bij artikel 163 van hetzelfde Wetboek bepaalde uitzondering op de vermeerdering is niet van toepassing.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde vermeerdering wordt niet toegepast voor het gedeelte dat voortkomt uit ontoereikende voorafbetalingen die te wijten zijn aan het feit dat de in België gevestigde groepsentiteiten van een MNO-groep voorafbetalingen hebben gedaan als bedoeld in artikelen 157 tot 168 en 218 van het hetzelfde Wetboek.

§ 3. De Koning kan nadere toepassingsmodaliteiten met betrekking tot de voorafbetalingen overeenkomstig dit artikel bepalen.

§ 4. In afwijking van artikel 159 van hetzelfde Wetboek, worden voor verslagjaren die aanvangen voor 31 december 2024, de bedragen van de voorafbetalingen vermenigvuldigd met 3 maal de basisrentevoet indien zij uiterlijk zijn gedaan op 20 december 2024.

HOOFDSTUK 7. — IIR-bijheffing

Afdeling 1. — Bepaling van de IIR-bijheffing

Art. 31. § 1. Een IIR-bijheffing die gelijk is aan de bijheffing ten belope van het in artikel 32, bedoelde bedrag is verschuldigd ter zake van haar in een andere jurisdictie gevestigde dan wel staatloze laagbelaste groepsentiteiten alsook ter zake van zichzelf en van haar in België gevestigde laagbelaste groepsentiteiten door de volgende in België gevestigde volgende entiteiten:

1° een uiteindelijke moederentiteit;

2° een tussenliggende moederentiteit die wordt gehouden door een in een derde land gevestigde uiteindelijke moederentiteit of door een in een lidstaat van de Europese Unie gevestigde uiteindelijke moederentiteit die een uitgesloten entiteit is; en

3° een partieel gehouden moederentiteit.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op een in België gevestigde tussenliggende moederentiteit wanneer:

a) de uiteindelijke moederentiteit voor het verslagjaar onderworpen is aan een gekwalificeerde IIR-bijheffing; of

b) een andere tussenliggende moederentiteit gevestigd is in een jurisdictie waar zij onderworpen is aan een gekwalificeerde IIR-bijheffing voor dat verslagjaar en zij direct of indirect een zeggenschapsbelang in de in paragraaf 1 bedoelde tussenliggende moederentiteit houdt.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing op een in België gevestigde partieel gehouden moederentiteit indien een andere partieel gehouden moederentiteit is gevestigd in een jurisdictie waar zij voor dat verslagjaar onderworpen is aan een gekwalificeerde IIR-bijheffing en zij direct of indirect een zeggenschapsbelang in de in paragraaf 1, 3°, bedoelde partieel gehouden moederentiteit houdt.

§ 4. De Koning kan de verdere modaliteiten met betrekking tot de voldoening van de IIR-bijheffing bepalen.

Art. 32. § 1^{er}. L'impôt complémentaire pour la RIR visé à l'article 31 est égal à l'impôt complémentaire de l'entité constitutive faiblement imposée, calculé selon les modalités de l'article 22, multiplié par la part attribuable à l'entité mère de cet impôt complémentaire au titre de l'année fiscale.

§ 2. La part de l'impôt complémentaire pour une entité constitutive faiblement imposée attribuable à l'entité mère visée au paragraphe 1^{er} correspond à la part des titres de participation de l'entité mère ouvrant droit sur le bénéfice admissible de l'entité constitutive faiblement imposée. Ladite part est égale au bénéfice admissible de l'entité constitutive faiblement imposée au titre de l'année fiscale, diminué du montant de ce bénéfice attribuable aux participations détenues par d'autres propriétaires, divisé par le bénéfice admissible de l'entité constitutive faiblement imposée au titre de l'année fiscale.

Le montant du bénéfice admissible attribuable aux titres de participation dans une entité constitutive faiblement imposée détenus par d'autres propriétaires visé à l'alinéa 1^{er} correspond au montant qui aurait été considéré comme attribuable à ces propriétaires en vertu des principes de la norme de comptabilité financière admissible utilisée dans les états financiers consolidés de l'entité mère ultime si le bénéfice net de l'entité constitutive faiblement imposée était égal à son bénéfice admissible et si :

a) l'entité mère avait établi des états financiers consolidés conformément à cette norme comptable (ci-après dénommés "états financiers consolidés hypothétiques") ;

b) l'entité mère détenait une participation de contrôle dans l'entité constitutive faiblement imposée, de sorte que tous les produits et charges de l'entité constitutive faiblement imposée auraient été consolidés ligne par ligne avec ceux de l'entité mère dans les états financiers consolidés hypothétiques ;

c) tous les bénéfices admissibles de l'entité faiblement imposée étaient attribuables à des transactions avec des personnes qui ne sont pas des entités constitutives ; et

d) tous les titres de participation non détenus directement ou indirectement par l'entité mère étaient détenus par des personnes autres que des entités constitutives.

Les bénéfices admissibles visés dans le présent paragraphe ne comprennent pas les bénéfices qui sont attribuables aux propriétaires d'entités transparentes intermédiaires qui, conformément à l'article 12, § 1^{er}, ne sont pas des entités constitutives.

§ 3. En plus du montant attribué à une entité mère conformément au paragraphe 1^{er} l'impôt complémentaire en vertu de la RIR dû par une entité mère conformément à l'article 31 correspond, au titre de l'année fiscale, conformément à l'article 28 :

a) au montant total de l'impôt complémentaire calculé pour cette entité mère ; et

b) au montant de l'impôt complémentaire calculé pour ses entités constitutives faiblement imposées établies en Belgique multiplié par la part attribuable à l'entité mère de cet impôt complémentaire au titre de l'année fiscale.

Art. 33. Lorsqu'une entité mère comme visée à l'article 31, § 1^{er}, détient une participation dans une entité constitutive faiblement imposée, indirectement via une entité mère intermédiaire ou une entité mère partiellement détenue qui est soumise à une RIR qualifiée au titre de l'année fiscale, l'impôt complémentaire dû en vertu de l'article 31 est réduit d'un montant égal à la fraction de la part attribuable à l'entité mère mentionnée en premier lieu de l'impôt complémentaire dû par l'entité mère intermédiaire ou l'entité mère partiellement détenue calculé conformément à l'article 32.

Section 2. — Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés

Art. 34. § 1^{er}. L'impôt calculé conformément à l'article 31 est éventuellement majoré comme mentionné aux articles 157 à 168 du Code des impôts sur les revenus 1992, en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés, sans préjudice de l'application du paragraphe 3.

Pour l'application du présent article le taux de référence visé à l'article 161 du même Code ne peut pas être inférieur à 3 p.c.

Par dérogation aux articles 160 et 165 du même Code la limitation de majoration à 90 p.c. et le relèvement de la base de calcul à 106 p.c. de l'impôt dû à l'État ne sont cependant pas applicables.

L'exception à la majoration prévue à l'article 163 du même Code n'est pas applicable.

§ 2. Le Roi peut déterminer les modalités d'application concernant les versements anticipés conformément au présent article.

Art. 32. § 1. De in artikel 31 bedoelde IIR-bijheffing, is gelijk aan de bijheffing van de laagbelaste groepsentiteit, zoals berekend overeenkomstig artikel 22, vermenigvuldigd met het aan de moederentiteit toerekenbare deel van die bijheffing voor het verslagjaar.

§ 2. Het aan een moederentiteit toerekenbare deel van de bijheffing ter zake van een laagbelaste groepsentiteit bedoeld in paragraaf 1 is evenredig aan het eigendomsbelang van de moederentiteit in het kwalificerende inkomen van de laagbelaste groepsentiteit. Dat eigendomsbelang is voor het verslagjaar gelijk aan het kwalificerende inkomen van de laagbelaste groepsentiteit, onder aftrek van het deel van dat inkomen dat is toe te rekenen aan eigendomsbelangen van andere eigenaren, gedeeld door het kwalificerende inkomen van de laagbelaste groepsentiteit voor het verslagjaar.

Het bedrag aan kwalificerend inkomen dat is toe te rekenen aan door andere eigenaren aangehouden eigendomsbelangen in een laagbelaste groepsentiteit bedoeld in het eerste lid, is gelijk aan het bedrag dat aan die eigenaren toegerekend zou worden op grond van de aanvaardbare standaarden voor financiële verslaglegging die gebruikt worden voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit ingeval het netto-inkomen van de laagbelaste groepsentiteit gelijk is aan haar kwalificerend inkomen en:

a) de moederentiteit een geconsolideerde jaarrekening overeenkomstig die standaarden heeft opgesteld (de "hypothetische geconsolideerde jaarrekening");

b) de moederentiteit een zeggenschapsbelang in de laagbelaste groepsentiteit bezit en derhalve alle baten en lasten van de laagbelaste groepsentiteit post voor post in de hypothetische geconsolideerde jaarrekening geconsolideerd zijn met die van de moederentiteit;

c) het volledige kwalificerende inkomen van de laagbelaste groepsentiteit toe te rekenen is aan transacties met personen die geen groepsentiteit zijn; en

d) alle eigendomsbelangen die niet direct of indirect door de moederentiteit worden gehouden, door andere personen dan groepsentiteiten worden gehouden.

Het kwalificerend inkomen bedoeld in deze paragraaf omvat niet het inkomen dat overeenkomstig artikel 12, § 1, is toe te rekenen aan de eigenaren van de doorstroomentiteit die geen groepsentiteiten zijn.

§ 3. Bovenop het overeenkomstig paragraaf 1 aan een moederentiteit toegerekende bedrag omvat de IIR-bijheffing die op grond van artikel 31 is verschuldigd, voor het verslagjaar het volgende, overeenkomstig artikel 28:

a) het volledige bedrag van de voor die moederentiteit berekende bijheffing; en

b) het bedrag van de voor haar in België gevestigde laagbelaste groepsentiteiten berekende bijheffing, vermenigvuldigd met het aan de moederentiteit toerekenbare aandeel van die bijheffing voor het verslagjaar.

Art. 33. Indien een moederentiteit als bedoeld in 31, § 1, en indirect eigendomsbelang in een laagbelaste groepsentiteit houdt via een tussenliggende of partieel gehouden moederentiteit die is onderworpen aan een gekwalificeerde IIR-bijheffing voor het verslagjaar, wordt de op grond van artikel 31 verschuldigde bijheffing verminderd met een bedrag dat gelijk is aan het aan eerstgenoemde moederentiteit toerekenbare deel van de bijheffing die verschuldigd is door de tussenliggende moederentiteit of de partieel gehouden moederentiteit berekend overeenkomstig artikel 32.

Afdeling 2. — Vermeerdering in het geval ontoereikende voorafbetalingen zijn gedaan

Art. 34. § 1. De belasting berekend overeenkomstig artikel 31, wordt eventueel vermeerderd zoals vermeld in de artikelen 157 tot 168 van het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen zijn gedaan, onverminderd de toepassing van paragraaf 3.

Voor de toepassing van dit artikel mag de in artikel 161 van hetzelfde Wetboek bedoelde basisrentevoet niet lager zijn dan 3 pct.

In afwijking van de artikelen 160 en 165 van hetzelfde Wetboek, vinden de beperking van de vermeerdering tot 90 pct. en de verhoging van de berekeningsgrondslag tot 106 pct. van de Rijksbelasting evenwel geen toepassing.

De bij artikel 163 van hetzelfde Wetboek bepaalde uitzondering op de vermeerdering is niet van toepassing.

§ 2. De Koning kan nadere toepassingsmodaliteiten met betrekking tot de voorafbetalingen overeenkomstig dit artikel bepalen.

§ 3. Par dérogation à l'article 159 du même Code, pour les années fiscales qui débutent avant le 31 décembre 2024, les montants des versements anticipés sont multipliés par 3 fois le taux de référence tant que ceux-ci ont été effectués au plus tard le 20 décembre 2024.

CHAPITRE 8. — *Impôt complémentaire en vertu de la RBII*

Art. 35. § 1^{er}. Un impôt complémentaire en vertu de la RBII qui est égal à l'impôt complémentaire de l'entité constitutive faiblement imposée, à concurrence du montant visé à l'article 36, est dû par l'entité constitutive établie en Belgique, lorsque l'entité mère ultime du groupe d'EMN à laquelle cette entité constitutive appartient :

- 1) est une entité exclue ;
- 2) est établie dans une juridiction de pays tiers qui n'applique pas de RIR qualifiée ; ou
- 3) est établie dans une juridiction qui pour l'application de la présente loi est considérée comme une juridiction à faible imposition visée à l'article 3, 35°.

§ 2. Si plusieurs entités constitutives belges font partie d'un groupe d'EMN tel que visé au paragraphe 1^{er} l'impôt complémentaire en vertu de la RBII, déterminé pour le groupe d'EMN conformément à l'article 36, est perçu auprès de l'entité constitutive qui a les bénéfices nets admissibles les plus élevés en Belgique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un groupe d'EMN peut choisir de désigner une autre entité constitutive belge auprès de laquelle l'impôt est perçu.

§ 3. Le Roi peut déterminer les modalités concernant le paiement de l'impôt complémentaire en vertu de la RBII.

Art. 36. § 1^{er}. L'impôt complémentaire pour la RBII est égal au montant total de l'impôt complémentaire pour la RBII au titre de l'année fiscale relatif au groupe d'EMN, visé au paragraphe 2, multiplié par le ratio pour la RBII de la Belgique au titre de l'année fiscale, déterminé conformément au paragraphe 5.

§ 2. Le montant total de l'impôt complémentaire dû au titre de la RBII pour une année fiscale est égal à la somme de l'impôt complémentaire calculé pour chaque entité constitutive faiblement imposée du groupe d'EMN pour cette année fiscale, conformément à l'article 22, sous réserve des ajustements décrits aux paragraphes 3 et 4.

§ 3. L'impôt complémentaire dû au titre de la RBII par une entité constitutive faiblement imposée est égal à zéro lorsque, pour l'année fiscale, tous les titres de participation de l'entité mère ultime dans cette entité constitutive faiblement imposée sont détenus directement ou indirectement par une ou plusieurs entités mères, qui sont tenues d'appliquer une RIR qualifiée pour cette entité constitutive faiblement imposée au titre de cette année fiscale.

§ 4. Lorsque le paragraphe 3 ne s'applique pas, l'impôt complémentaire dû au titre de la RBII par une entité constitutive faiblement imposée est diminué de la part de l'impôt complémentaire de cette entité constitutive faiblement imposée qui est attribuable à l'entité mère imposable en vertu de la RIR qualifiée.

§ 5. Le pourcentage au titre de la RBII de la Belgique est égal, pour chaque année fiscale et chaque groupe d'EMN, à la somme des ratios de 50 p.c. de A et 50 p.c. de B, où :

- A est le rapport du nombre total d'employés de toutes les entités constitutives du groupe d'EMN établies en Belgique sur le nombre total d'employés de toutes les entités constitutives du groupe d'EMN établies dans une juridiction disposant d'une RBII qualifiée en vigueur pour l'année fiscale ;

- B est le rapport de la somme de la valeur nette comptable des actifs corporels de toutes les entités constitutives du groupe d'EMN établies en Belgique sur la somme de la valeur nette comptable des actifs corporels de toutes les entités constitutives du groupe d'EMN établies dans une juridiction disposant d'une RBII qualifiée en vigueur pour l'année fiscale.

§ 6. Le nombre total d'employés visé au paragraphe 5, 1^{er} tiret, désigne le nombre d'employés en équivalent temps plein de l'ensemble des entités constitutives établies dans la juridiction concernée, y compris les sous-traitants indépendants à condition qu'ils participent aux activités opérationnelles ordinaires de l'entité constitutive.

Les actifs corporels visés au paragraphe 5, deuxième tiret, comprennent les actifs corporels de toutes les entités constitutives établies dans la juridiction concernée mais n'incluent pas la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs incorporels ni les actifs financiers.

§ 7. Les employés dont les coûts salariaux sont comptabilisés dans les états financiers distincts d'un établissement stable conformément à l'article 11, § 1^{er}, et ajustés selon les modalités de l'article 11, § 2, sont attribués à la juridiction dans laquelle est situé l'établissement stable.

§ 3. In afwijking van artikel 159 van hetzelfde Wetboek, worden voor verslagjaren die aanvangen vóór 31 december 2024 de bedragen van de voorafbetalingen vermenigvuldigd met 3 maal de basisrentevoet naargelang zij uiterlijk zijn gedaan op 20 december 2024.

HOOFDSTUK 8. — *UTPR-bijheffing*

Art. 35. § 1. Een UTPR-bijheffing die gelijk is aan de bijheffing van de laagbelaste groepsentiteit, ten belope van het in artikel 36 bedoelde bedrag, is verschuldigd door de in België gevestigde groepsentiteit, met uitsluiting van beleggingsentiteiten, wanneer de uiteindelijke moederentiteit van de MNO-groep waartoe die groepsentiteit behoort:

- 1) een uitgesloten entiteit is;
- 2) in een jurisdictie van een derde land is gevestigd dat geen gekwalificeerde IIR toepast; of
- 3) in een jurisdictie is gevestigd die voor de toepassing van deze wet aangemerkt wordt als een laagbelastende jurisdictie bedoeld in artikel 3, 35°.

§ 2. Indien meerdere in België gevestigde groepsentiteiten behoren tot een MNO-groep als bedoeld in paragraaf 1 wordt de UTPR-bijheffing, bepaald voor de MNO-groep overeenkomstig artikel 36, geheven bij de groepsentiteit met het grootste netto kwalificerend inkomen in België.

In afwijking van het eerste lid kan een MNO-groep ervoor kiezen een andere Belgische groepsentiteit aan te duiden bij wie de belasting geheven wordt.

§ 3. De Koning kan de verdere modaliteiten met betrekking tot de voldoening van de UTPR-bijheffing bepalen.

Art. 36. § 1. De UTPR-bijheffing is gelijk aan het bedrag van de totale UTPR-bijheffing in het verslagjaar van de MNO-groep, bedoeld in paragraaf 2, vermenigvuldigd met het UTPR-percentages van België voor het verslagjaar, bedoeld in paragraaf 5.

§ 2. De totale UTPR-bijheffing voor een verslagjaar is gelijk aan de som van de voor elke laagbelaste groepsentiteit van de MNO-groep voor dat verslagjaar overeenkomstig artikel 22 berekende bijheffing, met inachtneming van de in de paragrafen 3 en 4 vastgelegde aanpassingen.

§ 3. De UTPR-bijheffing voor een laagbelaste groepsentiteit is gelijk aan nul indien, voor het verslagjaar, alle eigendomsbelangen van de uiteindelijke moederentiteit in die laagbelaste groepsentiteit direct of indirect gehouden worden door een of meerdere moederentiteiten die voor dat verslagjaar ter zake van die laagbelaste groepsentiteit een gekwalificeerde IIR moeten toepassen.

§ 4. Indien paragraaf 3 niet van toepassing is, wordt de UTPR-bijheffing voor een laagbelaste groepsentiteit verminderd met het aan de moederentiteit toe te rekenen aandeel van de bijheffing voor die laagbelaste groepsentiteit uit hoofde van de gekwalificeerde IIR.

§ 5. Het UTPR-percentages van België wordt voor ieder verslagjaar en voor iedere MNO-groep is de som van de ratio van 50 pct. van A en 50 pct. van B, waarbij wordt verstaan onder:

- A is de verhouding tussen het totale aantal werknemers van alle groepsentiteiten van de MNO-groep gevestigd in België en het totale aantal werknemers van alle groepsentiteiten van de MNO-groep gevestigd in een jurisdictie die een van kracht zijnde gekwalificeerde UTPR heeft voor het verslagjaar;

- B is de verhouding tussen de som van de nettoboekwaarde van de materiële activa van alle groepsentiteiten van de MNO-groep gevestigd in België en de som van de nettoboekwaarde van de materiële activa van alle groepsentiteiten van de MNO-groep gevestigd in een jurisdictie die een van kracht zijnde gekwalificeerde UTPR heeft voor het verslagjaar.

§ 6. Het totale aantal werknemers bedoeld in paragraaf 5, eerste streepje, is het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, van alle in de betreffende jurisdictie gevestigde groepsentiteiten, inclusief zelfstandige contractanten mits zij deelnemen aan de reguliere bedrijfsactiviteiten van de groepsentiteit.

De materiële activa bedoeld in paragraaf 5, tweede streepje, omvatten de materiële activa van alle in de betreffende jurisdictie gevestigde groepsentiteiten maar geen liquide of daarmee gelijkgestelde middelen, immateriële of financiële activa.

§ 7. De werknemers van wie de loonkosten zijn opgenomen in de afzonderlijke financiële rekeningen van een vaste inrichting, zoals bepaald bij artikel 11, § 1, en aangepast overeenkomstig artikel 11, § 2, worden toegewezen aan de jurisdictie waar de vaste inrichting gevestigd is.

Les actifs corporels pris en compte dans les états financiers distincts d'un établissement stable conformément à l'article 11, § 1^{er}, et ajustés selon les modalités de l'article 11, § 2, sont attribués à la juridiction dans laquelle est établi l'établissement stable.

Le nombre de salariés et les actifs corporels attribués à la juridiction d'un établissement stable ne sont pas pris en compte dans le nombre de salariés et les actifs corporels de la juridiction de l'entité principale.

Le nombre d'employés et la valeur nette comptable des actifs corporels d'une entité d'investissement ou une entité transparente intermédiaire sont exclus des éléments de la formule figurant au paragraphe 5, à moins que dans le cas d'une entité transparente ils ne soient attribués à un établissement stable ou, en l'absence d'établissement stable, aux entités constitutives établies dans la juridiction où l'entité transparente intermédiaire a été constituée.

§ 8. Par dérogation au paragraphe 5, le pourcentage au titre de la RBII pour un groupe d'EMN est réputé égal à zéro au titre d'une année fiscale, à condition que le montant de l'impôt complémentaire pour la RBII attribué à la Belgique au cours d'une année fiscale antérieure n'ait pas eu pour conséquence d'imposer aux entités constitutives dudit groupe d'EMN établies en Belgique une charge d'impôt en espèces supplémentaire égale, au total, au montant de l'impôt complémentaire au titre de la RBII attribué à la Belgique pour cette année fiscale antérieure.

Le nombre d'employés et la valeur nette comptable des actifs corporels des entités constitutives d'un groupe d'EMN établi en Belgique dont le pourcentage au titre de la RBII est égal à zéro pour une année fiscale sont exclus des éléments de la formule d'attribution du montant total de l'impôt complémentaire au titre de la RBII au groupe d'EMN pour cette année fiscale.

§ 9. Le paragraphe 8 ne s'applique pas à une année fiscale si toutes les juridictions qui ont une RBII qualifiée en vigueur pour l'année fiscale concernée ont un pourcentage au titre de la RBII égal à zéro pour le groupe d'EMN pour cette année fiscale.

CHAPITRE 9. — Règles particulières pour les restructurations d'entreprises et de structures de holdings

Art. 37. § 1^{er}. Lorsqu'une entité (ci-après dénommée "cible") devient ou cesse d'être une entité constitutive d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure à la suite d'un transfert de titres de participation directe ou indirecte qu'elle détient dans la cible, ou lorsque la cible devient l'entité mère ultime d'un nouveau groupe au cours d'une année fiscale (ci-après dénommée "année d'acquisition"), la cible est considérée comme un membre du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure aux fins de la présente loi, à condition qu'une partie de ses actifs, passifs, recettes, dépenses et flux de trésorerie soit intégrée, ligne par ligne, dans les états financiers consolidés de l'entité mère ultime au cours de l'année d'acquisition.

Le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire de la cible sont calculés conformément aux paragraphes 2 à 8.

§ 2. Au cours de l'année d'acquisition, un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure tient uniquement compte du résultat net comptable et du montant ajusté des impôts concernés de la cible qui sont inscrits dans les états financiers consolidés de l'entité mère ultime.

§ 3. Au cours de l'année d'acquisition, et de chaque année fiscale suivante, le bénéfice ou la perte admissibles et le montant ajusté des impôts concernés de la cible sont déterminés sur la base de la valeur comptable historique de ses actifs et passifs.

§ 4. Au cours de l'année d'acquisition, le calcul des frais de personnel éligibles de la cible conformément à l'article 23, § 2, tient uniquement compte des coûts figurant dans les états financiers consolidés de l'entité mère ultime.

§ 5. Le calcul de la valeur comptable des actifs corporels éligibles de la cible conformément à l'article 23, § 3, est ajusté, le cas échéant, au prorata de la période pendant laquelle la cible était membre du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure au cours de l'année d'acquisition.

§ 6. À l'exception de l'impôt différé actif au titre d'une perte admissible visée à l'article 18, les actifs et passifs d'impôts différés d'une cible qui sont transférés entre des groupes d'EMN ou des groupes nationaux de grande envergure sont pris en considération par le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure acquérant de la même façon et dans la même mesure que si le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure acquérant contrôlait la cible lors de la naissance de ces actifs et passifs.

Matiériële activa die zijn opgenomen in de afzonderlijke financiële rekeningen van een vaste inrichting zoals bepaald bij artikel 11, § 1, en aangepast overeenkomstig artikel 11, § 2, worden toegewezen aan de jurisdictie waar de vaste inrichting gevestigd is.

Het aantal werknemers en de materiële activa die worden toegewezen aan een vaste inrichting worden niet in aanmerking genomen voor het aantal werknemers en de materiële activa van de jurisdictie van de hoofdentiteit.

Het aantal werknemers en de nettoboekwaarde van de materiële activa van een belegginsentiteit of doorstroomentiteit worden niet meegenomen in de berekening in paragraaf 5, tenzij zij in het geval van een doorstroomentiteit zijn toegerekend aan een vaste inrichting of, bij gebreke van een vaste inrichting, aan de groepsentiteiten die zijn gevestigd in de jurisdictie waar de doorstroomentiteit is opgericht.

§ 8. In afwijking van paragraaf 5 wordt het UTPR-percentage voor een MNO-groep voor een verslagjaar geacht nul te zijn zolang het in een voorafgaand verslagjaar aan België toegewezen bedrag aan UTPR-bijheffing er niet toe heeft geleid dat de in België gevestigde groepsentiteiten van die MNO-groep een extra contante belastinglast dragen die in totaal gelijk is aan het aan die jurisdictie toegewezen bedrag aan UTPR-bijheffing voor dat voorafgaande verslagjaar.

Het aantal werknemers en de nettoboekwaarde van de materiële activa van de groepsentiteiten van een MNO-groep die is gevestigd in België met een UTPR-percentage van nul voor een verslagjaar, zijn uitgesloten in de berekening van de toerekening van de totale UTPR-bijheffing aan de MNO-groep voor dat verslagjaar.

§ 9. Indien alle jurisdicties met een gekwalificeerde UTPR-bijheffing die van kracht is voor dat verslagjaar, voor de MNO-groep een UTPR-percentage van nul hebben overeenkomstig paragraaf 8, dan is die paragraaf niet van toepassing.

HOOFDSTUK 9. — Bijzondere regels voor herstructureringen van ondernemingen en holdingstructuren

Art. 37. § 1. Wanneer een entiteit (de "doelentiteit") een groepsentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep wordt of dat niet langer is als gevolg van de overdracht van directe of indirecte eigendomsbelangen in de doelentiteit, of wanneer de doelentiteit de uiteindelijke moederentiteit wordt van een nieuwe groep in een verslagjaar (het "overnamejaar"), wordt de doelentiteit voor de toepassing van deze wet als een lid van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep behandeld op voorwaarde dat een deel van haar activa, passiva, baten, lasten en kasstromen in het overnamejaar post voor post worden opgenomen in de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit.

Het effectieve belastingtarief en de bijheffing van de doelentiteit worden berekend overeenkomstig de paragrafen 2 tot 8.

§ 2. In het overnamejaar houdt een MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep alleen rekening met het netto-inkomen of -verlies uit de financiële verslaglegging en de aangepaste betrokken belastingen van de doelentiteit zijn opgenomen in de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit.

§ 3. In het overnamejaar, en in elk daaropvolgend verslagjaar, zijn het kwalificerende inkomen of verlies en de aangepaste betrokken belastingen van de doelentiteit gebaseerd op de historische boekwaarde van haar activa en passiva.

§ 4. In het overnamejaar wordt in de berekening van de op grond van artikel 23, § 2, in aanmerking komende loonkosten van de doelentiteit alleen rekening gehouden met de kosten die tot uiting komen in de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit.

§ 5. De berekening van de boekwaarde van de op grond van artikel 23, § 3, in aanmerking komende materiële activa wordt, in voorkomend geval, aangepast naar rato van de periode dat de doelentiteit in het overnamejaar lid was van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep.

§ 6. Met uitzondering van de kwalificerende uitgestelde belastingvordering voor verlies als bedoeld in artikel 18 worden de uitgestelde belastingvorderingen en de uitgestelde belastingverplichtingen van een doelentiteit die tussen MNO-groepen of omvangrijke binnenlandse groepen worden overgedragen, door de overnemende MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep op dezelfde wijze en in dezelfde mate in aanmerking genomen als controleerde de overnemende MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep de doelentiteit toen die vorderingen en verplichtingen ontstonden.

§ 7. Les passifs d'impôts différés de la cible qui ont précédemment été intégrés dans son montant total de l'ajustement de l'impôt différé sont considérés comme annulés, aux fins de l'article 17, § 7, par le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure cédant et comme provenant du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure acquérant au cours de l'année d'acquisition, sauf dans le cas où toute réduction ultérieure des impôts concernés en application de l'article 17, § 7, prendrait effet durant l'année de la régularisation du montant.

§ 8. Lorsque la cible est une entité mère et est une entité constitutive faisant partie de deux ou plusieurs groupes d'EMN ou groupes nationaux de grande envergure au cours de l'année d'acquisition, elle applique séparément la RIR à ses parts attribuables de l'impôt complémentaire pour les entités constitutives faiblement imposées déterminées pour chaque groupe d'EMN ou chaque groupe national de grande envergure.

§ 9. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 8, l'acquisition ou la cession d'une participation conférant le contrôle à l'égard d'une cible est considérée comme une acquisition ou une cession d'actifs et de passifs si la juridiction dans laquelle est établie la cible ou, dans le cas d'une entité fiscalement transparente, la juridiction dans laquelle sont situés les actifs considère l'acquisition ou la cession de cette participation conférant le contrôle d'une manière identique ou semblable à une acquisition ou cession des actifs et passifs, et impose au vendeur un impôt concerné fondé sur la différence entre la base d'imposition et la contrepartie versée en échange de la participation conférant le contrôle ou la juste valeur des actifs et passifs.

Art. 38. § 1^{er}. Une entité constitutive qui cède des actifs et des passifs (ci-après dénommée "entité constitutive cédante") intègre la plus-value ou la moins-value résultant de cette cession dans le calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles.

Une entité constitutive qui acquiert des actifs et des passifs (ci-après dénommée "entité constitutive acquéreuse") détermine son bénéfice ou sa perte admissibles sur la base de la valeur comptable des actifs et passifs acquis, déterminée selon la norme de comptabilité financière utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés de l'entité mère ultime.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsqu'une cession ou une acquisition d'actifs et de passifs a lieu dans le cadre d'une réorganisation :

a) l'entité constitutive cédante exclut du calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles toute plus-value ou moins-value résultant de cette cession ; et

b) l'entité constitutive acquéreuse détermine son bénéfice ou sa perte admissibles sur la base de la valeur comptable des actifs et passifs de l'entité constitutive cédante acquis lors de la cession.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, lorsque la cession d'actifs et de passifs a lieu dans le cadre d'une réorganisation qui entraîne, pour l'entité constitutive cédante, une plus-value ou une moins-value non admissibles :

a) l'entité constitutive cédante inclut, dans le calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles, la plus-value ou la moins-value résultant de la cession à hauteur de la plus-value ou de la moins-value admissibles ; et

b) l'entité constitutive acquéreuse détermine son bénéfice ou sa perte admissibles après l'acquisition en utilisant la valeur comptable des actifs et passifs de l'entité constitutive cédante acquis lors du transfert, ajustée conformément aux règles fiscales locales de l'entité constitutive acquéreuse pour tenir compte de la plus-value ou de la moins-value non admissibles.

§ 4. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle, lorsqu'une entité constitutive a l'obligation ou l'autorisation d'ajuster la base de ses actifs et le montant de ses passifs à la juste valeur à des fins fiscales dans la juridiction où elle est établie, cette entité constitutive peut :

a) intégrer, dans le calcul de son bénéfice ou de sa perte admissibles, un montant de plus-value ou de moins-value pour chacun de ses actifs et passifs, qui est :

i) égal à la différence entre la valeur comptable, aux fins de la comptabilité financière, de l'actif ou du passif immédiatement avant la date de l'évènement ayant déclenché l'ajustement d'impôt (ci-après dénommé "évènement déclencheur") et la juste valeur de l'actif ou du passif immédiatement après l'évènement déclencheur ; et

ii) minorée (ou majorée) des éventuelles plus-values ou moins-values non admissibles en lien avec l'évènement déclencheur ;

§ 7. Uitgestelde belastingverplichtingen van de doelentiteit die voordien waren opgenomen in haar totale bedrag van de aanpassing voor uitgestelde belastingen, worden in het overnamejaar door de vervreemdende MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep behandeld als teruggedraaid voor de toepassing van artikel 17, § 7, en als voortkomend uit de overnemende MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, met dien verstande dat in dat geval latere verminderingen van de betrokken belastingen op grond van artikel 17, § 7, effect hebben in het jaar waarin het bedrag wordt teruggenomen.

§ 8. Wanneer de doelentiteit tijdens het overnamejaar een moederentiteit is en een groepsentiteit in twee of meer MNO-groepen of omvangrijke binnenlandse groepen is, past zij de IIR afzonderlijk toe op de haar toerekenbare delen in de voor elke MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep bepaalde bijheffing van laagbelaste groepsentiteiten.

§ 9. In afwijking van de paragrafen 1 tot 8 wordt de verkrijging of vervreemding van een zeggenschapsbelang in een doelentiteit als een verkrijging of vervreemding van activa en passiva behandeld indien de jurisdictie waar de doelentiteit is gevestigd of, in het geval van een fiscaal transparante entiteit, de jurisdictie waar de activa zijn gelegen, de verkrijging of vervreemding van dat zeggenschapsbelang op dezelfde, of op een vergelijkbare wijze, behandelt als een verkrijging of vervreemding van activa en passiva, en een betrokken belasting van de verkoper heft op basis van het verschil tussen de heffingsgrondslag en de in ruil voor het zeggenschapsbelang betaalde vergoeding of de reële waarde van de activa en passiva.

Art. 38. § 1. Een groepsentiteit die activa en passiva vervreemdt (de "vervreemdende groepsentiteit"), neemt de winsten of verliezen uit die vervreemding op in de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies.

Een groepsentiteit die activa en passiva overneemt (de "overnemende groepsentiteit"), bepaalt haar kwalificerende inkomen of verlies op basis van de boekwaarde van de overgenomen activa en passiva zoals die is bepaald uit hoofde van de standaard voor financiële verslaglegging die is gebruikt bij de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wanneer een vervreemding of verkrijging van activa en passiva in het kader van een reorganisatie plaatsvindt:

a) sluit de vervreemdende groepsentiteit bij de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies winsten of verliezen uit die vervreemding uit; en

b) bepaalt de overnemende groepsentiteit haar kwalificerende inkomen of verlies op basis van de boekwaarde van de verkregen activa en passiva van de vervreemdende groepsentiteit op het tijdstip van vervreemding.

§ 3. In afwijking van paragrafen 1 en 2, wanneer de vervreemding van activa en passiva plaatsvindt in het kader van een reorganisatie die voor de vervreemdende groepsentiteit in niet-kwalificerende winsten of verliezen resulteert:

a) neemt de vervreemdende groepsentiteit de winsten of verliezen uit die vervreemding op in de berekening van haar kwalificerend inkomen of verlies tot het bedrag van de niet-kwalificerende winsten of verliezen; en

b) bepaalt de overnemende groepsentiteit haar kwalificerende inkomen of verlies na de verkrijging aan de hand van de boekwaarde van de overgenomen activa en passiva van de vervreemdende groepsentiteit op het tijdstip van vervreemding, zoals aangepast conform de plaatselijke belastingregels van de overnemende groepsentiteit om de niet-kwalificerende winsten of verliezen te verantwoorden.

§ 4. Bij de keuze van de indienende groepsentiteit mag een groepsentiteit, wanneer die in de jurisdictie waar zij is gevestigd, de grondslag van haar activa en het bedrag van haar passiva voor fiscale doeleinden moet of mag aanpassen aan de reële waarde:

a) in de berekening van haar kwalificerende inkomen of verlies voor elk van haar activa en passiva een winst- of verliesbedrag opnemen dat:

i) gelijk is aan het verschil tussen de boekwaarde ten behoeve van de financiële verslaglegging van het actief of passief vlak vóór de datum van de gebeurtenis die aanleiding heeft gegeven tot de fiscale aanpassing (het "triggering event"), en de reële waarde van het actief of passief vlak na het triggering event; en

ii) is verminderd (of vermeerderd) met de eventuele door het triggering event ontstane niet-kwalificerende winsten of verliezen;

b) utiliser la juste valeur, aux fins de la comptabilité financière, de l'actif ou du passif immédiatement après l'évènement déclencheur pour calculer le bénéfice ou la perte admissibles au cours des années fiscales qui se terminent après l'évènement déclencheur ; et

c) intégrer le total net des montants déterminés au a) dans le bénéfice ou la perte admissible de l'entité constitutive de l'une des manières suivantes :

i) le total net desdits montants est intégré dans l'année fiscale au cours de laquelle l'évènement déclencheur se produit ; ou

ii) un montant égal au total net desdits montants divisé par cinq est intégré dans l'année fiscale au cours de laquelle l'évènement déclencheur se produit et dans chacune des quatre années fiscales suivantes immédiates, sauf si l'entité constitutive quitte le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure au cours d'une année fiscale durant cette période, auquel cas le montant restant sera entièrement intégré dans cette année fiscale.

Art. 39. § 1^{er}. Aux fins de la présente loi, on entend par :

a) "coentreprise" une entité dont les résultats financiers sont reportés en avant selon la méthode de mise en équivalence dans les états financiers consolidés de l'entité mère ultime, à condition que l'entité mère ultime détienne, directement ou indirectement, au moins 50 p.c. de ses titres de participation.

Une coentreprise ne comprend pas :

i) une entreprise mère ultime d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure qui est tenue d'appliquer la RIR ;

ii) une entité exclue au sens de l'article 3, 59° ;

iii) une entité dont les titres de participation détenus par le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure sont détenus directement par une entité exclue visée à l'article 3, 59°, et qui remplit l'une des conditions suivantes :

- qui a pour objet exclusif, ou presque exclusif, de détenir des actifs ou d'investir des fonds pour le compte de ses investisseurs ;

- qui exerce des activités qui sont accessoires à celles exercées par l'entité exclue ; ou

- dont une partie substantielle des bénéfices sont exclus du calcul du bénéfice ou de la perte admissibles conformément à l'article 9, § 1^{er}, b) et c) ;

iv) une entité qui est détenue par un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure composé exclusivement d'entités exclues ; ou

v) une entité affiliée à une coentreprise.

b) "entité affiliée à une coentreprise" :

i) une entité dont les actifs, les passifs, les recettes, les dépenses et les flux de trésorerie sont consolidés par une coentreprise selon une norme de comptabilité financière admissible ou auraient été consolidés si la coentreprise avait été tenue de consolider ces actifs, passifs, recettes, dépenses et flux de trésorerie selon une norme de comptabilité financière admissible ; ou

ii) un établissement stable dont l'entité principale est une coentreprise ou une entité visée au i). Dans ces cas, l'établissement stable est considéré comme une filiale de coentreprise distincte.

§ 2. Une entité mère qui détient, directement ou indirectement, des titres de participation dans une coentreprise ou une entité affiliée à une coentreprise applique la RIR pour sa part attribuable de l'impôt complémentaire de ladite coentreprise ou entité affiliée à une coentreprise conformément aux articles 31 à 34.

§ 3. Le calcul de l'impôt complémentaire de la coentreprise et de ses filiales (ci-après dénommées "groupe de la coentreprise") est effectué conformément aux dispositions de la présente loi, comme s'il s'agissait d'entités constitutives d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure distinct et comme si la coentreprise était l'entité mère ultime de ce groupe.

§ 4. L'impôt complémentaire dû par le groupe de la coentreprise est diminué de la part de l'impôt complémentaire attribuable à chaque entité mère, conformément au paragraphe 2, pour chaque membre du groupe de la coentreprise imposable conformément au paragraphe 3. Tout montant restant de l'impôt complémentaire est ajouté au montant total de l'impôt complémentaire dû au titre de la RBII conformément à l'article 36, § 2.

Aux fins du présent paragraphe, on entend par "impôt complémentaire dû par le groupe de la coentreprise" la part attribuable à l'entité mère de l'impôt complémentaire du groupe de la coentreprise.

b) de réelle valeur tenen behoeve van de financiële verslaglegging van het actief of passief vlak na het triggering event gebruiken voor de berekening van het kwalificerend inkomen of verlies in de verslagjaren die na het triggering event eindigen; en

c) het nettototaal van de onder a) bepaalde bedragen opnemen in het kwalificerend inkomen of verlies van de groepsentiteit op een van de volgende manieren:

i) het nettototaal van die bedragen wordt opgenomen in het verslagjaar waarin het triggering event zich voordoet; of

ii) een bedrag gelijk aan het nettototaal van die bedragen gedeeld door vijf wordt opgenomen in het verslagjaar waarin het triggering event zich voordoet en in elk van de vier onmiddellijk daaropvolgende verslagjaren, tenzij de groepsentiteit de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep verlaat in een verslagjaar binnen die periode, in welk geval het resterende bedrag volledig in dat verslagjaar wordt opgenomen.

Art. 39. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

a) "joint venture": een entiteit waarvan de financiële resultaten volgens de vermogensmutatiemethode worden gerapporteerd in de geconsolideerde jaarrekening van de uiteindelijke moederentiteit, op voorwaarde dat die uiteindelijke moederentiteit – direct of indirect – ten minste 50 pct. van haar eigendomsbelang houdt.

Een joint venture omvat niet:

i) een uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep die de IIR moet toepassen;

ii) een uitgesloten entiteit in de zin van artikel 3, 59°;

iii) een entiteit waarvan de door de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep gehouden eigendomsbelangen direct worden gehouden via een uitgesloten entiteit als bedoeld in artikel 3, 59°, en die aan één van de volgende voorwaarden voldoet:

- zij wordt uitsluitend of nagenoeg uitsluitend gedreven om activa aan te houden of middelen te beleggen ten behoeve van haar beleggers;

- zij verricht werkzaamheden die een aanvulling vormen op de werkzaamheden van de uitgesloten entiteit; of

- nagenoeg al het inkomen ervan is uitgesloten van de berekening van het kwalificerend inkomen of verlies overeenkomstig artikel 9, § 1, b) en c);

iv) een entiteit die wordt gehouden door een MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep die uitsluitend uit uitgesloten entiteiten bestaat; of

v) een met een joint venture gelieerde partij.

b) "met een joint venture gelieerde partij":

i) een entiteit waarvan de activa, passiva, baten, lasten en kasstromen krachtens een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging door een joint venture worden geconsolideerd of geconsolideerd waren geweest indien de joint venture die activa, passiva, baten, lasten en kasstromen krachtens een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging had moeten consolideren; of

ii) een vaste inrichting waarvan de hoofdentiteit een joint venture is of een onder i) bedoelde entiteit. In dergelijke gevallen wordt de vaste inrichting behandeld als een afzonderlijke met een joint venture gelieerde partij.

§ 2. Een moederentiteit die, direct of indirect, een eigendomsbelang houdt in een joint venture of een met een joint venture gelieerde partij, past de IIR overeenkomstig de artikelen 31 tot 34 toe op het haar toerekenbare deel van de bijheffing van die joint venture of die met een joint venture gelieerde partij.

§ 3. De berekening van de bijheffing van de joint venture en de met de joint venture gelieerde partijen (tezamen een "joint venture groep") vindt overeenkomstig de bepalingen van deze wet plaats als waren zij groepsentiteiten van een afzonderlijke MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep en als was de joint venture de uiteindelijke moederentiteit van die groep.

§ 4. De door de joint venture-groep verschuldigde bijheffing wordt verminderd met het krachtens paragraaf 2 aan elke moederentiteit toerekenbare deel van de bijheffing van elk lid van de joint venture-groep die onder de toepassing van paragraaf 3 valt. Resterende bedragen aan bijheffing worden bijgeteld bij het totale bedrag aan UTPR-bijheffing op grond van artikel 36, § 2.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "door de joint venture-groep verschuldigde bijheffing" verstaan het aan de moederentiteit toerekenbare deel van de bijheffing van de joint venture-groep.

Art. 40. § 1^{er}. Aux fins de la présente loi, on entend par :

a) “groupe d’EMN ou groupe national de grande envergure à entités mères multiples”, deux ou plusieurs groupes dont les entités mères ultimes concluent un accord qui est une structure indissociable ou un accord de double cotation comprenant au moins une entité ou un établissement stable du groupe combiné établi dans une juridiction différente de celle où sont établies les autres entités du groupe combiné ;

b) “structure indissociable”, un accord conclu par deux ou plusieurs entités mères ultimes de groupes distincts, aux termes duquel :

i) au moins 50 p.c. des titres de participation dans les entités mères ultimes des groupes distincts qui, s’ils sont cotés en bourse, le sont à un prix unique et sont, en raison de la structure de propriété, de restrictions sur les transferts ou d’autres termes ou conditions, combinés entre eux et ne peuvent être transférés ou négociés indépendamment les uns des autres ; et

ii) l’une des entités mères ultimes établit les états financiers consolidés dans lesquels les actifs, passifs, recettes, dépenses et flux de trésorerie de toutes les entités des groupes concernés sont présentés ensemble comme les éléments d’une seule et même entité économique et qui doivent être soumis à un audit externe en vertu d’un régime réglementaire ;

c) “accord de double cotation”, un accord conclu par deux ou plusieurs entités mères ultimes de groupes distincts, aux termes duquel :

i) les entités mères ultimes conviennent de regrouper leurs activités exclusivement par contrat ;

ii) conformément aux dispositions contractuelles, les entités mères ultimes effectueront des distributions, pour les dividendes et en cas de liquidation, à leurs actionnaires sur la base d’un ratio fixe ;

iii) les activités des entités mères ultimes sont gérées comme s’il s’agissait d’une seule et même unité économique dans le cadre d’accords contractuels, bien que chacune d’entre elles conserve une identité juridique propre ;

iv) les titres de participation dans les entités mères ultimes parties à l’accord sont cotés, négociés ou transférés indépendamment sur différents marchés financiers ; et

v) les entités mères ultimes établissent les états financiers consolidés dans lesquels les actifs, passifs, recettes, dépenses et flux de trésorerie des entités de tous les groupes sont présentés ensemble comme les éléments d’une seule et même entité économique, et doivent faire l’objet d’un audit externe en vertu d’un régime réglementaire.

§ 2. Lorsque des entités et des entités constitutives de deux ou plusieurs groupes font partie d’un groupe d’EMN ou d’un groupe national de grande envergure à entités mères multiples, les entités et entités constitutives de chaque groupe sont considérées comme des membres d’un groupe d’EMN unique, ou d’un groupe national de grande envergure unique, à entités mères multiples.

Une entité autre qu’une entité exclue visée à l’article 3, 59°, est considérée comme une entité constitutive si ses résultats sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers d’un groupe d’EMN ou d’un groupe national de grande envergure à entités mères multiples ou si ses titres conférant le contrôle sont détenus par des entités du groupe d’EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples.

§ 3. Les états financiers consolidés du groupe d’EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples sont les états financiers consolidés combinés visés dans les définitions de la structure indissociable ou de l’accord de double cotation au paragraphe 1^{er}, préparés selon une norme de comptabilité financière admissible présumée être la norme comptable de l’entité mère ultime.

§ 4. Les entités mères ultimes des groupes distincts qui composent le groupe d’EMN ou le groupe national de grande envergure à entités mères multiples sont les entités mères ultimes du groupe d’EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples.

Lors de l’application de la présente loi à un groupe d’EMN ou à un groupe national de grande envergure à entités mères multiples, les références à une entité mère ultime s’appliquent, le cas échéant, comme s’il s’agissait de références à plusieurs entités mères ultimes.

Art. 40. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

a) “MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen”: twee of meer groepen waarbij de uiteindelijke moederentiteiten een regeling aangaan die een stapelstructuur of een regeling met een dubbele notering behelst die ten minste één entiteit of vaste inrichting van de samengevoegde groep omvat die gevestigd is in een andere jurisdictie dan die waar de andere entiteiten van de samengevoegde groep gevestigd zijn;

b) “stapelstructuur”: een regeling aangegaan door twee of meer uiteindelijke moederentiteiten van afzonderlijke groepen uit hoofde waarvan:

i) 50 pct. of meer van de eigendomsbelangen in de uiteindelijke moederentiteiten van afzonderlijke groepen die, indien zij aan een effectenbeurs worden genoteerd, tegen één koers noteren en die door hun rechtsvorm, beperkingen inzake overdracht, of andere voorwaarden, onderling zijn gecombineerd en niet onafhankelijk van elkaar kunnen worden overgedragen of verhandeld; en

ii) een van de uiteindelijke moederentiteiten een geconsolideerde jaarrekening opstelt waarin de activa, passiva, baten, lasten en kasstromen van alle entiteiten van de betrokken groepen samen worden gepresenteerd als die van één enkele economische eenheid en die op grond van een regelgevingsstelsel extern moeten worden gecontroleerd;

c) “regeling met een dubbele notering”: een regeling aangegaan door twee of meer uiteindelijke moederentiteiten van afzonderlijke groepen uit hoofde waarvan:

i) de uiteindelijke moederentiteiten ermee instemmen hun activiteiten uitsluitend op basis van een contract samen te voegen;

ii) de uiteindelijke moederentiteiten op grond van contractuele overeenkomsten uitkeringen, in verband met dividend en bij liquidatie, aan hun aandeelhouders zullen verrichten op basis van een vaste ratio;

iii) de activiteiten van de uiteindelijke moederentiteiten uit hoofde van contractuele overeenkomsten als één enkele economische eenheid worden beheerd, terwijl elke uiteindelijke moederentiteit haar afzonderlijke wettelijke identiteit behoudt;

iv) de eigendomsbelangen van de uiteindelijke moederentiteiten die de overeenkomst omvatten, op verschillende kapitaalmarkten afzonderlijk worden genoteerd, verhandeld of overgedragen; en

v) de uiteindelijke moederentiteiten een geconsolideerde jaarrekening opstellen waarin de activa, passiva, baten, lasten en kasstromen van de entiteiten in alle groepen samen worden gepresenteerd als die van één enkele economische eenheid en zij op grond van een regelgevingsstelsel extern moeten worden gecontroleerd.

§ 2. Wanneer entiteiten en groepsentiteiten van twee of meer groepen deel uitmaken van een MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen, worden de entiteiten en groepsentiteiten van elke groep als leden van één MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen behandeld.

Een entiteit die geen in artikel 3, 59°, bedoelde uitgesloten entiteit is, wordt als groepsentiteit behandeld indien zij post voor post wordt geconsolideerd door de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen of indien haar zeggenschapsbelangen worden gehouden door entiteiten binnen de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen.

§ 3. De geconsolideerde jaarrekening van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen is de gezamenlijke geconsolideerde jaarrekening als bedoeld in de definitie van een stapelstructuur of van een regeling met dubbele notering in paragraaf 1, opgesteld krachtens een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging, die geacht wordt de standaard voor financiële verslaglegging van de uiteindelijke moederentiteit te zijn.

§ 4. De uiteindelijke moederentiteiten van de afzonderlijke groepen die de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen vormen, zijn de uiteindelijke moederentiteiten van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen.

Wanneer deze wet ten aanzien van een MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen wordt toegepast, gelden verwijzingen naar een uiteindelijke moederentiteit, in voorkomend geval, als verwijzingen naar meerdere uiteindelijke moederentiteiten.

§ 5. Les entités mères du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples établies en Belgique, y compris chaque entité mère ultime, appliquent la RIR conformément aux articles 31 à 34 en ce qui concerne la part qui leur est attribuable de l'impôt complémentaire pour les entités constitutives faiblement imposées.

§ 6. Les entités constitutives du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples qui sont établies en Belgique appliquent la RBII conformément aux articles 35 et 36 et l'impôt national complémentaire conformément aux articles 27 à 30, en tenant compte de l'impôt complémentaire pour chaque entité constitutive faiblement imposée qui est membre du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples.

§ 7. Les entités mères ultimes du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure à entités mères multiples sont tenues de déposer la déclaration pour l'impôt complémentaire conformément à l'article 50 ou 53, à moins qu'elles ne nomment une entité déclarante désignée unique au sens de l'article 55. Cette déclaration comprend des informations concernant chacun des groupes qui composent le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure à entités mères multiples.

CHAPITRE 10. — Règles particulières en matière de neutralité fiscale et de régimes de dividendes

Art. 41. § 1^{er}. Le bénéfice admissible d'une entité transparente intermédiaire qui est une entité mère ultime est diminué, pour l'année fiscale, du montant du bénéfice admissible attribuable au détenteur d'une participation (ci-après dénommé "détenteur") dans l'entité transparente intermédiaire, pour autant que :

a) le titulaire du droit de propriété soit soumis à l'impôt sur ledit bénéfice pour une période d'imposition qui se termine dans les douze mois suivant la fin de cette année fiscale à un taux nominal égal ou supérieur au taux minimum d'imposition ; ou

b) que l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce que le montant agrégé des impôts concernés ajustés de l'entité mère ultime et des impôts acquittés par le détenteur sur ce bénéfice au cours des douze mois suivant la fin de l'année fiscale soit égal ou supérieur à un montant égal à ce bénéfice multiplié par le taux minimum d'imposition.

§ 2. Le bénéfice admissible d'une entité transparente intermédiaire qui est une entité mère ultime est également diminué, pour l'année fiscale, du montant du bénéfice admissible imputable au détenteur d'une participation dans l'entité transparente intermédiaire, pour autant que le détenteur :

a) soit une personne physique qui a sa résidence fiscale dans la juridiction où est établie l'entité mère ultime, et qu'il détienne des titres de participation donnant droit à 5 p.c. ou moins des bénéfices et actifs de l'entité mère ultime ; ou

b) soit une entité publique, une organisation internationale, une organisation à but non lucratif ou un fonds de pension, qui a sa résidence fiscale dans la juridiction où est établie l'entité mère ultime, et qu'il détienne des titres de participation donnant droit à 5 p.c. ou moins des bénéfices et actifs de l'entité mère ultime.

§ 3. La perte admissible d'une entité transparente intermédiaire qui est une entité mère ultime est diminuée, pour l'année fiscale, du montant de la perte admissible attribuable au détenteur d'une participation dans l'entité transparente intermédiaire.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas dans la mesure où le détenteur n'est pas autorisé à utiliser cette perte pour le calcul de son bénéfice imposable.

§ 4. Les impôts concernés d'une entité transparente intermédiaire qui est une entité mère ultime sont réduits proportionnellement au montant du bénéfice admissible diminué conformément aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 5. Les paragraphes 1^{er} à 4 s'appliquent à un établissement stable par l'intermédiaire duquel une entité transparente intermédiaire qui est une entité mère ultime exerce tout ou partie de ses activités, ou par l'intermédiaire duquel sont exercées tout ou partie des activités d'une entité fiscalement transparente, à condition que l'entité mère ultime détienne une participation dans cette entité fiscalement transparente, directement ou au travers d'une chaîne d'entités fiscalement transparentes.

§ 5. De moederentiteiten van de in België gevestigde MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen, daaronder begrepen iedere uiteindelijke moederentiteit, passen de IIR overeenkomstig de artikelen 31 tot 34 toe op het hun toerekenbare deel van de bijheffing van de laagbelaste groepsentiteiten.

§ 6. De groepsentiteiten van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen die in België gevestigd zijn, passen de UTPR overeenkomstig de artikelen 35 en 36 en de binnenlandse bijheffing overeenkomstig de artikelen 27 tot 30 toe, rekening houdende met de bijheffing van elke laagbelaste groepsentiteit die een lid van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen is.

§ 7. De uiteindelijke moederentiteiten van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen worden verplicht de aangifte betreffende de bijheffing overeenkomstig artikel 50 of 53 in te dienen, tenzij zij één aangewezen indienende entiteit in de zin van artikel 55, aanwijzen. Die aangifte bevat informatie over elk van de groepen waaruit de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met verschillende moedermaatschappijen bestaat.

HOOFDSTUK 10. — Bijzondere regels inzake fiscale neutraliteit en uitkeringsregelingen

Art. 41. § 1. Het kwalificerende inkomen van een doorstroomentiteit die een uiteindelijke moederentiteit is, wordt – voor het verslagjaar – verminderd met het bedrag aan kwalificerend inkomen dat toerekenbaar is aan de houder van een eigendomsbelang (de "eigendomshouder") in de doorstroomentiteit, op voorwaarde dat:

a) de eigendomshouder aan belasting op dergelijk inkomen onderworpen is voor een belastingtijdvak dat afloopt binnen twaalf maanden na het einde van dat verslagjaar, tegen een nominaal tarief dat gelijk is aan of hoger dan het minimumbelastingtarief; of

b) redelijkerwijs mag worden verwacht dat het geaggregeerde bedrag van de aangepaste betrokken belastingen van de uiteindelijke moederentiteit en de door de houder van een eigendomsbelang over dat inkomen binnen twaalf maanden na het einde van het verslagjaar voldane belastingen gelijk is aan of hoger dan een bedrag dat gelijk is aan dat inkomen vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief.

§ 2. Het kwalificerende inkomen van een doorstroomentiteit die een uiteindelijke moederentiteit is, wordt voor het verslagjaar ook verminderd met het bedrag aan kwalificerend inkomen dat wordt toegerekend aan de houder van een eigendomsbelang in de doorstroomentiteit, op voorwaarde dat de houder van een eigendomsbelang:

a) een natuurlijk persoon is die een fiscaal inwoner is van de jurisdictie waar de uiteindelijke moederentiteit is gevestigd en die eigendomsbelangen houdt die een recht op 5 pct. of minder van de winst en activa van de uiteindelijke moederentiteit vertegenwoordigen; of

b) een overheidsentiteit, internationale organisatie, non-profitorganisatie of pensioenfonds die/dat fiscaal inwoner is van de jurisdictie waar de uiteindelijke moederentiteit is gevestigd en die eigendomsbelangen houdt die een recht op 5 pct. of minder van de winst en activa van de uiteindelijke moederentiteit vertegenwoordigen.

§ 3. Het kwalificerende verlies van een doorstroomentiteit die een uiteindelijke moederentiteit is, wordt voor het verslagjaar verminderd met het bedrag aan kwalificerend verlies dat toerekenbaar is aan de houder van een eigendomsbelang in de doorstroomentiteit.

Het eerste lid is niet van toepassing voor zover de houder van een eigendomsbelang dat verlies niet mag gebruiken bij het berekenen van zijn belastbaar inkomen.

§ 4. De betrokken belastingen van een doorstroomentiteit die een uiteindelijke moederentiteit is, worden verminderd naar rato van het overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 verminderde bedrag aan kwalificerend inkomen.

§ 5. De paragrafen 1 tot 4 zijn van toepassing op een vaste inrichting via welke een doorstroomentiteit die een uiteindelijke moederentiteit is, geheel of gedeeltelijk haar bedrijf uitoefent, of via welke het bedrijf van een fiscaal transparante entiteit geheel of gedeeltelijk wordt uitgeoefend, op voorwaarde dat het eigendomsbelang van de uiteindelijke moederentiteit in die fiscaal transparante entiteit direct of via een keten van fiscaal transparante entiteiten wordt gehouden.

Art. 42. § 1^{er}. Aux fins de la présente loi, on entend par :

a) “régime des dividendes déductibles”, un régime fiscal qui applique un niveau d'imposition unique sur les revenus des propriétaires d'une entité, en déduisant ou en excluant des bénéfices de l'entité les bénéfices distribués aux propriétaires ou en exonérant une coopérative de l'impôt ;

b) “dividende déductible”, dans le cas d'une entité constitutive soumise à un régime des dividendes déductibles :

i) une distribution de bénéfices au profit du détenteur d'une participation dans l'entité constitutive, qui est déductible du bénéfice imposable de l'entité constitutive en vertu du droit de la juridiction dans laquelle elle est établie ; ou

ii) une ristourne accordée à un membre d'une coopérative ; et

c) “coopérative”, une entité qui commercialise ou acquiert collectivement des biens ou des services pour le compte de ses membres et qui est assujettie, dans la juridiction où elle est établie, à un régime fiscal garantissant la neutralité fiscale au regard des biens ou des services vendus ou acquis par ses membres par l'intermédiaire de la coopérative.

§ 2. L'entité mère ultime d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure, qui est soumise à un régime des dividendes déductibles, réduit sans tomber au-dessous de zéro pour l'année fiscale, son bénéfice admissible du montant qui est distribué sous forme de dividende déductible dans les douze mois suivant la fin de l'année fiscale, à condition que :

a) le dividende soit soumis à l'impôt à charge du bénéficiaire pour une période d'imposition se terminant dans les douze mois suivant la fin de l'année fiscale, à un taux nominal égal ou supérieur au taux minimum d'imposition ; ou que

b) l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce que le montant agrégé des impôts concernés ajustés et des impôts de l'entité mère ultime acquittés par le bénéficiaire sur ce dividende soit égal ou supérieur à ce bénéfice multiplié par le taux minimum d'imposition.

§ 3. L'entité mère ultime d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure, qui est soumise à un régime des dividendes déductibles, réduit également sans tomber au-dessous de zéro pour l'année fiscale, son bénéfice admissible du montant qu'elle distribue sous forme de dividende déductible dans les douze mois suivant la fin de l'année fiscale, à condition que le bénéficiaire :

a) soit une personne physique et que le dividende corresponde à une ristourne provenant d'une coopérative d'approvisionnement ;

b) soit une personne physique qui a sa résidence fiscale dans la même juridiction que celle où est établie l'entité mère ultime, et qu'elle détienne des titres de participation donnant droit à 5 p.c. ou moins des bénéfices et actifs de l'entité mère ultime ; ou

c) soit une entité publique, une organisation internationale, une organisation à but non lucratif ou un fonds de pension, autre qu'une entité de services de fonds de pension, qui a sa résidence fiscale dans la juridiction où est établie l'entité mère ultime.

§ 4. Les impôts concernés d'une entité mère ultime, autres que les impôts pour lesquels la déduction du dividende a été autorisée, sont réduits proportionnellement au montant du bénéfice admissible diminué conformément aux paragraphes 2 et 3.

§ 5. Lorsque l'entité mère ultime détient une participation dans une autre entité constitutive soumise à un régime des dividendes déductibles, directement ou par l'intermédiaire d'une chaîne d'entités constitutives, les paragraphes 2, 3 et 4 s'appliquent à toute autre entité constitutive établie dans la juridiction de l'entité mère ultime soumise au régime des dividendes déductibles, pour autant que son bénéfice admissible soit ensuite distribué par l'entité mère ultime à des bénéficiaires qui satisfont aux exigences énoncées aux paragraphes 2 et 3.

§ 6. Aux fins du paragraphe 2, une ristourne distribuée par une coopérative d'approvisionnement est considérée comme soumise à l'impôt à charge du bénéficiaire dans la mesure où elle réduit une dépense ou un coût déductibles dans le calcul du résultat imposable du bénéficiaire.

Art. 43. § 1^{er}. Une entité constitutive déclarante peut exercer, pour elle-même ou pour une autre entité constitutive soumise à un régime éligible d'imposition des distributions, l'option consistant à intégrer au montant ajusté des impôts concernés de l'entité constitutive au titre de l'année fiscale le montant déterminé en tant qu'impôt sur les distributions présumées conformément au paragraphe 2.

Art. 42. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

a) “aftrekbaar dividendregime”: een belastingregeling die één belastingniveau op het inkomen van de eigenaren van een entiteit toepast door van het inkomen van de entiteit de winst af te trekken of uit te sluiten die aan de eigenaren wordt uitgekeerd, dan wel door een coöperatie van belasting vrij te stellen;

b) “aftrekbaar dividend” met betrekking tot een groepsentiteit die aan een aftrekbaar dividendregime is onderworpen:

i) een winstuitkering aan de houder van een eigendomsbelang in de groepsentiteit die krachtens de wetgeving van de jurisdictie waar die is gevestigd, van het belastbare inkomen van de groepsentiteit aftrekbaar is; of

ii) een ledendividend uitgekeerd aan een lid van een coöperatie; en

c) “coöperatie”: een entiteit die namens haar leden gezamenlijk goederen of diensten afzet of aankoopt en die in de jurisdictie waarin zij is gevestigd, onderworpen is aan een belastingregeling die de fiscale neutraliteit garandeert ten aanzien van goederen of diensten die door haar leden via de coöperatie worden verkocht of aangekocht.

§ 2. Een uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep die aan een aftrekbaar dividendregime is onderworpen, vermindert voor het verslagjaar tot maximaal nul haar kwalificerende inkomen met het bedrag dat als aftrekbaar wordt uitgekeerd binnen twaalf maanden na het einde van het verslagjaar, op voorwaarde dat:

a) het dividend bij de ontvanger aan belasting onderworpen is voor een belastingtijdvak dat afloopt binnen twaalf maanden na het einde van het verslagjaar, tegen een nominaal tarief dat gelijk is aan of hoger dan het minimumbelastingtarief; of dat

b) redelijkerwijs mag worden verwacht dat het geaggregeerde bedrag van de aangepaste betrokken belastingen en de door de ontvanger over dat dividend voldane belastingen van de uiteindelijke moederentiteit gelijk is aan of hoger dan dat inkomen vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief.

§ 3. Een uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep die aan een aftrekbaar dividendregime is onderworpen, vermindert ook voor het verslagjaar tot maximaal nul haar kwalificerende inkomen met het bedrag dat zij als aftrekbaar dividend uitkeert binnen twaalf maanden na het einde van het verslagjaar, op voorwaarde dat de ontvanger:

a) een natuurlijke persoon is en het dividend als een ledendividend wordt ontvangen van een inkoopcoöperatie;

b) een natuurlijk persoon is die een fiscaal inwoner is van de jurisdictie waar de uiteindelijke moederentiteit is gevestigd en eigendomsbelangen houdt die een recht op 5 pct. of minder van de winst en activa van de uiteindelijke moederentiteit vertegenwoordigen; of

c) een overheidsentiteit, een internationale organisatie, een non-profitorganisatie of een pensioenfonds niet zijnde een pensioendiensten verlenende entiteit is, die fiscaal inwoner is van de jurisdictie waar de uiteindelijke moederentiteit is gevestigd.

§ 4. De betrokken belastingen van een uiteindelijke moederentiteit niet zijnde de belasting waarvoor het dividend aftrekbaar was, worden verminderd naar rato van het overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 verminderde bedrag aan kwalificerend inkomen.

§ 5. Wanneer de uiteindelijke moederentiteit een eigendomsbelang houdt in een andere groepsentiteit die aan een aftrekbaar dividendregime is onderworpen – direct of via een keten van zulke groepsentiteiten – zijn de paragrafen 2, 3 en 4 van toepassing op andere groepsentiteiten die gevestigd zijn in de jurisdictie van de uiteindelijke moederentiteit die aan het aftrekbaar dividendregime is onderworpen, voor zover haar kwalificerende inkomen verder door de uiteindelijke moederentiteit wordt uitgekeerd aan ontvangers die aan de vereisten van de paragrafen 2 en 3 voldoen.

§ 6. Voor de toepassing van paragraaf 2 wordt een ledendividend dat wordt uitgekeerd door een inkoopcoöperatie, als belastbaar bij de ontvanger behandeld voor zover dat dividend aftrekbare lasten of kosten in de berekening van het belastbare inkomen of verlies van de ontvanger vermindert.

Art. 43. § 1. Een indienende groepsentiteit kan er voor zichzelf of ten aanzien van een andere groepsentiteit die aan een in aanmerking komend uitkeringsbelastingstelsel is onderworpen, voor kiezen om het overeenkomstig paragraaf 2 als een fictieve inhouding bepaalde bedrag mee te nemen in de berekening van de aangepaste betrokken belastingen van de groepsentiteit voor het verslagjaar.

L'option est exercée sur une base annuelle conformément à l'article 59, et s'applique à toutes les entités constitutives établies dans une juridiction.

§ 2. Le montant de l'impôt sur les distributions présumées correspond au plus faible des deux montants suivants :

a) le montant ajusté des impôts concernés nécessaire pour porter au taux minimum d'imposition le taux effectif d'imposition calculé conformément à l'article 22, § 2, pour la juridiction et l'année fiscale ; ou

b) le montant de l'impôt qui aurait été dû si les entités constitutives établies dans une juridiction avaient distribué tout leur bénéfice soumis au régime éligible d'imposition des distributions au cours de ladite année fiscale.

§ 3. Lorsqu'une option est exercée conformément au paragraphe 1^{er}, un compte de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées est établi pour chaque année fiscale au cours de laquelle cette option s'applique. Le montant de l'impôt sur les distributions présumées pour une juridiction, déterminé conformément au paragraphe 2, est ajouté au compte de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées au titre de l'année fiscale au cours de laquelle il a été établi.

À la fin de chaque année fiscale suivante, le solde des comptes de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées établi pour des années fiscales antérieures est diminué dans l'ordre chronologique, sans tomber en dessous de zéro, des impôts acquittés par les entités constitutives au cours de l'année fiscale au titre des distributions réelles ou présumées.

Tout montant résiduel dans les comptes de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées qui subsiste après application de l'alinéa 2 est diminué, sans tomber en dessous de zéro, d'un montant égal à la perte admissible nette d'une juridiction multipliée par le taux minimum d'imposition.

§ 4. Tout montant résiduel de perte admissible nette multiplié par le taux minimum d'imposition qui subsiste pour une juridiction après application du paragraphe 3, alinéa 3, est reporté sur les années fiscales suivantes et vient en déduction de tout montant résiduel dans les comptes de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées qui subsiste après application du paragraphe 3.

§ 5. Le solde éventuel du compte de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées au dernier jour de la quatrième année fiscale suivant celle pour laquelle ce compte a été établi est considéré comme une réduction du montant ajusté des impôts concernés déterminé précédemment pour ladite année fiscale. Le taux effectif d'imposition et l'impôt complémentaire au titre de cette année fiscale sont recalculés en conséquence, conformément à l'article 24, § 1^{er}.

§ 6. Les impôts acquittés au cours de l'année fiscale au titre des distributions réelles ou présumées ne sont pas inclus dans le montant ajusté des impôts concernés s'ils diminuent un compte de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées conformément aux paragraphes 3 et 4.

§ 7. Lorsqu'une entité constitutive qui fait l'objet d'une option conformément au paragraphe 1^{er} quitte le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure, ou qu'une partie substantielle de ses actifs est transférée à une personne qui n'est pas une entité constitutive du même groupe d'EMN, ou groupe national de grande envergure, établie dans la même juridiction, tout solde des comptes de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées au titre des années fiscales précédentes au cours desquelles ce compte a été établi est considéré comme une diminution du montant ajusté des impôts concernés pour chacune de ces années fiscales conformément à l'article 24, § 1^{er}.

Tout montant d'impôt complémentaire additionnel dû est multiplié par le ratio suivant pour déterminer l'impôt complémentaire additionnel dû pour une juridiction :

– le bénéfice admissible de l'entité constitutive déterminé conformément au chapitre 3 pour chaque année fiscale au cours de laquelle il existe un solde des comptes de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées pour cette juridiction, au numérateur ; sur

– le bénéfice admissible net de la juridiction déterminé conformément à l'article 21, § 2, pour chaque année fiscale au cours de laquelle il existe un solde des comptes de régularisation de l'impôt sur les distributions présumées pour la même juridiction, au dénominateur.

De keuze wordt jaarlijks overeenkomstig artikel 59, gemaakt en geldt voor alle groepentiteiten die in een jurisdictie zijn gevestigd.

§ 2. Het bedrag van de fictieve inhouding is het laagste van de volgende bedragen :

a) het bedrag aan aangepaste betrokken belastingen dat nodig is om het overeenkomstig artikel 22, § 2, voor de jurisdictie voor het verslagjaar berekende effectieve belastingtarief te verhogen tot het minimumbelastingtarief; of

b) het bedrag aan belastingen dat verschuldigd zou zijn geweest indien de in de jurisdictie gevestigde groepentiteiten al hun inkomen dat aan het in aanmerking komende uitkeringsbelastingstelsel is onderworpen, tijdens dat verslagjaar hadden uitgekeerd.

§ 3. Wanneer uit hoofde van paragraaf 1 een keuze wordt gemaakt, wordt voor ieder verslagjaar waarin die keuzemogelijkheid van toepassing is, een terugneemrekening voor fictieve inhoudingen aangelegd. Het bedrag van de overeenkomstig paragraaf 2 voor een jurisdictie bepaalde fictief ingehouden belasting wordt bijgeteld bij de terugneemrekening voor fictieve inhoudingen voor het verslagjaar waarin die was aangelegd.

Aan het eind van elk daaropvolgend verslagjaar worden de uitstaande saldi van de terugneemrekeningen voor fictieve inhoudingen die voor voorafgaande verslagjaren zijn aangelegd, in chronologische volgorde verminderd tot maximaal nul met de belastingen die de groepentiteiten in het verslagjaar ten aanzien van daadwerkelijke of fictieve uitkeringen hebben voldaan.

Bedragen die op de terugneemrekeningen voor fictieve inhoudingen na de toepassing van het tweede lid overblijven, worden tot maximaal nul verminderd met een bedrag gelijk aan het netto kwalificerende verlies in een jurisdictie vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief.

§ 4. Bedragen van het netto kwalificerende verlies, vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief, die na de toepassing van paragraaf 3, derde lid, voor een jurisdictie overblijven, worden overgedragen naar de volgende verslagjaren, en verminderen het resterende bedrag op de terugneemrekeningen voor fictieve inhoudingen dat na de toepassing van paragraaf 3 overblijft.

§ 5. Het eventueel uitstaande saldo van de terugneemrekening voor fictieve inhoudingen op de laatste dag van het vierde verslagjaar na het verslagjaar waarvoor die rekening was aangelegd, wordt behandeld als een vermindering van de voordien voor dat verslagjaar bepaalde aangepaste betrokken belastingen. Het effectieve belastingtarief en de bijheffing voor dat verslagjaar worden derhalve opnieuw berekend overeenkomstig artikel 24, § 1.

§ 6. Belastingen die in het verslagjaar over daadwerkelijke of fictieve uitkeringen worden voldaan, worden niet in de aangepaste betrokken belastingen opgenomen voor zover zij een terugneemrekening voor fictieve inhoudingen verminderen overeenkomstig de paragrafen 3 en 4.

§ 7. Wanneer een groepentiteit die onder een keuzemogelijkheid uit hoofde van paragraaf 1 valt, de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep verlaat of nagenoeg al haar activa worden overgedragen aan een persoon niet zijnde een groepentiteit van dezelfde MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep die in dezelfde jurisdictie is gevestigd, wordt het eventuele uitstaande saldo van de terugneemrekeningen voor fictieve inhoudingen uit de voorafgaande verslagjaren waarin die rekeningen zijn aangelegd, behandeld als een vermindering van de aangepaste betrokken belastingen voor elk van die verslagjaren overeenkomstig artikel 24, § 1.

Aan aanvullende bijheffing verschuldigde bedragen worden vermenigvuldigd met de volgende ratio om de in een jurisdictie verschuldigde aanvullende bijheffing te bepalen :

– het kwalificerende inkomen van de groepentiteit overeenkomstig hoofdstuk 3 wordt bepaald voor elk verslagjaar waarin er voor dit jurisdictie een uitstaand saldo van de terugneemrekeningen voor fictieve inhoudingen is, in de teller; op

– het netto kwalificerende inkomen van de jurisdictie wordt overeenkomstig artikel 21, § 2, bepaald voor elk verslagjaar waarin er voor dezelfde jurisdictie een uitstaand saldo van de terugneemrekeningen voor fictieve inhoudingen is, in de noemer.

Art. 44. § 1^{er}. Lorsqu'une entité constitutive d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure est une entité d'investissement qui n'est pas une entité fiscalement transparente et qui n'a pas exercé d'option conformément aux articles 45 et 46, le taux effectif d'imposition de cette entité d'investissement est calculé séparément du taux effectif d'imposition de la juridiction dans laquelle elle est établie.

§ 2. Le taux effectif d'imposition de l'entité d'investissement visée au paragraphe 1^{er} est égal à son montant ajusté d'impôts concernés, divisé par un montant égal à la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure dans le bénéfice ou la perte admissibles de ladite entité d'investissement.

Lorsque plusieurs entités d'investissement sont établies dans une juridiction, leur taux effectif d'imposition est calculé en combinant leur montant ajusté d'impôts concernés ainsi que la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure dans leur bénéfice ou perte admissibles.

§ 3. Le montant ajusté des impôts concernés d'une entité d'investissement visée au paragraphe 1^{er} correspond au montant ajusté des impôts concernés qui s'imputent à la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure dans le bénéfice admissible de l'entité d'investissement et les impôts concernés affectés à l'entité d'investissement conformément à l'article 19. Le montant ajusté des impôts concernés de l'entité d'investissement ne comprend pas les éventuels impôts concernés dus par l'entité d'investissement qui s'imputent au bénéfice qui ne fait pas partie de la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure dans le bénéfice de l'entité d'investissement.

§ 4. L'impôt complémentaire d'une entité d'investissement visée au paragraphe 1^{er} est un montant égal au pourcentage de l'impôt complémentaire de l'entité d'investissement multiplié par un montant égal à la différence entre la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure du bénéfice admissible de l'entité d'investissement et l'exclusion de bénéfices liée à la substance calculée pour l'entité d'investissement.

Le pourcentage d'impôt complémentaire d'une entité d'investissement correspond à un montant positif égal à la différence entre le taux minimum d'imposition et le taux effectif d'imposition de cette entité d'investissement.

Lorsque plusieurs entités d'investissement sont établies dans une juridiction, leur taux effectif d'imposition est calculé en combinant les montants de l'exclusion de bénéfices liée à la substance et la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure dans leur bénéfice ou perte admissibles.

L'exclusion de bénéfices liée à la substance d'une entité d'investissement est déterminée conformément à l'article 23, §§ 1^{er} à 7. Les frais de personnel éligibles des employés éligibles et les actifs corporels éligibles pris en compte pour cette entité d'investissement sont réduits proportionnellement à la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure du bénéfice admissible de l'entité d'investissement divisée par le bénéfice admissible total de cette entité d'investissement.

§ 5. Aux fins du présent article, la part attribuable au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure du bénéfice ou de la perte admissibles d'une entité d'investissement est déterminée conformément à l'article 32, en tenant compte uniquement des intérêts qui ne font pas l'objet d'une option en vertu de l'article 45 ou 46.

Art. 45. § 1^{er}. Aux fins du présent article, on entend par "entité d'investissement d'assurance" une entité qui répondrait à la définition d'un fonds d'investissement énoncée à l'article 3, 31^o, ou à celle d'un véhicule d'investissement immobilier énoncée à l'article 3, 32^o, si elle n'avait pas été établie en lien avec des engagements au titre d'un contrat d'assurance ou de rente et si elle n'était pas entièrement détenue par une entité qui est réglementée en tant que compagnie d'assurance dans la juridiction où elle est établie.

§ 2. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle une entité constitutive qui est une entité d'investissement ou une entité d'investissement d'assurance peut être considérée comme une entité fiscalement transparente si l'entité propriétaire de titres de l'entité constitutive est, dans la juridiction où elle est établie, assujettie à l'impôt au titre d'une juste valeur de marché ou d'un régime similaire fondé sur les variations annuelles de la juste valeur de sa participation dans cette entité, et si le taux d'imposition applicable à l'entité propriétaire de titres de l'entité constitutive à l'égard de ce revenu est égal ou supérieur au taux minimum d'imposition.

Art. 44. § 1. Wanneer een groepsentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep een beleggingsentiteit is die geen transparante entiteit is en die niet de keuzes overeenkomstig de artikelen 45 en 46 heeft gemaakt, wordt het effectieve belastingtarief van die beleggingsentiteit afzonderlijk berekend van het effectieve belastingtarief van de jurisdictie waar die is gevestigd.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde effectieve belastingtarief van de beleggingsentiteit is gelijk aan haar aangepaste betrokken belastingen gedeeld door een bedrag dat gelijk is aan het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van het kwalificerende inkomen of verlies van die beleggingsentiteit.

Wanneer meer dan één beleggingsentiteit in een jurisdictie is gevestigd, wordt hun effectieve belastingtarief berekend door samenvoeging van hun aangepaste betrokken belastingen en het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van hun kwalificerende inkomen of verlies.

§ 3. De aangepaste betrokken belastingen van een in paragraaf 1 bedoelde beleggingsentiteit zijn de aangepaste betrokken belastingen die overeenkomstig artikel 19 zijn toe te rekenen aan het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van het kwalificerende inkomen van de beleggingsentiteit en de aan de beleggingsentiteit toegerekende betrokken belastingen. De aangepaste betrokken belastingen van de beleggingsentiteit omvatten geen door de beleggingsentiteit opgebouwde betrokken belastingen die toe te rekenen zijn aan inkomen dat geen deel uitmaakt van het toerekenbare aandeel van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep in het inkomen van de beleggingsentiteit.

§ 4. De bijheffing van een in paragraaf 1 bedoelde beleggingsentiteit is een bedrag dat gelijk is aan het percentage van de bijheffing van de beleggingsentiteit vermenigvuldigd met een bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van het kwalificerende inkomen van de beleggingsentiteit en het op basis van substance uitgesloten inkomen zoals berekend voor de beleggingsentiteit.

Het percentage van de bijheffing van een beleggingsentiteit is een positief bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het minimumbelastingtarief en het effectieve belastingtarief van die beleggingsentiteit.

Wanneer meer dan één beleggingsentiteit in een jurisdictie zijn gevestigd, wordt hun effectieve belastingtarief berekend door samenvoeging van de bedragen van hun op basis van substance uitgesloten inkomen en het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van hun kwalificerende inkomen of verlies.

Het op basis van substance uitgesloten inkomen wordt voor een beleggingsentiteit bepaald overeenkomstig artikel 23, §§ 1 tot 7. De in aanmerking komende loonkosten van in aanmerking komende werknemers en de in aanmerking komende materiële activa die voor dat soort beleggingsentiteit in aanmerking worden genomen, worden verminderd naar rato van het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van het kwalificerende inkomen van de beleggingsentiteit gedeeld door het totale kwalificerende inkomen van de beleggingsentiteit.

§ 5. Voor de toepassing van dit artikel wordt het aan de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep toerekenbare deel van het kwalificerende inkomen of verlies van een beleggingsentiteit bepaald overeenkomstig artikel 32, waarbij alleen rekening wordt gehouden met belangen waarvoor geen keuze is gemaakt overeenkomstig artikel 45 of 46.

Art. 45. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "verzekeringsbeleggingsentiteit" een entiteit verstaan die voldoet aan de definitie van beleggingsfonds in artikel 3, 31^o, of van vastgoedbeleggingsvehikel in artikel 3, 32^o, indien zij niet was opgericht met betrekking tot verplichtingen uit hoofde van een verzekerings- of annuïteitencontract en indien zij niet volledig eigendom was van een entiteit die gereguleerd is in de jurisdictie waarin zij als verzekeringsonderneming is gevestigd.

§ 2. Bij de keuze van de indienende groepsentiteit mag een groepsentiteit die een beleggingsentiteit of een verzekeringsbeleggingsentiteit is, als een fiscaal transparante entiteit worden behandeld indien de groepsentiteit-eigenaar in de jurisdictie waar die is gevestigd, aan belasting onderworpen is tegen reële marktwaarde of volgens een daarmee vergelijkbare regeling op basis van de jaarlijkse veranderingen in de reële waarde van haar eigendomsbelangen in die entiteit, en het op de groepsentiteit-eigenaar van toepassing zijnde belastingtarief voor dat inkomen gelijk is aan of groter dan het minimumbelastingtarief.

§ 3. Une entité constitutive qui détient indirectement une participation dans une entité d'investissement ou dans une entité d'investissement d'assurance à travers une participation directe dans une autre entité d'investissement ou entité d'investissement d'assurance, est considérée comme étant assujettie à l'impôt au titre d'une juste valeur de marché ou d'un régime similaire en ce qui concerne la participation indirecte dans la première entité ou entité d'investissement d'assurance mentionnée si elle est assujettie à l'impôt selon une juste valeur de marché ou à un régime similaire en ce qui concerne la participation directe dans la seconde entité ou entité d'investissement d'assurance mentionnée.

§ 4. L'option prévue au paragraphe 2 du présent article est exercée conformément à l'article 58.

Si l'option est révoquée, toute plus-value ou moins-value résultant de la cession d'un actif ou d'un passif détenu par l'entité d'investissement ou une entité d'investissement d'assurance est déterminée sur la base de la juste valeur des actifs ou des passifs au premier jour de l'année de révocation.

Art. 46. § 1^{er}. L'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle une entité propriétaire de titres d'une entité d'investissement peut appliquer une méthode de distribution imposable à l'égard de sa participation dans l'entité d'investissement, à condition que cette entité propriétaire de titres ne soit pas une entité d'investissement et que l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elle soit soumise à un impôt sur les distributions de l'entité d'investissement à un taux d'imposition égal ou supérieur au taux minimum d'imposition.

§ 2. Dans le cadre de la méthode de distribution imposable, les distributions et distributions présumées au titre du bénéficiaire admissible d'une entité d'investissement sont incluses dans le bénéficiaire admissible de l'entité propriétaire de titres ayant reçu la distribution, pour autant qu'elle ne soit pas une entité d'investissement.

Le montant des impôts concernés dû par l'entité d'investissement qui peut être imputé sur l'impôt à payer par l'entité propriétaire de titres d'une entité constitutive résultant de la distribution de l'entité d'investissement est inclus dans le bénéficiaire admissible et le montant ajusté des impôts concernés de l'entité propriétaire de titres d'une entité constitutive ayant reçu la distribution.

La part de l'entité propriétaire de titres dans le bénéficiaire admissible net non distribué de l'entité d'investissement visée au paragraphe 3 au cours de la troisième année précédant l'année fiscale (ci-après dénommée "année testée") est considérée comme un bénéficiaire admissible de cette entité d'investissement au titre de l'année fiscale. Le montant égal à ce bénéficiaire admissible multiplié par le taux minimum d'imposition est considéré comme un impôt complémentaire d'une entité constitutive faiblement imposée au titre de l'année fiscale pour l'application des chapitres 6, 7 et 8.

Le bénéficiaire ou la perte admissibles d'une entité d'investissement et le montant ajusté des impôts concernés attribuables à ce bénéficiaire au titre de l'année fiscale sont exclus du calcul du taux effectif d'imposition conformément au chapitre 5 et à l'article 44, §§ 1^{er} à 4, à l'exception du montant des impôts concernés visé à l'alinéa 2.

§ 3. Le bénéficiaire admissible net non distribué d'une entité d'investissement pour l'année testée correspond au montant du bénéficiaire admissible de cette entité d'investissement pour l'année testée, diminué, sans tomber au-dessous de zéro :

- a) des impôts concernés de l'entité d'investissement ;
- b) des distributions et distributions présumées en faveur d'actionnaires autres que des entités d'investissement au cours de la période commençant le premier jour de la troisième année précédant l'année fiscale et se terminant le dernier jour de l'année fiscale déclarable au cours de laquelle la participation était détenue (ci-après dénommée "période de test") ;
- c) des pertes admissibles réalisées au cours de la période de test ; et
- d) de tout montant résiduel de pertes admissibles qui n'a pas déjà réduit le bénéficiaire admissible net non distribué de cette entité d'investissement d'une année testée précédente, à savoir le report des pertes d'investissement.

Le bénéficiaire admissible net non distribué d'une entité d'investissement n'est pas diminué des distributions ou distributions présumées qui ont déjà réduit le bénéficiaire admissible net non distribué de cette entité d'investissement d'une année testée précédente en application de l'alinéa 1^{er}, b).

§ 3. Een groepsentiteit die indirect een eigendomsbelang in een beleggingsentiteit of in een verzekeringsbeleggingsentiteit houdt via een direct eigendomsbelang in een andere beleggingsentiteit of een verzekeringsbeleggingsentiteit, wordt geacht tegen reële marktwaarde of volgens een daarmee vergelijkbare regeling ten aanzien van haar indirect eigendomsbelang in eerstgenoemde entiteit of verzekeringsbeleggingsentiteit aan belasting onderworpen te zijn indien zij tegen reële marktwaarde of volgens een daarmee vergelijkbare regeling ten aanzien van haar direct eigendomsbelang in laatstgenoemde entiteit of verzekeringsbeleggingsentiteit aan belasting onderworpen is.

§ 4. De keuze uit hoofde van paragraaf 2 van dit artikel wordt gemaakt overeenkomstig artikel 58.

Indien de keuze wordt herroepen, wordt winst of verlies uit de vervreemding van een door een beleggingsentiteit of verzekeringsbeleggingsentiteit gehouden actief of passief bepaald op basis van de reële marktwaarde van het actief of passief op de eerste dag van het jaar waarin de herroeping plaatsvindt.

Art. 46. § 1. Bij de keuze van de indienende groepsentiteit mag een groepsentiteit-eigenaar van een beleggingsentiteit een methode van belastbare uitkering toepassen ten aanzien van zijn eigendomsbelang in de beleggingsentiteit, op voorwaarde dat de groepsentiteit-eigenaar geen beleggingsentiteit is en redelijkerwijs mag worden verwacht dat hij aan belasting over uitkeringen van de beleggingsentiteit onderworpen is tegen een belastingtarief dat gelijk is aan of groter dan het minimumbelastingtarief.

§ 2. Volgens de methode van belastbare uitkering worden uitkeringen en fictieve uitkeringen van het kwalificerende inkomen van een beleggingsentiteit opgenomen in het kwalificerende inkomen van de groepsentiteit-eigenaar die de uitkering heeft ontvangen, mits die geen beleggingsentiteit is.

Het bedrag aan door de beleggingsentiteit voldane betrokken belastingen dat de groepsentiteit-eigenaar kan verrekenen met de uitkering van de beleggingsentiteit voortvloeiende belastingverplichting, wordt opgenomen in het kwalificerende inkomen en de aangepaste betrokken belastingen van de groepsentiteit-eigenaar die de uitkering heeft ontvangen.

Het aandeel van de groepsentiteit-eigenaar in het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van de in paragraaf 3 bedoelde beleggingsentiteit in het derde jaar voorafgaand aan het verslagjaar (het "geteste jaar") wordt als kwalificerende inkomen van die beleggingsentiteit voor het verslagjaar behandeld. Het bedrag dat overeenstemt met het kwalificerende inkomen wordt, vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief, voor de toepassing van hoofdstukken 6, 7 en 8 voor het verslagjaar behandeld als bijheffing van een laagbelaste groepsentiteit.

Het kwalificerende inkomen of verlies van een beleggingsentiteit voor het verslagjaar en de aan dat inkomen toe te rekenen aangepaste betrokken belastingen voor het verslagjaar worden uitgesloten van de berekening van het effectieve belastingtarief overeenkomstig hoofdstuk 5 en artikel 44, §§ 1 tot 4, met uitzondering van het in het tweede lid bedoelde bedrag aan betrokken belastingen.

§ 3. Het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van een beleggingsentiteit voor het geteste jaar is het bedrag aan kwalificerend inkomen van die beleggingsentiteit voor het geteste jaar, verminderd tot maximaal nul met:

- a) de betrokken belastingen van de beleggingsentiteit;
- b) uitkeringen en fictieve uitkeringen aan aandeelhouders, niet zijnde beleggingsentiteiten, in de periode die begint op de eerste dag van het derde jaar voorafgaand aan het verslagjaar en eindigt op de laatste dag van het verslagjaar waarin het eigendomsbelang werd gehouden (de "testperiode");
- c) kwalificerende verliezen ontstaan tijdens de testperiode; en
- d) resterende bedragen aan kwalificerende verliezen die het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van die beleggingsentiteit voor een vorig getest jaar nog niet hebben verminderd, namelijk de voorwaartse verrekening van beleggingsverlies.

Het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van een beleggingsentiteit wordt niet verminderd met het bedrag aan kwalificerende verliezen waarmee het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van die beleggingsentiteit voor een vorig getest jaar reeds is verminderd met toepassing van het eerste lid, b).

Le bénéfice admissible net non distribué d'une entité d'investissement n'est pas diminué du montant des pertes admissibles qui a déjà réduit le bénéfice admissible net non distribué de cette entité d'investissement d'une année testée précédente en application de l'alinéa 1^{er}, c).

§ 4. Aux fins du présent article, une distribution présumée naît lorsqu'une participation directe ou indirecte dans l'entité d'investissement est transférée à une entité qui n'appartient pas au groupe d'EMN ou au groupe national de grande envergure et que ladite distribution est égale à la part du bénéfice admissible net non distribué attribuable à cette participation à la date de ce transfert, déterminée sans tenir compte de la distribution présumée.

§ 5. L'option prévue au paragraphe 1^{er} est exercée conformément à l'article 58.

Si l'option est révoquée, la part de l'entité propriétaire de titres dans le bénéfice admissible net non distribué de l'entité d'investissement au cours de l'année testée à la fin de l'année fiscale précédant l'année où la révocation a lieu est considérée comme un bénéfice admissible de l'entité d'investissement au titre de l'année fiscale. Le montant égal à ce bénéfice admissible multiplié par le taux minimum d'imposition est considéré comme un impôt complémentaire d'une entité constitutive faiblement imposée au titre de l'année fiscale aux fins des chapitres 6, 7 et 8.

CHAPITRE 11. — Etablissement et perception de l'impôt minimum

Section 1. — Cadre réglementaire général

Art. 47. Sauf dérogation explicite, les dispositions du titre VII du Code des impôts sur les revenus 1992 sont applicables aux impôts perçus en application de la présente loi.

Pour l'application du titre VII du même Code, les impôts perçus en application de la présente loi sont assimilés à l'impôt des sociétés.

Le Roi peut déterminer les modalités d'application concernant l'enrôlement des impôts perçus en application de la présente loi.

Art. 48. Les déclarations visées aux sections II et III de ce titre sont assimilées à une déclaration complexe visée à l'article 354, § 1^{er}, alinéa 4, du même Code.

Les délais d'investigation et d'imposition de dix ans visés respectivement à l'article 333, alinéa 2, et à l'article 354, § 1^{er}, alinéa 4, du même Code, s'appliquent aux déclarations visées aux sections II et III du présent titre.

Art. 49. Les articles 361 à 364^{quater} du même Code ne sont pas applicables aux impôts perçus en vertu de la présente loi.

Section 2. — Déclaration en matière d'impôt national complémentaire

Art. 50. § 1^{er}. Par dérogation au titre VII, chapitre II, du même Code, une entité constitutive établie en Belgique est tenue de déposer chaque année, auprès de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, une déclaration concernant l'impôt national complémentaire, dans les formes et délais prévus aux articles 51 et 52.

§ 2. La déclaration visée au paragraphe 1^{er} peut être déposée par une entité locale désignée pour le compte d'une entité constitutive établie en Belgique.

Par "entité locale désignée" visée à l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'entendre l'entité constitutive d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure qui est établie en Belgique et qui a été désignée par les autres entités constitutives du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure établies en Belgique pour déposer la déclaration d'information pour l'impôt national complémentaire, ou soumettre la notification visée au paragraphe 3, conformément aux articles 50 à 52, en leur nom.

§ 3. Lorsqu'une entité locale désignée dépose la déclaration visée au paragraphe 1^{er} pour le compte d'une entité constitutive, cette entité constitutive en informe l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus au moyen d'un modèle déterminé par le Roi et qui est délivré par le service désigné par le Roi.

Art. 51. § 1^{er}. La déclaration visée à l'article 50, § 1^{er}, est faite sur un formulaire dont le modèle est déterminé par le Roi et qui est délivré par le service désigné par le Roi.

Het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van een beleggingsentiteit wordt niet verminderd met het bedrag aan kwalificerende verliezen waarmee het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van die beleggingsentiteit voor een vorig getest jaar reeds is verminderd met toepassing van het eerste lid, c).

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt een fictieve uitkering geacht plaats te vinden wanneer een direct of indirect eigendomsbelang in de beleggingsentiteit wordt overgedragen aan een entiteit die geen deel uitmaakt van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep en gelijk is aan het deel van het aan dat eigendomsbelang toe te rekenen niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen op de datum van die overdracht, bepaald zonder de fictieve uitkering in aanmerking te nemen.

§ 5. De keuze uit hoofde van paragraaf 1 wordt gemaakt overeenkomstig artikel 58.

Indien de keuze wordt herroepen, wordt het aandeel van de groepsentiteit-eigenaar in het niet-uitgekeerde netto kwalificerende inkomen van de beleggingsentiteit voor het geteste jaar aan het einde van het verslagjaar voorafgaand aan het verslagjaar waarin de herroeping wordt gedaan, als kwalificerend inkomen van de beleggingsentiteit voor het verslagjaar behandeld. Het bedrag dat overeenstemt met het kwalificerende inkomen wordt, vermenigvuldigd met het minimumbelastingtarief, voor de toepassing van hoofdstukken 6, 7 en 8 voor het verslagjaar behandeld als bijheffing van een laagbelaste groepsentiteit.

HOOFDSTUK 11. — Vestiging en inning van de minimumbelasting

Afdeling 1. — Algemeen regelgevend kader

Art. 47. Behoudends uitdrukkelijke afwijking zijn de bepalingen van titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, van toepassing op de krachtens deze wet geheven belastingen.

Voor de toepassing van titel VII van hetzelfde Wetboek worden de krachtens deze wet geheven belastingen gelijkgesteld met de vennootschapsbelasting.

De Koning kan de nadere toepassingsmodaliteiten inzake de inkomstering van de krachtens deze wet geheven belastingen bepalen.

Art. 48. De aangiftes bedoeld in afdeling II en III van deze titel worden gelijkgesteld met een complexe aangifte bedoeld in artikel 354, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek.

De onderzoeks-en aanslagtermijnen van 10 jaar bedoeld in respectievelijk de artikelen 333, tweede lid en 354, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, zijn van toepassing op de aangiftes bedoeld in afdeling II en III van deze titel.

Art. 49. De artikelen 361 tot 364^{quater} van hetzelfde Wetboek vinden geen toepassing voor de overeenkomstig deze wet geheven belastingen.

Afdeling 2 - Aangifte inzake de binnenlandse bijheffing

Art. 50. § 1. In afwijking van titel VII, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek is een in België gevestigde groepsentiteit gehouden ieder jaar aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen een aangifte inzake de binnenlandse bijheffing over te leggen in de vormen en binnen de termijnen omschreven in de artikelen 51 en 52.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde aangifte kan door een aangewezen lokale entiteit ten behoeve van een in België gevestigde groepsentiteit worden ingediend.

Onder "aangewezen lokale entiteit" wordt verstaan de groepsentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep die in België is gevestigd en die door de in België gevestigde overige groepsentiteiten van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep is aangewezen om, namens hen, overeenkomstig artikelen 50 tot 52 de aangifte met informatie betreffende de binnenlandse bijheffing in te dienen of de in paragraaf 3 bedoeld kennisgevingen te doen.

§ 3. Wanneer een aangewezen lokale entiteit namens een groepsentiteit de in paragraaf 1 bedoelde aangifte indient, brengt die groepsentiteit de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen daarvan in kennis via een model dat door de Koning wordt vastgelegd en dat wordt uitgereikt door de door de Koning aangewezen dienst.

Art. 51. § 1. De aangifte bedoeld in artikel 50, § 1, wordt gedaan op een formulier waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld en dat wordt uitgereikt door de door de Koning aangewezen dienst.

§ 2. La déclaration annuelle contient les informations suivantes sur le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure :

- a) l'identification des entités constitutives situées en Belgique, y compris leur numéro d'identification fiscale ;
- b) des informations sur la structure sociale d'ensemble du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure, y compris les titres conférant le contrôle dans les entités constitutives détenues par d'autres entités constitutives ;
- c) les informations nécessaires au calcul du montant de l'impôt national complémentaire visé au chapitre 6 ;
- d) un historique des options qui ont été choisies conformément au présent titre en ce qui concerne la Belgique ;
- e) le numéro d'entreprise avec lequel les versements anticipés sont effectués.

Art. 52. La date limite d'introduction de la déclaration visée à l'article 50, § 1^{er}, est fixée au dernier jour du onzième mois suivant la clôture de l'année fiscale.

Section 3. — Déclaration en matière d'impôt complémentaire en vertu de la RIR et d'impôt complémentaire en vertu de la RBII

Art. 53. § 1^{er}. Par dérogation au titre VII, chapitre II, du même Code, une entité constitutive établie en Belgique est tenue de déposer chaque année auprès de l'administration chargée de l'établissement des impôts sur les revenus une déclaration en matière d'impôt complémentaire en vertu de la RIR et d'impôt complémentaire en vertu de la RBII dans les formes et délais prévus aux articles 55 à 57.

§ 2. La déclaration visée au paragraphe 1^{er} peut être déposée par une entité locale désignée pour le compte d'une entité constitutive établie en Belgique.

Par "entité locale désignée" visée à l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'entendre l'entité constitutive d'un groupe d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure qui est établie en Belgique et qui a été désignée par les autres entités constitutives du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure établies en Belgique pour déposer la déclaration d'information pour l'impôt complémentaire en vertu de la RIR et en vertu de la RBII, ou soumettre la notification visée au paragraphe 3, ou à l'article 54, § 2, conformément aux articles 53 à 57, en leur nom.

§ 3. Lorsqu'une entité locale désignée dépose la déclaration visée au paragraphe 1^{er} pour le compte d'une entité constitutive, cette entité constitutive en informe l'administration chargée de l'établissement des impôts sur les revenus au moyen d'un modèle établi par le Roi et qui est délivré par le service désigné par le Roi.

Art. 54. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 53, une entité constitutive établie en Belgique n'est pas tenue de déposer une déclaration auprès de l'administration chargée de l'établissement des impôts sur les revenus si cette déclaration, conformément aux exigences de l'article 55 à 57, a été déposée par :

- a) l'entité mère ultime établie dans une juridiction ayant conclu un accord éligible avec la Belgique entre autorités compétentes qui est en vigueur pour l'année fiscale ; ou
- b) l'entité déclarante désignée établie dans une juridiction ayant conclu un accord éligible avec la Belgique entre autorités compétentes qui est en vigueur pour l'année fiscale.

Par "accord éligible entre autorités compétentes" visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, a) et b), il y a lieu d'entendre un accord bilatéral ou multilatéral ou tout autre accord entre deux ou plusieurs autorités compétentes régissant l'échange automatique de déclarations d'information annuelles pour l'impôt complémentaire.

§ 2. En application du paragraphe 1^{er}, l'entité constitutive établie en Belgique, ou l'entité locale désignée agissant pour son compte, notifie à l'administration chargée de l'établissement des impôts sur les revenus, au moyen d'un modèle établi par le Roi et qui est délivré par le service désigné par le Roi, l'identité de l'entité qui dépose la déclaration ainsi que la juridiction dans laquelle elle est établie.

Art. 55. La déclaration est faite sur un formulaire dont le modèle est déterminé par le Roi et délivré par le service désigné par le Roi.

La déclaration annuelle doit contenir au moins les informations suivantes concernant le groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure :

- a) l'identification des entités constitutives, y compris leur numéro d'identification fiscale, la juridiction dans laquelle elles sont établies et leur statut au regard des exigences du présent titre ;

§ 2. De jaarlijkse aangifte moet de volgende informatie bevatten over de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep:

- a) identificatie van de in België gevestigde groepsentiteiten, met inbegrip van hun fiscale identificatienummers;
- b) informatie over de algemene vennootschapsstructuur van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, met inbegrip van de zeggenschapsbelangen in de groepsentiteiten die door andere groepsentiteiten worden gehouden;
- c) de informatie die nodig is voor het berekenen van het bedrag van de binnenlandse bijheffing bedoeld in hoofdstuk 6;
- d) een overzicht van de keuzes die overeenkomstig deze titel met betrekking tot België zijn gemaakt;
- e) het ondernemingsnummer waarmee voorafbetalingen zijn gedaan.

Art. 52. De uiterste datum van indiening van de aangifte bedoeld in artikel 50, § 1, wordt vastgesteld op de laatste dag van de elfde maand volgend op het afsluiten van het verslagjaar.

Afdeling 3. — Aangifte inzake de IIR-bijheffing en de UTPR-bijheffing

Art. 53. § 1. In afwijking van titel VII, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek is een in België gevestigde groepsentiteit gehouden ieder jaar aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen een aangifte inzake de IIR-bijheffing en de UTPR-bijheffing over te leggen in de vormen en binnen de termijnen omschreven in de artikelen 55 tot 57.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde aangifte kan door een aangewezen lokale entiteit ten behoeve van een in België gevestigde groepsentiteit worden ingediend.

Onder "aangewezen lokale entiteit" wordt verstaan de groepsentiteit van een MNO-groep of van een omvangrijke binnenlandse groep die in België is gevestigd en die door de in België gevestigde overige groepsentiteiten van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep is aangewezen om, namens hen, overeenkomstig de artikelen 53 tot 57 de aangifte met informatie betreffende de IIR-bijheffing en de UTPR-bijheffing in te dienen of de in paragraaf 3, of de in artikel 54, § 2, bedoeld kennisgevingen te doen.

§ 3. Wanneer een aangewezen lokale entiteit namens een groepsentiteit de in paragraaf 1 bedoelde aangifte indient, brengt die groepsentiteit de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen daarvan in kennis via een model dat door de Koning wordt vastgelegd en dat wordt uitgereikt door de door de Koning aangewezen dienst.

Art. 54. § 1. In afwijking van artikel 53 is een in België gevestigde groepsentiteit niet verplicht aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen een aangifte over te leggen indien die aangifte, overeenkomstig de vereisten van artikel 55 tot 57, wordt ingediend door:

- a) de uiteindelijke moederentiteit die in een jurisdictie is gevestigd die, voor het verslagjaar, een van kracht zijnde kwalificerende overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten heeft gesloten met België; of
- b) de aangewezen indienende entiteit die in een jurisdictie is gevestigd die, voor het verslagjaar, een van kracht zijnde kwalificerende overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten heeft gesloten met België.

Onder "kwalificerende overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten" bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, a) en b), wordt verstaan: een bilaterale of multilaterale overeenkomst of regeling tussen twee of meer bevoegde autoriteiten die in de automatische uitwisseling van jaarlijkse informatieverstrekkings over bijheffingen voorziet.

§ 2. Bij toepassing van paragraaf 1, stelt de in België gevestigde groepsentiteit, of de aangewezen lokale entiteit namens die groepsentiteit, de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen via een model dat door de Koning wordt vastgelegd en dat wordt uitgereikt door de door de Koning aangewezen dienst, in kennis van de identiteit van de entiteit die de aangifte indient, en van de jurisdictie waar zij is gevestigd.

Art. 55. De aangifte wordt gedaan op een formulier waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld en dat wordt uitgereikt door de door de Koning aangewezen dienst.

De jaarlijkse aangifte moet op zijn minst de volgende informatie bevatten over de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep:

- a) identificatie van de groepsentiteiten, met inbegrip van hun fiscale identificatienummers, de jurisdictie waar zij zijn gevestigd, en hun status uit hoofde van de voorschriften van deze titel;

b) des informations sur la structure sociale d'ensemble du groupe d'EMN ou du groupe national de grande envergure, y compris les titres conférant le contrôle dans les entités constitutives qui sont détenues par d'autres entités constitutives ;

c) les informations nécessaires au calcul :

i) du taux effectif d'imposition pour chaque juridiction et de l'impôt complémentaire de chaque entité constitutive ;

ii) de l'impôt complémentaire applicable à tout membre du groupe d'une coentreprise ;

iii) de la fraction de l'impôt complémentaire au titre de la RIR et du montant de l'impôt complémentaire pour la RBII affectés à chaque juridiction ; et

d) un historique des options qui ont été choisies conformément au présent titre.

Art. 56. Par dérogation à l'article 55, lorsque l'entité mère ultime d'une entité constitutive établie en Belgique est établie dans une juridiction d'un état tiers qui applique des règles évaluées comme équivalentes aux règles de la présente loi, la déclaration annuelle comprend au moins les informations suivantes :

a) toutes les informations nécessaires aux fins de l'application de l'article 31, notamment :

i) l'identification de toutes les entités constitutives dans lesquelles une entité mère partiellement détenue établie en Belgique détient, directement ou indirectement, une participation à tout moment de l'année fiscale, et la structure de ces titres de participation ;

ii) toutes les informations nécessaires pour calculer le taux effectif d'imposition des juridictions dans lesquelles une entité mère partiellement détenue établie en Belgique détient des titres de participation dans des entités constitutives visées au i) et l'impôt complémentaire dû ; et

iii) toutes les informations pertinentes à cette fin conformément aux chapitres 6 et 7 ;

b) toute information nécessaire pour l'application du chapitre 8, notamment :

i) l'identification de toutes les entités constitutives établies dans la juridiction de l'entité mère ultime et la structure de ces titres de participation ;

ii) toutes les informations nécessaires pour calculer le taux effectif d'imposition de la juridiction de l'entité mère ultime et l'impôt complémentaire dont elle est redevable ; et

iii) toutes les informations nécessaires pour affecter cet impôt complémentaire sur la base de la formule d'attribution au titre de la RBII prévue à l'article 36 ;

c) toutes les informations nécessaires à l'application d'un impôt national complémentaire qualifié par toute juridiction ayant choisi d'appliquer un tel impôt complémentaire, visé à l'article 3, 28°.

Art. 57. § 1^{er}. Le délai d'introduction de la déclaration visée à l'article 53, § 1^{er}, est fixé au dernier jour du quinzième mois suivant la clôture de l'année fiscale.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la date ultime d'introduction de la déclaration visée à l'article 53, § 1^{er}, est fixée au dernier jour du dix-huitième mois suivant la clôture de l'année fiscale qui débute au plus tard le 31 décembre 2024.

Section 4. — Exercice des options

Art. 58. Les choix visés à l'article 6, alinéa 2, à l'article 13, §§ 1^{er}, 2, 4 et 7 et aux articles 45 et 46 sont applicables pour une période de cinq ans, à compter de l'année au cours de laquelle le choix est effectué. Le choix est automatiquement renouvelé, sauf si l'entité constitutive déclarante révoque le choix à la fin de la période de cinq ans. La révocation du choix est valable pour une période de cinq ans, à compter de la fin de l'année au cours de laquelle la révocation intervient.

Art. 59. Les choix visés à l'article 13, §§ 3, 5 et 6, à l'article 17, § 1^{er}, b), à l'article 20, § 1^{er}, à l'article 23, à l'article 25, § 1^{er}, et à l'article 43 sont valables pour une période d'un an. Le choix est automatiquement renouvelé, sauf si l'entité constitutive déclarante révoque le choix à la fin de l'année.

b) informatie over de algemene vennootschapsstructuur van de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep, met inbegrip van de zeggenschapsbelangen in de groepsentiteiten die door andere groepsentiteiten worden gehouden;

c) de informatie die nodig is voor het berekenen van:

i) het effectieve belastingtarief voor elke jurisdictie en de bijheffing van elke groepsentiteit;

ii) de bijheffing van een lid van een joint venture-groep;

iii) de toerekening aan elke jurisdictie van de IIR-bijheffing en het bedrag aan UTPR-bijheffing; en

d) een overzicht van de keuzes die overeenkomstig deze titel zijn gemaakt.

Art. 56. In afwijking van artikel 55, bevat de jaarlijkse aangifte wanneer de uiteindelijke moederentiteit van een in België gevestigde groepsentiteit in een jurisdictie van een derde land is gevestigd die voorschriften toepast die gelijkwaardig aan de voorschriften van deze wet zijn beoordeeld, op zijn minst de volgende informatie:

a) alle informatie die nodig is voor de toepassing van artikel 31, daaronder begrepen:

i) identificatie van alle groepsentiteiten waarin een in België gevestigde partiel gehouden moederentiteit, direct of indirect, op enig tijdstip tijdens het verslagjaar een eigendomsbelang houdt en de structuur van die eigendomsbelangen;

ii) alle informatie die nodig is om het effectieve belastingtarief te berekenen van de jurisdicties waar een krachtens de bepaling onder i) geïdentificeerde, in een lidstaat gevestigde partiel gehouden moederentiteit eigendomsbelangen in groepsentiteiten houdt, en de verschuldigde bijheffing; en

iii) alle informatie die overeenkomstig hoofdstukken 6 en 7 in dat verband van belang is;

b) alle informatie die nodig is voor de toepassing van hoofdstuk 8, daaronder begrepen:

i) identificatie van alle in de jurisdictie van de uiteindelijke moederentiteit gevestigde groepsentiteiten en de structuur van die eigendomsbelangen;

ii) alle informatie die nodig is om het effectieve belastingtarief van de jurisdictie van de uiteindelijke moederentiteit en de door haar verschuldigde bijheffing te berekenen; en

iii) alle informatie die nodig is om die bijheffing toe te rekenen op basis van de UTPR-toerekeningsformule van artikel 36;

c) alle informatie die nodig is voor de toepassing van een gekwalificeerde binnenlandse bijheffing door een jurisdictie die ervoor heeft gekozen een dergelijke bijheffing bedoeld in artikel 3, 28°.

Art. 57. § 1. De uiterste datum van indiening van de aangifte bedoeld in artikel 53, § 1, wordt vastgesteld op de laatste dag van de vijftiende maand volgend op het afsluiten van het verslagjaar.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de uiterste datum van indiening van de aangifte bedoeld in artikel 53, § 1, vastgesteld op de laatste dag van de achttiende maand volgend op het afsluiten van het verslagjaar dat ten laatste aanvangt op 31 december 2024.

Afdeling 4. — Uitoefening van keuzemogelijkheden

Art. 58. De in artikel 6, tweede lid, artikel 13, §§ 1, 2, 4 en 7 en de in artikelen 45 en 46 bedoelde keuzes gelden voor een periode van vijf jaar, met ingang van het jaar waarin de keuze wordt gemaakt. De keuze wordt automatisch verlengd tenzij de indienende groepsentiteit de keuze aan het einde van de periode van vijf jaar herroept. Een herroeping van de keuze geldt voor een periode van vijf jaar, met ingang van het einde van het jaar waarin de herroeping plaatsvindt.

Art. 59. De in artikel 13, §§ 3, 5 en 6, artikel 17, § 1, b), artikel 20, § 1, artikel 23, artikel 25, § 1 en artikel 43 bedoelde keuzes gelden voor een periode van één jaar. De keuze wordt automatisch verlengd tenzij de indienende groepsentiteit de keuze aan het einde van het jaar herroept.

Section 5. — Moyens de preuve de l'administration

Art. 60. L'article 342 du Code des impôts sur les revenus 1992 ne s'applique pas aux impôts sur les revenus perçus conformément à la présente loi.

Section 6. — Sanctions

Art. 61. Par dérogation à l'article 445 du même Code, le fonctionnaire délégué par le conseiller général peut appliquer pour une infraction aux dispositions de la présente loi, ainsi que des arrêtés pris pour son exécution, une amende de 2.500 euros à 250.000 euros qui consiste :

- en la fourniture inexacte ou incomplète des informations visées au chapitre 11 du présent titre ; ou

- en le non-respect de l'obligation qui incombe à une entité constitutive de déclarer et de payer sa part de l'impôt complémentaire ou d'avoir une charge d'impôt supplémentaire sous la forme d'une sortie de trésorerie ; ou

- à ne pas ou tardivement fournir les informations visées au chapitre 11 du présent titre.

Le Roi détermine l'échelle des amendes administratives et règle leurs modalités d'application.

Section 7. — Décisions anticipées

Art. 62. § 1^{er}. L'article 22, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, est complété par un 4^o rédigé comme suit :

"4^o la demande a trait à l'application d'un impôt visée à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 2023, portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure."

§ 2. Les questions relatives à l'application de la présente loi à des situations ou opérations particulières qui n'ont pas encore produit d'effets sur le plan fiscal sont adressées auprès du service désigné par l'administrateur général de l'Administration Générale de la Fiscalité.

CHAPITRE 12. — Dispositions transitoires

Section 1. — Régimes de protection

Art. 63. Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par :

1^o comptabilité financière qualifiée :

a) la comptabilité financière utilisée pour l'établissement des états financiers consolidés tels que visés à l'article 3, 6^o ;

b) les états financiers distincts de chaque entité constitutive, à condition que ceux-ci soient établis conformément à, soit une norme standard de comptabilité financière admissible, soit une norme standard de comptabilité financière agréée, lorsque les informations dans ces rapports sur base de ce standard pour comptabilité financière sont conservées et fiables ; ou

c) dans le cas d'une entité constitutive qui, exclusivement, en raison de sa portée ou de sa matérialité n'est pas reprise ligne par ligne dans les états financiers consolidés d'un groupe d'EMN, les comptes financiers de cette entité constitutive qui sont utilisés pour l'établissement de la déclaration pays par pays du groupe d'EMN.

2^o déclaration pays par pays qualifiée : une déclaration pays par pays au sens de l'article 321/1, 15^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, établie et introduite au moyen d'une comptabilité financière qualifiée ;

3^o chiffre d'affaires total : le total du chiffre d'affaires d'un groupe d'EMN dans une juridiction telle que rapportée dans sa déclaration pays par pays qualifiée ;

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cas d'une coentreprise, le chiffre d'affaires total est : le chiffre d'affaires total d'un groupe d'EMN dans une juridiction, tel qu'il figure dans la comptabilité financière qualifiée d'un groupe d'EMN ;

4^o bénéfice (perte) avant impôt sur les revenus : le bénéfice (la perte) d'un groupe d'EMN avant impôt sur les revenus dans une juridiction, tel que rapporté dans sa déclaration pays par pays qualifiée ;

Afdeling 5. Bewijsmiddelen van de administratie

Art. 60. Artikel 342 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vindt geen toepassing voor de overeenkomstig deze wet geheven inkomstenbelastingen.

Afdeling 6. — Strafbepalingen

Art. 61. In afwijking van artikel 445 van hetzelfde Wetboek kan de door de adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar een geldboete van 2.500 euro tot 250.000 euro opleggen voor een overtreding van de bepalingen van deze wet, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit:

- het onjuist of onvolledig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in hoofdstuk 11 van deze titel; of

- het niet naleven van de verplichting van een groepsentiteit om haar deel van de bijheffing aan te geven en te betalen of om een extra contante belastinglast te dragen; of

- het niet of laattijdig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in hoofdstuk 11 van deze titel.

De Koning legt de schaal van de administratieve geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten.

Afdeling 7. — Voorafgaande beslissingen

Art. 62. § 1. Artikel 22, eerste lid, van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, wordt aangevuld met een bepaling onder 4^o, luidende:

"4^o de aanvraag betrekking heeft op de toepassing van een belasting bedoeld in artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 2023, houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen."

§ 2. Vragen aangaande de toepassing van deze wet aangaande bijzondere situaties of verrichtingen die op fiscaal vlak nog geen gevolgen hebben, worden gericht aan de door de adviseur-generaal van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit aangeduide dienst.

HOOFDSTUK 12. — Overgangsregels

Afdeling 1. — Veilige havens

Art. 63. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder:

1^o gekwalificeerde financiële verslaglegging:

a) de financiële verslaglegging gebruikt voor het opstellen van de geconsolideerde jaarrekening als bedoeld in artikel 3, 6^o;

b) afzonderlijke jaarrekeningen van elke groepsentiteiten, mits deze zijn opgesteld overeenkomstig ofwel een aanvaardbare standaard voor financiële verslaglegging ofwel een goedgekeurde standaard voor financiële verslaglegging, indien de informatie in deze jaarrekeningen op basis van die standaard voor financiële verslaglegging wordt bijgehouden en betrouwbaar is; of

c) in het geval van een groepsentiteit die uitsluitend vanwege haar omvang of materialiteit niet post voor post is opgenomen in de geconsolideerde jaarrekening van een MNO-groep, de financiële rekeningen van die groepsentiteit die worden gebruikt voor de opstelling van het landenrapport van de MNO-groep.

2^o gekwalificeerde landenrapport: een landenrapport in de zin van artikel 321/1, 15^o, van het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, opgesteld en ingediend met gebruikmaking van gekwalificeerde financiële verslaglegging;

3^o totaal aan opbrengsten: het totaal aan opbrengsten van een MNO-groep in een jurisdictie zoals gerapporteerd in zijn gekwalificeerd landenrapport;

In afwijking van het eerste lid is in het geval van een joint venture het totaal aan opbrengsten: het totaal aan opbrengsten van een MNO-groep in een jurisdictie zoals gerapporteerd in de gekwalificeerde financiële verslaglegging van een MNO-groep;

4^o winst (verlies) vóór inkomstenbelasting: de winst (het verlies) van een MNO-groep vóór inkomstenbelasting in een rechtsgebied, zoals gerapporteerd in zijn gekwalificeerd landenrapport;

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cas d'une coentreprise, le bénéfice (la perte) avant impôt sur le revenu est : le bénéfice (la perte) avant impôt sur les revenus d'un groupe d'EMN dans une juridiction, tel qu'indiqué dans la comptabilité financière qualifiée d'un groupe d'EMN ;

Si la somme de toutes les pertes, moins les bénéfices, résultant des variations de la juste valeur d'une participation (autres que les titres de portefeuille) dépasse 50 millions d'euros dans une juridiction, cette somme est exclue du calcul du bénéfice (de la perte) avant impôt sur les revenus visé aux alinéas 1^{er} et 2.

5° impôts concernés simplifiés : les charges au titre d'impôts sur les bénéfices d'une juridiction telles que rapportées dans la comptabilité financière qualifiée d'un groupe d'EMN, après déduction des impôts non concernés au sens du chapitre 4 et des situations fiscales incertaines qui sont rapportées dans la comptabilité financière qualifiée ;

6° taux d'imposition effectif simplifié : le montant calculé pour les impôts concernés simplifiés d'une juridiction à diviser par le bénéfice (la perte) avant l'impôt sur les revenus tel que mentionné dans la déclaration pays par pays qualifiée du groupe d'EMN ;

7° période transitoire : la période contenant toutes les années fiscales qui débutent après le 30 décembre 2023 et le ou avant le 31 décembre 2026, mais ne contenant aucune année fiscale se terminant après le 30 juin 2028 ;

8° pourcentage transitoire :

a) pour les années fiscales qui débutent au plus tard le 31 décembre 2024 : 15 p.c. ;

b) pour les années fiscales qui débutent du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025 inclus : 16 p.c. ;

c) pour les années fiscales qui débutent du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026 : 17 p.c..

Art. 64. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 21 à 24, à l'article 26 et à l'article 28, l'entité constitutive déclarante peut exercer une option selon laquelle l'impôt complémentaire dû durant la période transitoire pour des entités constitutives établies dans une juridiction est égal à zéro au titre d'une année fiscale lorsque, pour cette année fiscale :

1° le groupe d'EMN a dans sa déclaration pays par pays qualifiée un chiffre d'affaires total inférieur à 10 millions d'euros et un bénéfice (perte) avant impôt sur les revenus de moins de 1 million d'euros dans cette juridiction et le groupe d'EMN n'a pas d'entités dans cette juridiction qu'il détient en vue de la vente et dont le chiffre d'affaires total serait supérieur à 10 millions d'euros ; ou

2° le groupe d'EMN a un taux effectif simplifié qui est égal ou supérieur au taux de transition dans cette juridiction ; ou

3° le bénéfice (perte) avant impôt sur les revenus du groupe d'EMN dans cette juridiction est égal ou inférieur au montant de l'exclusion de bénéfices liée à la substance, pour les entités constitutives établies dans cette juridiction du point de vue de la déclaration pays par pays qualifiée, tel que calculé conformément aux règles de la présente loi.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas :

1° lorsqu'un groupe d'EMN n'a rempli aucune des conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, 1° à 3°, pendant la période transitoire au cours d'une année fiscale antérieure dans une juridiction, à moins qu'il n'ait pas eu d'entités constitutives dans cette juridiction au cours de ces années fiscales ;

2° aux entités constitutives apatrides ;

3° aux groupes d'EMN à entités mères multiples, lorsque la déclaration pays par pays qualifiée ne comprend pas les données de chaque groupe ;

4° aux entités constitutives établies dans des juridictions pour lesquelles l'option relative à un régime éligible d'imposition des distributions visée à l'article 43 est choisie ;

5° lorsque dans une juridiction, est établie l'entité mère ultime qui est une entité transparente intermédiaire, à moins que les détenteurs de toutes les participations dans l'entité transparente intermédiaire ne soient des détenteurs visés aux articles 41, §§ 1^{er} et 2, et 42, §§ 2 et 3.

§ 3. Dans le cas d'une coentreprise, le calcul prévu au paragraphe 1^{er} est effectué comme si la coentreprise et les parties liées à la coentreprise étaient des entités d'un groupe distinct d'EMN ou d'un groupe national de grande envergure distinct.

In afwijking van het eerste lid is in het geval van een joint venture de winst (verlies) vóór inkomstenbelasting: de winst (het verlies) van een MNO-groep vóór inkomstenbelasting in een rechtsgebied, zoals gerapporteerd in de gekwalificeerde financiële verslaglegging van een MNO-groep;

Indien de som van alle verliezen, verminderd met eventuele winsten, die voortvloeien uit veranderingen in de reële waarde van eigendomsbelangen (met uitzondering van portefeuille-deelnemingen) meer bedraagt dan 50 miljoen euro in een jurisdictie, dan wordt die som uitgesloten van de berekening van de winst (verlies) vóór inkomstenbelasting bedoeld in leden 1 en 2.

5° vereenvoudigde betrokken belastingen: de lasten uit hoofde van winstbelastingen van een jurisdictie zoals gerapporteerd in de gekwalificeerde financiële verslaglegging van een MNO-groep, na aftrek van belastingen die geen betrokken belastingen zijn in de zin van hoofdstuk 4 en van onzekere belastingssituaties die in de gekwalificeerde financiële verslaglegging van de MNO-groep zijn gerapporteerd;

6° vereenvoudigd effectief belastingtarief: het bedrag berekend door de vereenvoudigde betrokken belastingen van het rechtsgebied te delen door de winst (verlies) vóór inkomstenbelasting zoals vermeld in het gekwalificeerde landenrapport van de MNO-groep;

7° overgangperiode: de periode die alle verslagjaren omvat die beginnen na 30 december 2023 en op of voor 31 december 2026 maar geen verslagjaar omvat dat eindigt na 30 juni 2028;

8° overgangsperscentage:

a) voor verslagjaren die ten laatste aanvangen vanaf 31 december 2024: 15 pct.;

b) voor verslagjaren die aanvangen vanaf 1 januari 2025 tot en met 31 december 2025: 16 pct.;

c) voor verslagjaren die aanvangen vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2026: 17 pct..

Art. 64. § 1. In afwijking van de artikelen 21 tot 24, artikel 26 en artikel 28 is de verschuldigde bijheffing gedurende de overgangperiode voor de in een jurisdictie gevestigde groepsentiteiten gelijk aan nul, bij de keuze van de indienende groepsentiteit, voor een verslagjaar indien, voor dat verslagjaar:

1° de MNO-groep in zijn gekwalificeerde landenrapport een totaal aan opbrengsten van minder dan 10 miljoen euro en een winst (verlies) vóór inkomstenbelasting van minder dan 1 miljoen euro in die jurisdictie heeft en de MNO-groep in die jurisdictie geen entiteiten heeft die zij voor de verkoop aanhoudt waardoor het totaal aan opbrengsten meer dan 10 miljoen euro zou bedragen; of

2° de MNO-groep heeft een vereenvoudigd effectief belastingtarief dat gelijk is aan of hoger is dan het overgangsperscentage in die jurisdictie; of

3° de winst (verlies) vóór inkomstenbelasting van de MNO-groep in die jurisdictie gelijk is aan of lager is dan het bedrag van de op basis van substance uitgesloten inkomens, voor in die jurisdictie gevestigde groepsentiteiten uit hoofde van het gekwalificeerde landenrapport, zoals berekend overeenkomstig de regels van deze wet.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing:

1° wanneer een MNO-groep gedurende de overgangperiode gedurende een voorgaand verslagjaar in een jurisdictie niet voldeed aan één van de voorwaarden in paragraaf 1, 1° tot 3°, tenzij ze in die verslagjaren geen groepsentiteiten had in die jurisdictie;

2° op staatloze groepsentiteiten;

3° op MNO-groepen met verschillende moedermaatschappijen waarbij het gekwalificeerde landenrapport niet de gegevens bevat van elke groep;

4° op groepsentiteiten gelegen in jurisdicties waarvoor gekozen is voor de optie in verband met een in aanmerking komend uitkeringsbelastingstelsel als bedoeld in artikel 43;

5° wanneer in een jurisdictie de uiteindelijke moederentiteit is gevestigd die een doorstroomentiteit is, tenzij de houders van alle eigendomsbelangen in de doorstroomentiteit houders zijn bedoeld in artikelen 41, §§ 1 en 2, en 42, §§ 2 en 3.

§ 3. In het geval van een joint venture worden de berekening in paragraaf 1 gedaan als waren de joint venture en de met de joint venture gelieerde partijen groepsentiteiten van een afzonderlijke MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep.

§ 4. Lorsqu'une entité mère ultime est une entité transparente intermédiaire ou est soumise à un régime des dividendes déductibles, le bénéficiaire (la perte) avant impôt sur les revenus, et tous les impôts concernés y afférents, de l'entité mère ultime sont réduits dans la mesure où ce montant est attribuable à une participation détenue par un détenteur visé au paragraphe 2, 5°, ou distribué en conséquence de cette participation.

§ 5. Lorsqu'une entité d'investissement est établie dans une juridiction aux fins de la déclaration pays par pays qualifiée :

1° un groupe d'EMN reste tenu d'effectuer des calculs pour ces entités d'investissement en tenant compte des articles 44 à 46, à moins que le groupe d'EMN n'ait pas choisi d'exercer les options prévues dans ces articles et que tous les propriétaires de ces entités d'investissement soient domiciliés dans la même juridiction ; et

2° le bénéficiaire (la perte) avant impôt sur les revenus et le chiffre d'affaires total de l'entité d'investissement (et tous les impôts concernés y afférents) sont reflétés uniquement dans les juridictions de ses actionnaires directs, au prorata de leur participation.

§ 6. Le Roi détermine les modalités d'exercice de l'option visée au paragraphe 1^{er}.

Section 2. — Autres dispositions transitoires

Art. 65. § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, on entend par "année de transition" pour une juridiction, la première année fiscale au cours de laquelle un groupe d'EMN ou un groupe national de grande envergure entre dans le champ d'application de la présente loi en ce qui concerne cette juridiction.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'année de transition est la première année fiscale qui ne satisfait pas à une des conditions de l'article 63, § 1^{er}, 1° à 3°.

§ 2. Lors de la détermination du taux effectif d'imposition applicable dans une juridiction pendant une année de transition, et pour chacune des années fiscales suivantes, le groupe d'EMN ou le groupe national de grande envergure prend en compte tous les impôts différés actifs et tous les impôts différés passifs constatés dans les états financiers, ou tels qu'ils ressortent des états financiers, de toutes les entités constitutives établies dans une juridiction donnée pour l'année de transition considérée.

Les impôts différés actifs et passifs sont pris en compte au taux le plus bas des taux suivants : le taux minimum d'imposition ou le taux d'imposition applicable en droit interne. Toutefois, un impôt différé actif qui a été enregistré à un taux inférieur au taux minimum d'imposition peut être pris en compte au taux minimum d'imposition si le contribuable est en mesure de démontrer qu'il est attribuable à une perte admissible.

L'incidence d'un ajustement de la valeur ou de la comptabilisation d'un impôt différé actif n'est pas prise en compte.

§ 3. Les impôts différés actifs dus à des éléments exclus du calcul du bénéficiaire ou de la perte admissibles conformément au chapitre 3 sont exclus du calcul visé au paragraphe 2 lorsqu'ils sont générés lors d'une transaction effectuée à une date postérieure au 30 novembre 2021.

§ 4. Dans le cas d'un transfert d'actifs entre entités constitutives effectué à une date postérieure au 30 novembre 2021 et avant le début d'une année de transition, la base pour les actifs acquis, autres que les stocks, est fondée sur la valeur comptable des actifs transférés de l'entité constitutive cédante au moment de la cession, les actifs et les passifs d'impôts différés étant déterminés sur cette base.

Art. 66. § 1^{er}. Aux fins de l'application de l'article 23, § 2, le pourcentage de 5 p.c. est remplacé par :

1° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2023 au plus tard : 10 p.c. ;

2° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2024 au plus tard : 9,8 p.c. ;

3° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2025 au plus tard : 9,6 p.c. ;

4° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2026 au plus tard : 9,4 p.c. ;

5° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2027 au plus tard : 9,2 p.c. ;

6° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2028 au plus tard : 9,0 p.c. ;

§ 4. Wanneer een uiteindelijke moederentiteit een doorstroomentiteit is of onder een aftrekbaardividendregime valt, wordt de winst (het verlies) vóór inkomstenbelasting, en alle daarmee samenhangende betrokken belastingen, van de uiteindelijke moederentiteit verminderd voor zover dat bedrag kan worden toegerekend aan of uitgekeerd als gevolg van een eigendomsbelang in handen van een houder als bedoeld in paragraaf 2, 5°.

§ 5. Wanneer een beleggingsentiteit gevestigd is in een jurisdictie voor doeleinden van het gekwalificeerde landenrapport:

1° blijft een MNO-groep verplicht om voor die beleggingsentiteiten een berekening te maken rekening houdende met artikelen 44 tot 46, tenzij de MNO-groep er niet voor gekozen heeft de in die artikelen neergelegde keuzes uit te oefenen en alle eigenaars van die beleggingsentiteiten gevestigd zijn in dezelfde jurisdictie; en

2° worden de winst (verlies) vóór inkomstenbelasting en het totaal aan opbrengsten van de beleggingsentiteit (en alle daarmee samenhangende betrokken belastingen) alleen weergegeven in de jurisdicties van haar directe aandeelhouders, naar rato van hun eigendomsbelang.

§ 6. De Koning bepaalt de wijze waarop de in paragraaf 1 bedoelde keuze uitgeoefend moet worden.

Afdeling 2. — Overige overgangsregels

Art. 65. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt onder "overgangsjaar" voor een jurisdictie het eerste verslagjaar verstaan waarin een MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep met betrekking tot die jurisdictie onder de toepassing van deze wet valt.

In afwijking van het eerste lid is het overgangsjaar het eerste verslagjaar dat niet voldoet aan één van de voorwaarden in artikel 63, § 1, 1° tot 3°.

§ 2. Bij de bepaling van het effectieve belastingtarief voor een jurisdictie in een overgangsjaar, en voor elk volgend verslagjaar, houdt de MNO-groep of omvangrijke binnenlandse groep rekening met alle uitgestelde belastingvorderingen en uitgestelde belastingverplichtingen die voor het overgangsjaar in de jaarrekening van alle groepsentiteiten in een jurisdictie zijn weergegeven of openbaar gemaakt.

Uitgestelde belastingvorderingen en uitgestelde belastingverplichtingen worden in aanmerking genomen tegen het laagste van de volgende tarieven: het minimumbelastingtarief of het toepasselijke binnenlandse belastingtarief. Een uitgestelde belastingvordering die tegen een lager tarief dan het minimumbelastingtarief is geregistreerd, mag tegen het minimumbelastingtarief in aanmerking worden genomen indien de belastingplichtige kan aantonen dat de uitgestelde belastingvordering aan een kwalificerend verlies valt toe te rekenen.

Het effect van waarderingsaanpassingen of aanpassingen van de boekhoudkundige verwerking ter zake van een uitgestelde belastingvordering, wordt buiten beschouwing gelaten.

§ 3. Uitgestelde belastingvorderingen voortvloeiend uit posten die van de berekening van kwalificerend inkomen of verlies overeenkomstig hoofdstuk 3 worden uitgesloten, worden van de in paragraaf 2 bedoelde berekening uitgesloten wanneer die uitgestelde belastingvorderingen zijn ontstaan door een transactie die na 30 november 2021 plaatsvindt.

§ 4. In het geval van een overdracht van activa tussen groepsentiteiten na 30 november 2021 en vóór de aanvang van een overgangsjaar, wordt de grondslag voor de verworven activa, met uitzondering van voorraden, gebaseerd op de boekwaarde bij de vervreemdende groepsentiteit van de overgedragen activa op het tijdstip van vervreemding met uitgestelde belastingvorderingen en -verplichtingen die op die grondslag zijn bepaald.

Art. 66. § 1. Voor de toepassing van artikel 23, § 2, wordt het percentage van 5 pct. vervangen door:

1° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2023: 10 pct.;

2° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2024: 9,8 pct.;

3° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2025: 9,6 pct.;

4° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2026: 9,4 pct.;

5° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2027: 9,2 pct.;

6° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2028: 9,0 pct.;

7° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2029 au plus tard : 8,2 p.c. ;

8° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2030 au plus tard : 7,4 p.c. ;

9° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2031 au plus tard : 6,6 p.c. ; et

10° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2032 au plus tard : 5,8 p.c. ;

§ 2. Aux fins de l'application de l'article 28, § 4, le pourcentage de 5 p.c. est remplacé par :

1° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2023 au plus tard : 8 p.c. ;

2° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2024 au plus tard : 7,8 p.c. ;

3° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2025 au plus tard : 7,6 p.c. ;

4° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2026 au plus tard : 7,4 p.c. ;

5° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2027 au plus tard : 7,2 p.c. ;

6° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2028 au plus tard : 7,0 p.c. ;

7° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2029 au plus tard : 6,6 p.c. ;

8° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2030 au plus tard : 6,2 p.c. ;

9° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2031 au plus tard : 5,8 p.c. ; et

10° pour les années fiscales commençant le 31 décembre 2032 au plus tard : 5,4 p.c..

Art. 67. § 1^{er}. L'impôt complémentaire dû par une entité mère ultime établie en Belgique conformément à l'article 31, § 1^{er}, 1°, ou par une entité mère intermédiaire établie en Belgique conformément à l'article 31, § 1^{er}, 2°, lorsque l'entité mère ultime est une entité exclue, est ramené à zéro :

1° au cours des cinq premières années de la phase de démarrage des activités internationales du groupe d'EMN, nonobstant les obligations énoncées au chapitre 5 ;

2° au cours des cinq premières années, à compter du premier jour de l'année fiscale durant laquelle le groupe national de grande envergure entre pour la première fois dans le champ d'application de la présente loi.

§ 2. Lorsque l'entité mère ultime d'un groupe d'EMN est établie dans une juridiction de pays tiers, l'impôt complémentaire dû par une entité constitutive établie en Belgique conformément aux articles 28 et 36, § 2, est ramené à zéro au cours des cinq premières années de la phase de démarrage des activités internationales du groupe d'EMN, nonobstant les obligations énoncées au chapitre 5.

§ 3. Un groupe d'EMN est considéré comme étant dans la phase de démarrage de ses activités internationales si, pour une année fiscale :

1° il compte des entités constitutives dans six juridictions au plus ; et

2° la valeur totale des actifs corporels de toutes les entités constitutives du groupe d'EMN établies dans toutes les juridictions autres que la juridiction de référence ne s'élève pas à plus de 50 millions d'euros.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 2°, on entend par :

- "juridiction de référence" : la juridiction dans laquelle les entités constitutives du groupe d'EMN visé à l'alinéa 1^{er} enregistrent la valeur totale la plus élevée des actifs corporels au titre de l'année fiscale durant laquelle le groupe d'EMN entre initialement dans le champ d'application de la présente loi ;

- "valeur totale des actifs corporels" : la somme des valeurs nettes comptables de l'ensemble des actifs corporels de toutes les entités constitutives du groupe d'EMN qui sont établies dans cette juridiction.

7° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2029: 8,2 pct.;

8° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2030: 7,4 pct.;

9° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2031: 6,6 pct.; en

10° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2032: 5,8 pct.;

§ 2. Voor de toepassing van artikel 23, § 3, wordt het percentage van 5 pct. vervangen door:

1° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2023: 8 pct.;

2° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2024: 7,8 pct.;

3° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2025: 7,6 pct.;

4° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2026: 7,4 pct.;

5° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2027: 7,2 pct.;

6° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2028: 7,0 pct.;

7° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2029: 6,6 pct.;

8° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2030: 6,2 pct.;

9° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2031: 5,8 pct.; en

10° voor verslagjaren die ten laatste beginnen op 31 december 2032: 5,4 pct.

Art. 67. § 1. De bijheffing die verschuldigd is door een in België gevestigde uiteindelijke moederentiteit overeenkomstig artikel 31, § 1, 1°, of door een in België gevestigde tussenliggende moederentiteit overeenkomstig artikel 31, § 1, 2°, indien de uiteindelijke moederentiteit een uitgesloten entiteit is, wordt tot nul verminderd:

1° in de eerste vijf jaar van het beginstadium van de internationale activiteit van de MNO-groep, niettegenstaande de vereisten van hoofdstuk 5;

2° in de eerste vijf jaar, met ingang van de eerste dag van het verslagjaar waarin de omvangrijke binnenlandse groep voor het eerst onder de toepassing van deze wet valt.

§ 2. Wanneer de uiteindelijke moederentiteit van een MNO-groep in een jurisdictie van een derde land is gevestigd, wordt de overeenkomstig artikelen 28 en 36, § 2, door een in België gevestigde groepsentiteit verschuldigde bijheffing tot nul verminderd in de eerste vijf jaar van het beginstadium van de internationale activiteit van de MNO-groep, niettegenstaande de vereisten van hoofdstuk 5.

§ 3. Een MNO-groep wordt geacht in het beginstadium van zijn internationale activiteit te verkeren indien, voor een verslagjaar:

1° zij in niet meer dan zes jurisdicties groepsentiteiten heeft; en

2° de totale waarde van de materiële activa van alle groepsentiteiten van de MNO-groep die gevestigd zijn in alle jurisdicties behalve de referentiejurisdictie, niet meer dan 50 miljoen euro bedraagt.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt verstaan onder:

- "referentiejurisdictie": de jurisdictie waar de groepsentiteiten van de MNO-groep bedoeld in het eerste lid de hoogste totale waarde van materiële activa hebben in het verslagjaar waarin de MNO-groep aanvankelijk onder de toepassing van deze wet valt;

- "totale waarde van de materiële activa": de som van de nettoboekwaarden van alle materiële activa van alle groepsentiteiten van de MNO-groep die in die jurisdictie zijn gevestigd.

§ 4. La période de cinq ans visée au paragraphe 1^{er}, 1°, et au paragraphe 2 commence à compter du début de l'année fiscale durant laquelle le groupe d'EMN entre initialement dans le champ d'application de la présente loi.

Pour les groupes d'EMN qui relèvent du champ d'application de la présente loi lors de son entrée en vigueur, la période de cinq ans visée au paragraphe 1, 1°, commence le 31 décembre 2023.

Pour les groupes d'EMN qui relèvent du champ d'application de la présente loi lors de son entrée en vigueur, la période de cinq ans visée au paragraphe 2 commence le 31 décembre 2024.

Pour les groupes nationaux de grande envergure qui relèvent du champ d'application de la présente loi lors de son entrée en vigueur, la période de cinq ans visée au paragraphe 1^{er}, 2°, commence le 31 décembre 2023.

§ 5. Le cas échéant, l'entité déclarante désignée visée à l'article 50 ou 53 informe l'administration fiscale belge du début de la phase de démarrage des activités internationales du groupe d'EMN.

CHAPITRE 13. — *Entrée en vigueur*

Art. 68. § 1^{er}. Le présent titre entre en vigueur le 31 décembre 2023 et est applicable aux années fiscales commençant à partir du 31 décembre 2023.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 35 est applicable aux années fiscales commençant à partir du 31 décembre 2024.

TITRE III. — *Modifications du code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 69. L'article 194septies, alinéa unique, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2017, est complété par un tiret rédigé comme suit :

“- à concurrence du montant servant de compensation à l'impôt visé aux articles 28 et 35 de la loi du 19 décembre, portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure, payé par la société résidente ou l'établissement belge.”

Art. 70. Dans l'article 198 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 26 décembre 2022, le paragraphe 1^{er} est complété par les 18° et 19° rédigés comme suit :

“18° l'impôt minimum visé à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 2023, portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure, les sommes versées à valoir sur l'impôt minimum susvisé, ainsi que les accroissements, majorations, frais et intérêts de retard afférents à cet impôt minimum et aux précomptes ;

19° la compensation visée à l'article 194septies, troisième tiret, servant à compenser l'impôt visé aux articles 28 et 35 de la loi du 19 décembre 2023, portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure, payé par la société résidente ou l'établissement belge.”

Art. 71. À l'article 292bis, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. Le contribuable choisit d'imputer intégralement le crédit d'impôt pour recherche et développement sur l'impôt des sociétés ou sur l'impôt des non-résidents pour les contribuables visés à l'article 227, 2°, ou de le reporter selon les règles déterminées dans le présent paragraphe.” ;

2° dans l'alinéa 2, le mot “quatre” est remplacé par le mot “trois” ;

3° dans l'alinéa 5, les mots “cinq exercices d'imposition successifs” sont remplacés par les mots “quatre exercices d'imposition successifs”.

Art. 72. Le présent titre entre en vigueur le 31 décembre 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 71, est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2025.

§ 4. De in paragraaf 1, 1°, en paragraaf 2 bedoelde periode van vijf jaar vangt aan bij het begin van het verslagjaar waarin de MNO-groep aanvankelijk onder de toepassing van deze wet valt.

Voor MNO-groepen die onder de toepassing van deze wet vallen op het ogenblik dat deze in werking treedt, vangt de in paragraaf 1, 1°, bedoelde periode van vijf jaar aan op 31 december 2023.

Voor MNO-groepen die onder de toepassing van deze wet vallen op het ogenblik dat deze in werking treedt, vangt de in paragraaf 2 bedoelde periode van vijf jaar aan op 31 december 2024.

Voor omvangrijke binnenlandse groepen die onder de toepassing van deze wet vallen op het ogenblik dat deze in werking treedt, vangt de in paragraaf 1, 2°, bedoelde periode van vijf jaar aan op 31 december 2023.

§ 5. De in artikel 50 of 53 bedoelde aangewezen indienende entiteit stelt de Belgische belastingadministratie in voorkomend geval in kennis van de aanvang van het beginstadium van de internationale activiteit van de MNO-groep.

HOOFDSTUK 13. — *Inwerkingtreding*

Art. 68. § 1. Deze titel treedt in werking op 31 december 2023 en is van toepassing op verslagjaren beginnend vanaf 31 december 2023.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, is artikel 35 van toepassing op verslagjaren beginnend vanaf 31 december 2024.

TITEL III. — *Wijzigingen van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 69. Artikel 194septies, enig lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 december 2017, wordt aangevuld met een streepje, luidende:

“- ten belope van het bedrag dat als vergoeding dient voor de in de artikelen 28 en 35 van de wet van 19 december 2023, houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen bedoelde belasting die betaald is door de binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting.”

Art. 70. In artikel 198 van hetzelfde wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 26 december 2022, wordt paragraaf 1 aangevuld met de bepalingen onder 18° en 19°, luidende:

“18° de in artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 2023, houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen bedoelde minimumbelasting, de in mindering van de voormelde minimumbelasting gestorte sommen, alsmede de verhogingen, vermeerderingen, kosten en nalatigheidsinteressen met betrekking tot deze minimumbelasting en de voorheffingen;

19° de in artikel 194septies, derde streepje, bedoelde vergoeding ter compensatie van de in de artikelen 28 en 35 van de wet van 19 december 2023, houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen bedoelde minimumbelasting betaald door de binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting.”

Art. 71. In artikel 292bis, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De belastingplichtige kiest om het belastingkrediet voor onderzoek en ontwikkeling volledig met de vennootschapsbelasting of met de belasting van niet-inwoners voor de in artikel 227, 2°, vermelde belastingplichtigen te verrekenen, of het over te dragen volgens de in deze paragraaf bepaald regels.”;

2° in het tweede lid wordt het woord “vier” vervangen door het woord “drie”;

3° in het vijfde lid worden de woorden “vijf achtereenvolgende aanslagjaren” vervangen door de woorden “vier opeenvolgende aanslagjaren”.

Art. 72. Deze titel treedt in werking op 31 december 2023.

In afwijking van het eerste lid, is artikel 71 van toepassing vanaf aanslagjaar 2025.

TITRE IV. — Modifications du code de recouvrement amiable et force des créances fiscales et non-fiscales

Art. 73. L'article 2, § 1^{er}, 7^o, a), du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non-fiscales, est complété par un vii, rédigé comme suit :

“vii. les impôts visés à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 2023, portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure. Ces impôts sont assimilés aux impôts sur les revenus visés sous i pour l'application des autres dispositions du présent Code.”.

Art. 74. Dans le titre 3, chapitre 3, du même Code, une section 5 est insérée après l'article 59, rédigée comme suit :

“Section 5. De la responsabilité solidaire des entités constitutives pour l'impôt minimum”.

Art. 75. Dans le titre 3, chapitre 3, nouvelle section 5, du même Code, inséré par l'article 74, un article 59/1 est inséré, rédigé comme suit :

“Art. 59/1. Les entités constitutives visées à l'article 3, 2^o, de la loi du 19 décembre 2023, portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure, qui sont établies en Belgique sont solidairement responsables pour le paiement des sommes qui sont dues en vertu des impôts complémentaires visés aux articles 28 et 35 de la même loi par une entité constitutive visée à l'article 28, § 3, ou à l'article 35, § 2, de la même loi.”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Finances,

V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : K55-3678

Compte rendu intégral : 7 et 14 décembre 2023.

TITEL IV. — Wijzigingen van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen

Art. 73. Artikel 2, § 1, 7^o, a), van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, wordt aangevuld met een vii die luidt als volgt:

“vii. de belastingen bedoeld in artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 2023, wet houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen. Deze belastingen worden voor de toepassing van de overige bepalingen van dit Wetboek gelijkgesteld met de inkomstenbelastingen bedoeld onder i”.

Art. 74. In titel 3, hoofdstuk 3, van hetzelfde Wetboek, wordt na artikel 59 een afdeling 5 ingevoegd luidende:

“Afdeling 5. De hoofdelijke aansprakelijkheid van groepsentiteiten voor de minimumbelasting”.

Art. 75. In titel 3, hoofdstuk 3, nieuw afdeling 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 74, wordt een artikel 59/1 ingevoegd luidende:

“Art. 59/1. Groepsentiteiten als bedoeld in artikel 3, 2^o, van de wet van 19 december 2023, houdende de invoering van een minimumbelasting voor multinationale ondernemingen en omvangrijke binnenlandse groepen, die in België zijn gevestigd zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sommen die uit hoofde van de in artikelen 28 en 35 van dezelfde wet bedoelde bijheffingen verschuldigd zijn door een in artikel 28, § 3, of artikel 35, § 2, van dezelfde wet, bedoelde groepsentiteit.”.

Konding deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : K55-3678

Integraal verslag: 7 en 14 december 2023.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C – 2023/48703]

22 DECEMBRE 2023. — Loi modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances en ce qui concerne la couverture légale en cas de catastrophe naturelle (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 130, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, le nombre « 0,45 » est chaque fois remplacé par le nombre « 1,88 ».

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C – 2023/48703]

22 DECEMBER 2023. — Wet tot wijziging van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen wat de wettelijke dekking in geval van een natuurramp betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 130, § 2, eerste lid, van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen wordt het getal “0,45” telkens vervangen door het getal “1,88”.